



le poing **et** la rose

10, rue de Solférino, Paris. - Organe du Parti Socialiste - Mensuel - N° 104 - Septembre 1983 - 6 F

Congrès de Bourg-en-Bresse

MOTIONS NATIONALES D'ORIENTATION

28.29.30 Octobre 1983



SOMMAIRE

MOTION N° 1 :

Pour réussir le changement (p. 3 à 18)

- I. – Agir dans un monde en crise
- II. – Mener la bataille pour le redressement économique
- III. – Assurer la confiance en animant le changement
- IV. – Être attentif aux grands problèmes de société
- V. – Faire vivre le Parti socialiste

Conclusion

PROPOSITIONS D'ACTIONS

MOTION N° 3 :

Retrouver l'initiative politique par un bon usage de la rigueur (p. 29 à 45)

- I. – Les enjeux du Congrès de Bourg
- II. – Parler vrai sur la crise
- III. – Pour une démarche autogestionnaire
- IV. – Cinq projets pour la conduite du changement
- V. – Le réveil nécessaire du Parti

Conclusion

MOTION N° 2 :

Réussir ensemble (p. 19 à 28)

- I. – Le sens du Congrès de Bourg
- II. – Les leviers du redressement national
- III. – Les chemins du rassemblement populaire
- IV. – La France contre la logique des blocs
- V. – Un nouvel élan pour le parti
- VI. – La jeunesse, notre avenir

41 propositions pour la réussite

PROPOSITIONS DE MODIFICATION DES STATUTS (p. 46 et 47)

BULLETIN DE VOTE SUR LES PROPOSITIONS DE RÉFORME DES STATUTS (p. 47)

NOTA BENE

Le texte ci-dessous, concernant les conditions d'admission au Comité directeur, a été publié dans le POING ET LA ROSE RESPONSABLES du 17 septembre 1983.

Conditions d'admission au Comité directeur

Rappel du règlement intérieur (page 40)

II. Les candidatures sont libres au sein de chaque courant de pensée.

« Pour les organismes de direction nationale, elles doivent être déposées au niveau national cinq semaines avant la date du congrès national. Elles sont annexées aux motions d'orientation et publiées dans la presse interne du Parti. Pour les organismes de direction fédérale, elles doivent être déposées au niveau départemental deux semaines avant la date du congrès fédéral. Elles sont communiquées aux sections par la fédération. »

Important

Comme pour les deux précédents congrès la procédure a été modifiée de la façon suivante par le Comité directeur des 10 et 11 septembre 1983 :

- 1) les motions d'orientation publiées dans *le Poing et la Rose* (qui parviendra aux militants vers le 22 septembre) seront accompagnées d'un nombre limité de signatures ;
 - 2) les candidatures au Comité directeur au titre des motions 1, 2 et 3 devront être déposées auprès du Secrétariat du Parti avant le 24 septembre dernière limite ;
 - 3) ces candidatures seront publiées dans le *Poing et la Rose responsables* qui paraîtra le 30 septembre.
- (bien préciser au titre de laquelle des trois motions il est fait acte de candidature).



MOTION N° 1

Pour réussir le changement

Motion d'orientation proposée par : **Lionel JOSPIN et :**

Guy ALLOUCHE, Jean-Marc AYRAULT, Jean-Paul BACHY, Alain BARRAU, Pierre BRANA, Martine BURON, Alain BUSNEL, Robert CHAPUIS, Jean-Pierre COT, Marcel DEBARGE, Bertrand DELANOE, Gérard DELFAU, Yves DURAND, Marie-Josèphe ESPEYSSE-PONTILLON, Claude ESTIER, Claude EVIN, Roger FAJARDIE, Michel de la FOURNIERE, Gérard FUCHS, Claude GERMON, Christian GOUX, Alain HAUTECŒUR, Jacques HUNTZINGER, Gérard JAQUET, Pierre JOXE, André LAIGNEL, Louis LE PENSEC, Louis MERMAZ, André MERIC, Christiane MORA, Véronique NEIERTZ, Daniel PERCHERON, Rodolphe PESCE, Michel PEZET, Christian PIERRET, Jean POPEREN, Jean PRONTEAU, Paul QUILES, Jean-Claude ROUTIER, Françoise SELIGMANN, Luc SOUBRE, Dominique TADDEI, Eugène TEISSEIRE, Bernard THAREAU, Anne TREGOUET, Jean-Pierre WEBEN.

SOMMAIRE

Introduction

I. - Agir dans un monde en crise

1) Quelle crise ?

- a) une crise économique ;
- b) une crise politique.

2) Un nouvel internationalisme

3) Les grands problèmes internationaux actuels

- a) les relations Est-Ouest : sortir de la logique des blocs ;
- b) sécurité et désarmement : des bases claires pour négocier vraiment ;
- c) l'Europe : relance ou déclin ;
- d) le tiers monde : libération des peuples et développement.

II. - Mener la bataille pour le redressement économique

1) La voie suivie a été bonne

2) La contrainte extérieure : comprendre et agir

- a) nous devons tout d'abord maintenir l'effort ;
- b) convient-il de mettre la France à l'écart du monde ?
- c) la voie à suivre est celle de la relance.

3) Les conditions du redressement économique

- a) - la lutte pour l'emploi ;
- b) - le secteur public ;
- c) - le plan ;
- d) - le pouvoir d'achat ;
- e) - la fiscalité ;
- f) - la protection sociale.

III. - Assurer la confiance en animant le changement

1) Affirmer l'autorité de l'État

2) Renforcer l'Union de la Gauche

3) Assurer notre cohésion

4) Pratiquer la concertation avec les forces sociales

IV. - Etre attentif aux grands problèmes de société

1) Les libertés

2) L'éducation

3) La culture

4) La jeunesse

5) Le logement et le cadre de vie

6) L'immigration

V. - Faire vivre le Parti socialiste

1) La place du Parti

2) Le rôle du Parti socialiste

- a) les socialistes et le pouvoir ;
- b) le Parti et ses élus ;
- c) le groupe parlementaire ;
- d) renforcer le Parti socialiste et son expression ;
- e) l'action du Parti dans le monde du travail et envers la jeunesse ;

3) Le fonctionnement du Parti socialiste

Conclusion
Propositions d'action



Introduction

Le bilan de la Gauche au pouvoir est important : il ouvre au pays de réelles perspectives de changement. Les difficultés rencontrées ont été et sont à la hauteur des changements réalisés et de ceux que nous voulons continuer d'entreprendre pour traduire dans les faits « les 110 propositions pour la France », dont la grande majorité a déjà été réalisée. Face aux obstacles qui se dressent, elles appellent un traitement énergique.

Le Congrès doit être l'occasion pour le Parti de mieux prendre conscience de ce qui a été accompli, des difficultés rencontrées et des obstacles à vaincre.

Le Parti socialiste poursuivra l'œuvre engagée depuis le Congrès d'Épinay sous l'impulsion de François Mitterrand.

La victoire de Mai-Juin a été possible parce qu'à la transformation progressive de la société française (montée du salariat, notamment des

employés, de la maîtrise, des techniciens et des services publics) a répondu la naissance d'une grande force politique.

Le Parti socialiste est devenu en dix ans le premier Parti de France. Tout en se développant, il a assuré, malgré les difficultés, le succès de la stratégie d'union de la Gauche.

L'affirmation de l'union de la Gauche (face aux divisions de la Droite) a permis à François Mitterrand de l'emporter en Mai 1981 et, sur la lancée, à une large majorité de Gauche d'entrer à l'Assemblée nationale.

Il convient maintenant d'obtenir la participation active des Français à une transformation progressive et démocratique de la société. Nous disposons de trois ans avant l'échéance de 1986 pour réussir cette nouvelle avancée.

I. Agir dans un monde en crise

La Gauche est au pouvoir en France alors que le monde est en crise. Présente partout, celle-ci affecte l'économie bien sûr, mais aussi les relations politiques.

1. Quelle crise ?

a) une crise économique

Aucune partie du monde n'échappe à la crise.

Elle frappe d'abord et le plus durement le tiers monde. Les hausses du dollar et des taux d'intérêt mettent les pays sous-développés dans une situation financière si inextricable que le système monétaire international en a été ébranlé.

L'état de précarité que connaissent aujourd'hui nombre de ces pays risque de les replacer dans une situation de forte dépendance à l'égard des pays riches, leur faisant perdre en quelques années la liberté conquise en plusieurs décennies.

Les pays développés connaissent eux-aussi une déstabilisation importante. La croissance se ralentit, s'annule, voire s'inverse, la rentabilité du capital s'amenuise ; l'équipement industriel vieillit ; pour de nombreux pays, le déficit extérieur devient un problème grave. Le renoncement à une politique de plein emploi par la plupart des gouvernements de droite accompagne la remise en cause des acquis de la protection sociale et la marginalisation d'une partie croissante de la population.

Les repliements nationalistes, les réactions xénophobes à l'égard des travailleurs immigrés tourment le dos aux issues possibles. La crise pousse à un individualisme de plus en plus marqué qui s'accompagne d'un repli sur le présent ; il en résulte une perte de dynamisme des entreprises comme des individus.

De même, les pays de l'Est sont confrontés à une situation très grave. Elle peut être partiellement attribuée à la crise des pays capitalistes, mais elle est aussi la conséquence du système économique et social de ces pays. En témoignent les difficultés persistantes d'approvisionnement, la faiblesse de la productivité ou l'absence d'innovation dans les secteurs non militarisés de l'économie. Le confirment les crises ou les tensions politiques dans cette zone, engendrées par l'immobilisme.

Cette crise, qui se traduit par le dérèglement de toutes les économies dans le monde, résulte pour une large part, d'une mutation technologique et industrielle qui modifie les courants d'échange et va entraîner une nouvelle hiérarchie des nations. Si un monde meurt, un autre est en train de naître. La rupture du système international finira par déboucher sur une restructuration, que chacun sent nécessaire.

Quant aux cohérences nationales, leur effritement a été plus lent mais il est à l'origine de difficultés plus graves encore. L'organisation de la production et de la demande qui s'est développée depuis près d'un demi-siècle dans les pays développés ne fonctionne plus de façon aussi efficace. L'ouverture des frontières a mis fin à des systèmes relativement clos. Les calculs économiques du secteur privé se sont révélés de plus en plus incapables de prendre en compte les coûts collectifs. Enfin, la mutation technique actuelle se traduit par une forte dévalorisation du capital, difficile à supporter. Des pans entiers du secteur productif sont déclassés et cependant nous ne pouvons les abandonner brutalement, comme le préconise cyniquement la Droite. Nous ne pouvons tolérer l'exploitation humaine qui a caractérisé les précédentes mutations industrielles. Quel serait le sens de la présence de la Gauche au pouvoir, si elle réalisait ce changement sans tout faire pour garantir la protection des travailleurs ?

Durant plusieurs décennies, les pays développés ont vécu sur un consensus apparent. Ce consensus n'a cessé depuis plus de dix ans de se détériorer. Les mécanismes qui ont assuré un semblant de cohérence se grippent et les intérêts divergents voire opposés des différentes classes sociales s'affirment. L'irruption de technologies nouvelles, qui conditionnent les prochaines étapes du développement économique et social, a aggravé la crise du mode de production capitaliste, en alimentant la guerre économique entre les pays industriels.

Cette crise ne pourra se résoudre réellement et à terme sans une transformation fondamentale des rapports de production et donc de la condition des travailleurs.

b) Une crise politique

La montée des déséquilibres économiques mondiaux s'accompagne d'une remise en cause des systèmes de domination des deux grandes



puissances. Dans le même temps, les différences au sein du tiers monde s'accroissent et les convulsions s'y multiplient. Aussi les relations internationales deviennent-elles plus chaotiques, les risques d'affrontement s'accroissent, les méthodes de maîtrise et de régulation des conflits s'essouffent.

Le terrorisme international se développe et il n'épargne pas notre pays.

Si les équilibres anciens sont mis en cause, des équilibres nouveaux n'ont pas encore émergé de façon stable.

Nous sommes en présence de deux empires ébranlés, mais auxquels il reste la puissance et qui sont déterminés à défendre leur pouvoir. Là réside en réalité le principal danger pour la paix mondiale.

Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sont tentés par une escalade dans les enjeux de chaque conflit, et par conséquent, par une politique de confrontation directe. La société internationale risque de devenir, dans les années à venir, plus dure et plus difficile à vivre.

Or ni la Communauté européenne, dont nombre de pays membres semblent paralysés par l'égoïsme national, ni le mouvement des non-alignés, empêtré dans ses contradictions, ne contribuent activement à la recherche de solutions concertées.

Il serait cependant grave de céder à ce qui pourrait sembler une fatalité. Comme nous le disions déjà à Valence :

« la crise est porteuse de convulsions, de chaos et de tensions qui peuvent être dramatiques : les guerres, les interventions, les génocides, l'appauvrissement des nations. Mais la crise est également porteuse de dynamiques nouvelles pour l'humanité : les rapports Nord-Sud, la coopération internationale, la liberté des peuples. Tout dépendra de la volonté politique mise en œuvre par les uns et les autres ».

2) Un nouvel internationalisme

Cette crise des systèmes et des modèles nous oblige à poursuivre la recherche d'un nouvel internationalisme. Dans une situation de désordre et d'instabilité, il importe de renforcer les solidarités nouvelles encore éparpillées et mal coordonnées. La lutte contre la crise économique, pour le progrès social, les droits de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la sécurité internationale et la paix peuvent nourrir des débats et des actions communes avec de nombreuses forces politiques et sociales.

D'abord au sein de l'Internationale Socialiste, dont le P.S. est partie prenante. Mouvement vivant, l'I.S., qui connaît des contradictions et des imperfections, peut et doit amplifier son action. Nous devons y contribuer. Au delà, le P.S. a su nouer des relations avec l'ensemble des mouvements progressistes et de transformation sociale qui luttent pour la démocratie, la liberté et la justice. Il nous appartient de les faire vivre.

Naturellement, nous sommes solidaires de toutes les femmes et de tous les hommes qui souffrent pour la liberté dans le monde, et comme par le passé nous les défendons tous, quel que soit l'agresseur et quelle que soit la victime, sans distinction d'ordre politique et religieux. Démarche aussi ancienne que le socialisme et qui a trouvé une nouvelle actualisation dans l'appel lancé à Cancun par le Président de la République.

Cette recherche de nouvelles solidarités internationales peut prendre appui sur la politique étrangère de notre pays. Le gouvernement français marque, au sein d'un monde en crise, sa volonté d'ouvrir une voie nouvelle dans les rapports internationaux.

Examinée avec méfiance ou scepticisme par les uns, avec espoir par les autres, notre action internationale repose d'abord sur nos propres forces. La France est un des rares pays qui, face aux deux grands, ait une

présence, des solidarités et des intérêts dans toutes les régions du monde et qui dispose d'une politique étrangère autonome à l'échelle mondiale. Mais nos moyens d'action, qu'ils soient financiers, budgétaires ou humains, sont et seront limités. D'où le lien fondamental entre le redressement de notre industrie, de notre économie et le poids de notre action extérieure.

3) Les grands problèmes internationaux actuels

Il importe de se prononcer sur quelques grandes questions qui domineront le cours des relations internationales des prochaines années.

a) les relations Est-Ouest : sortir de la logique des blocs

Chercher à sortir de Yalta implique d'observer avec attention l'état des relations Est-Ouest. Et d'abord de bien apprécier la place qu'y occupe la France.

Sommes-nous à équidistance, idéologique, politique, stratégique des Etats-Unis et de l'Union soviétique ? Non. Nous sommes les amis et les alliés de l'Amérique et des pays de l'Europe occidentale, de longue date, et pour des raisons essentielles.

Nous sommes membres de l'Alliance atlantique et entendons le rester, parce que cette alliance permet un équilibre de forces au cœur de l'Europe et que la France ne saurait rester neutre ou indifférente au sort des peuples occidentaux en cas de crise ou de conflit.

L'Alliance atlantique est un pacte de défense mutuel entre les Etats-Unis et les états d'Europe occidentale. Mais elle ne doit pas devenir un directoire économique ou politique.

D'autre part, être fidèle à l'Alliance atlantique ne signifie pas pratiquer l'atlantisme. La spécificité de l'alliance occidentale est d'être une alliance de peuples libres. Gardons toute notre liberté de jugement et d'action dans les relations transatlantiques, tout en ayant le sens des responsabilités qui sont les nôtres. Il y a des désaccords avec les Etats-Unis qui portent sur leur politique commerciale ultra-protectionniste, leur politique monétaire égoïste, leur politique aventuriste en Amérique centrale, leur politique ambiguë en Afrique australe, les errements de leur discours stratégique et de leur course aux armements. Il faut en discuter.

L'Union soviétique a bâti un empire et renforcé sa puissance militaire et stratégique. Mais cette nouvelle puissance s'accompagne de faiblesses internes au camp communiste, que sont le blocage économique et social, le retard technologique, mais surtout le blocage et la paralysie des institutions. Un processus d'érosion interne du monde communiste est à l'œuvre : il trouve sa source dans la distorsion croissante entre les pouvoirs et les masses populaires, entre les classes ouvrières et les partis qui sont censés les représenter, comme l'ont montré, au fil des années les événements de Hongrie, de Tchécoslovaquie et surtout ceux de la Pologne.

Nous ne pouvons pas considérer les sociétés de l'Est comme des sociétés socialistes, dans la mesure où le socialisme, la démocratie et la liberté sont indissociables.

Nous n'acceptons pas la satellisation de l'Europe de l'Est ni l'agression soviétique en Afghanistan. Mais nous ne nions pas à l'U.R.S.S. le droit à sa propre sécurité, ni le droit d'être une puissance européenne, ni celui de participer avec d'autres puissances, dans l'esprit de la Charte de l'O.N.U., à la solution de crises régionales.



Tout ce qui va contre le partage de l'Europe, tout ce qui amorce des évolutions à l'Est comme à l'Ouest, tout ce qui permet de nouveaux espaces de liberté, d'indépendance et de solidarité entre les peuples européens, va dans le sens d'une réelle détente.

Ces préoccupations passent, pour nous, par le développement de solidarités agissantes en faveur d'un changement politique et social en Europe : à l'intérieur de l'Internationale Socialiste comme à l'extérieur (avec la Ligue communiste yougoslave notamment, ou avec des mouvements sociaux comme Solidarité ou la Charte 77).

Il faut donner toutes ses chances à une révision pacifique des Accords de Yalta.

Nous sommes sortis de l'ère des illusions en ce qui concerne la détente. Mais il ne s'agit pas de rejeter toute idée de détente. Il s'agit de mener sans complexe ni complaisance une politique active à l'égard de l'Est de l'Europe :

- poursuivre la coopération économique, en refusant toute idée de guerre économique, mais sans pratique d'échanges complaisants dans le domaine des technologies sensibles.
- être attentifs à l'application intégrale des accords d'Helsinki, notamment en matière de droits de l'homme.
- dialoguer avec l'Union soviétique et le P.C.U.S.

b) Sécurité et désarmement : des bases claires pour négocier vraiment

En Europe, il y a aujourd'hui un déséquilibre stratégique créé par l'U.R.S.S. en raison du déploiement massif et continu des S.S.20. Lorsque l'O.T.A.N. a décidé en 1979 l'implantation pour 1983 des Pershing 2 et des missiles de croisière, si n'aboutissaient pas les négociations sur le démantèlement de la centaine de S.S. 20 dont l'U.R.S.S. disposait, celle-ci affirmait qu'il y avait équilibre. Or, depuis, elle a multiplié par plus de trois le nombre de ces missiles qui ont comme cible l'Europe.

Cette escalade soviétique ne peut être interprétée que comme une volonté d'intimider l'Europe et de dissocier sa sécurité de celle des Etats-Unis. Et ce n'est pas l'argument selon lequel les S.S. 20 seraient justifiés par l'arsenal stratégique britannique et français – lequel existe depuis près de 20 ans – qui peut expliquer la lourde responsabilité prise ainsi dans la course aux armements par l'Union soviétique.

D'ailleurs comment vouloir comparer sérieusement les seules forces de dissuasion de ces deux pays avec un élément partiel de la panoplie stratégique de l'U.R.S.S. ?

Quant à la négociation de Genève sur les euro-missiles qui se déroule entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., toutes les possibilités d'un accord acceptable par les deux parties doivent être explorées. Mais aucun autre pays n'y étant invité, les deux grandes puissances n'ont pas à décider du sort de notre dissuasion dans leur discussion. En tout cas, on ne peut accepter que l'U.R.S.S. veuille obtenir tout à la fois le maintien de ce qu'elle a déployé, le non-déploiement des fusées américaines et le contrôle des forces françaises et britanniques.

Nous avons appris à travers deux guerres mondiales que la construction de la paix ne repose pas sur la seule revendication du désarmement. Il nous faut apprécier le monde réel, ses déséquilibres, ses sources de menaces et la politique des grandes puissances telle qu'elle est.

Dans ce contexte troublé, construire la paix suppose de la détermination et une politique de défense. La paix passe également par le droit de chaque peuple à assurer sa sécurité. Tant que le désarmement nucléaire ne sera pas très sensiblement avancé, la France devra maintenir en état sa force de dissuasion nationale, arme de non-guerre destinée à préserver ses intérêts vitaux, notamment en Europe. Cette force est très proche du seuil de crédibilité et sa modernisation doit viser à ce qui est indispensable pour nous permettre de la maintenir au-delà de ce seuil. L'armée nouvelle, objectif du Parti socialiste, devra combiner des éléments professionnels

issus des écoles militaires réformées et démocratisées, des volontaires en nombre accru, et la conscription nationale, laquelle devra être progressivement réformée dans le sens d'une formation plus intensive et plus accélérée permettant une durée plus courte.

La conscience de la nécessité d'une politique de défense ne doit pas aboutir à une analyse manichéenne qui consisterait à dire que le pacifisme européen est « le mal », tandis que l'esprit de défense serait « le bien ». Plutôt que de dénoncer abruptement le pacifisme européen, il faut chercher à le comprendre. Encore faut-il que les mouvements et les forces politiques qui soutiennent les aspirations pacifistes précisent leurs conceptions en matière de sécurité et d'équilibre des forces. Peut-on rejeter l'atome et la dissuasion pour soi et l'accepter chez l'adversaire ? Un dialogue fructueux doit s'ouvrir sans délai entre les socialistes européens sur les conditions et l'avenir de la sécurité de l'Europe.

Le Parti socialiste, pour sa part, continuera d'approfondir ses propositions en matière de désarmement et à mener campagne sur ce terrain.

Nous sommes pour la réussite des négociations de Genève sur les armes dites « eurostratégiques », c'est-à-dire pour un rééquilibrage par le bas des armements stratégiques des deux grandes puissances, en Europe, ce qui suppose la destruction d'un nombre très sensible de S.S. 20.

Nous soutenons très activement la Conférence du désarmement en Europe, qui devrait développer de réelles mesures de confiance entre les deux pactes, ainsi qu'une limitation des armements conventionnels les plus offensifs et des armes nucléaires de courte portée.

Nous souhaitons également un déblocage des négociations dites START entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur les systèmes centraux. Ceux qui sont sur-armés doivent donner le signal de la désescalade et désarmer plus que ceux qui ont une capacité de dissuasion minimum. Par la suite, le Parti socialiste est favorable à ce que la France puisse participer à une négociation élargie à toutes les puissances nucléaires.

Le Parti socialiste est prêt à débattre librement des questions de sécurité et de désarmement avec toutes les organisations et avec les milieux intéressés.

c) L'Europe : relance ou déclin

La Communauté économique européenne est en crise profonde : treize millions de chômeurs au sein de la C.E.E. ; la sidérurgie, le textile, le charbon, l'industrie chimique européenne en voie de déclin ; une paralysie complète de la relance de la politique commerciale extérieure commune, le chacun pour soi ! L'existence même de la Communauté européenne est menacée. Si une action collective et volontaire n'est pas rapidement entreprise, la C.E.E. se disloquera à coup sûr, car une Europe purement libérale et libre-échangiste n'a pas de sens.

Devons-nous rester indifférents à la cause de la C.E.E. et nous contenter de tirer notre épingle du jeu ? Pas du tout. Nous socialistes, sommes européens dans la mesure où l'Europe n'est pas seulement celle des marchands. L'Europe demeure une région-clé pour la reconstruction d'un ordre international. Les intérêts communs des Européens sont tels, face aux tensions politiques et militaires dans le monde et face à la concurrence américaine et japonaise, et les interdépendances sont si fortes, qu'aucun peuple ne pourra se sauver seul.

Enfin, la force du mouvement ouvrier en Europe, la qualité de la tradition syndicale, l'alliance de la démocratie, de la liberté et du socialisme, la richesse et la diversité des expériences socialistes font que l'Europe occidentale demeure une région décisive pour l'avenir du socialisme.

A travers des actes concrets destinés à faire face à des échéances précises, le gouvernement de la France a apporté une contribution essentielle à l'Europe en la poussant à prendre conscience d'elle-même, à parler d'une seule voix et en incitant ses institutions à plus de vigueur.



Dans le débat sur la sécurité de l'Europe, la fermeté du discours du Président de la République devant le Bundestag a clairement indiqué les moyens de l'équilibre des forces et donc de la paix. D'autres dossiers comme ceux du gazoduc, des revenus agricoles, de l'acier, de la politique commune de la pêche, montrent que les socialistes, parce qu'euro-péens, sont les plus à même d'être, pour la France, légitimement exigeants à l'égard de la Communauté européenne. Les socialistes français veulent relancer la Communauté dans plusieurs directions :

- d'abord l'emploi : il doit être au centre de l'ensemble de la politique économique et sociale communautaire. Une plus grande cohérence dans la politique industrielle est à cet effet nécessaire à travers, en particulier, des actions communes dans les secteurs de la recherche et des industries de pointe ;
- le renforcement de la politique commerciale commune est le complément indispensable à une politique autonome de la Communauté (attitude plus ferme dans les négociations commerciales avec les pays tiers industrialisés, respect plus effectif de la préférence communautaire) ;
- la réforme de la politique agricole commune par une planification des productions, par une différenciation des prix pour lutter contre les sur-productions, par un soutien des revenus agricoles en faveur des exploitants petits et moyens, par une véritable politique commune pour les productions méditerranéennes, et la suppression des montants compensatoires monétaires ;
- l'harmonisation par le haut des législations nationales concernant les droits des travailleurs qui est l'un de nos objectifs ainsi que des efforts communs de réduction de la durée du travail.

Une Europe ouverte sur le monde doit être élargie vers le Sud, davantage tournée vers la Méditerranée, et doit intensifier sa solidarité avec les pays du tiers monde. L'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal, passe par la réalisation des préalables définis par notre Parti en 1978. Cela suppose de dominer la crise qui menace la Communauté européenne. Les socialistes français se refusent à entrer dans le cycle de la négociation bâclée et de la renégociation permanente. L'élargissement est inséparable d'une nécessaire augmentation des ressources propres, d'un rééquilibrage vers le Sud de la politique agricole commune, d'un respect renforcé de la préférence communautaire.

Enfin l'Europe doit devenir une force de paix et de sécurité. Son influence doit s'exercer, non par la politique traditionnelle de puissance, mais par les relations politiques ou par des initiatives diplomatiques plus intenses, à l'Est, à l'Ouest et au Sud. Le groupe parlementaire européen sera étroitement associé à cette action.

A travers la campagne des élections européennes, le Parti socialiste devra démontrer que notre volonté de relance de l'Europe repose sur une défense des intérêts bien compris des Français et de la France. L'élaboration et la popularisation de notre plateforme pour les élections exprimeront cette conception.

d) Le tiers monde : libération des peuples et développement

Notre politique à l'égard du tiers monde s'articule autour de deux concepts-clés : libération des peuples et développement. Le Parti socialiste est pleinement solidaire des luttes de libération du tiers monde et du puissant élan d'émancipation nationale qui les fonde. Pour autant nous n'idéalisons pas le tiers monde et ne nous interdisons aucunement d'apprécier notre solidarité à l'aune de nos principes : justice sociale, démocratie, libertés. La démocratie n'est pas un luxe pour pays riches. Elle est indispensable à tous les peuples.

L'Amérique latine sera dans les prochaines années le continent le plus propice à des changements politiques et sociaux. Le P.S. devra plus encore manifester son intérêt et sa solidarité à son égard, afin d'y soutenir toutes

les chances d'un socialisme démocratique. D'où la poursuite de notre action en faveur de la liberté des peuples, des droits de l'homme et du progrès économique et social. En Amérique du Sud, la crise des dictatures militaires ouvre des perspectives nouvelles à la démocratie, en Bolivie bien sûr, mais aussi au Brésil, et peut-être bientôt en Argentine, au Chili, ou en Uruguay. En Amérique centrale, le P.S. aidera le gouvernement du Nicaragua à reconstruire son pays dans le respect d'un réel pluralisme. Il appuiera au Salvador les initiatives de paix tenant compte de la représentativité des forces progressistes notamment du F.D.R.-F.M.L.N. Il sera solidaire des luttes anti-dictatoriales (Guatemala-Haïti).

D'autres peuples du tiers monde sont opprimés ou occupés par des forces et des puissances étrangères. Le P.S. poursuivra son action en faveur du rétablissement de leur indépendance, que ce soit en Afghanistan ou au Cambodge.

Il faut maintenant préciser notre politique africaine. Deux facteurs nouveaux jouent pour notre appréciation des réalités africaines : la responsabilité qu'a la Gauche de gérer la coopération avec les pays africains, mais surtout l'évolution rapide de la situation politique et stratégique de l'Afrique. Ce continent est le plus pauvre de tous et sa situation économique et financière va en s'aggravant. Ceci nous oblige à faire face à des problèmes urgents, à assurer des secours ponctuels, à pratiquer la consolidation financière et budgétaire de nombreux pays. L'augmentation considérable des concours financiers que nous apportons pour la survie des Etats se fait au détriment des investissements et d'une politique réelle de développement. L'aggravation de la situation politique de l'Afrique, l'accentuation des tensions Est-Ouest en Afrique viennent ébranler la politique de non-alignement dans ce continent. La France, dans cette situation, a des responsabilités à exercer. Notre politique Nord-Sud commence en Afrique où nous devons, en raison du poids de notre présence, préserver les chances du développement et du non-alignement.

C'est dans cette perspective que les socialistes français apprécient la situation au Tchad. Nous voilà confrontés à notre tour à la crise endémique de l'Etat tchadien, au risque d'un conflit régional. Ce pays fragile et toujours divisé ayant dû supporter une agression extérieure, la France ne pouvait pas laisser le Tchad disparaître. Dans le respect de ses accords avec l'Etat tchadien, la France est intervenue mais sa réaction a été empreinte de fermeté et de sagesse. Le P.S. est hostile à la guerre mais aussi à la partition du Tchad. La paix au Tchad passe par la négociation dans un cadre africain entre toutes les composantes du Tchad.

Nous devons éviter tout manichéisme idéologique en Afrique et être ouverts à tous les interlocuteurs soucieux du développement de leur pays. Le Parti, dégagé des responsabilités de gestion, a un rôle d'écoute et d'intermédiaire, notamment à l'égard des nouvelles générations avec lesquelles des bases différentes de dialogue peuvent s'établir.

En Afrique australe, le P.S. devra maintenir et accroître sa lutte contre l'apartheid, élargir ses rapports avec les partis progressistes de la ligne du front. Concernant la livraison éventuelle d'une nouvelle centrale nucléaire Koeberg 2 à l'Afrique du Sud, le P.S. y est résolument opposé.

Le P.S. continuera à agir pour la paix au Proche-Orient. Elle repose sur la coexistence de tous les peuples de la région. Ceci suppose que l'Etat d'Israël puisse vivre en sécurité dans des frontières sûres et reconnues. Ceci suppose que le peuple palestinien puisse exercer son droit d'autodétermination et qu'il bénéficie d'un territoire et d'une patrie. Il importe enfin d'assurer l'unité, l'intégrité et la souveraineté du Liban.

Mais les conflits et les tensions que connaît le tiers monde ne pourront être durablement maîtrisés sans qu'il soit apporté de réponse au problème du développement. La mise en place d'une nouvelle croissance dans les pays industrialisés ne pourra se faire au détriment ou contre le tiers monde. C'est pourquoi il importe d'établir une réelle solidarité Nord-Sud.

Une convention ou un colloque sera consacré aux problèmes de l'organisation d'un système économique mondial stable. Les moyens de faire



face à la famine et à la misère, la nécessaire reconstruction du système monétaire et financier international, la place de la coopération française et des contrats de codéveloppement pour avancer dans cette voie devront y être abordés.

Les problèmes internationaux continueront à peser sur nous. Il appartiendra aux socialistes de se donner les moyens d'en débattre et d'avancer, avec les Français, dans la conscience de la crise et des moyens d'y faire face.

II. Mener la bataille pour le redressement économique

1) La voie suivie a été bonne

Avant la victoire de mai 1981, nous avions la même analyse de la crise nationale et internationale qu'aujourd'hui. Les événements que le monde a connus au cours des deux dernières années, l'exercice direct des responsabilités et l'accès à des dossiers qui nous étaient fermés auparavant ont, bien entendu, fait évoluer nos réflexions. Mais rien de ce qui est fondamental n'a été altéré.

Cependant, si la crise était correctement caractérisée, peut-être avon-nous surestimé notre capacité à y répondre rapidement : d'abord parce que des secteurs entiers de l'industrie française se sont révélés beaucoup moins compétitifs qu'on pouvait le penser, ensuite parce que la récession mondiale a continué de s'aggraver alors que certains signes laissaient espérer une reprise légère dès 1982. Ces difficultés nous ont conduits à approfondir notre analyse. Aussi la connaissance que les socialistes ont de la crise a-t-elle progressé au cours de ces deux dernières années, en même temps que l'opinion prenait mieux conscience de sa profondeur.

Fallait-il agir autrement au lendemain de mai 1981 ? Pour l'essentiel, l'action qui a été menée était politiquement, socialement et économiquement justifiée.

Politiquement, il était nécessaire que la Gauche prenne en compte de longues années d'aspirations insatisfaites. L'espoir de modifications rapides du sort des plus défavorisés ne pouvait être retardé et les hausses très importantes du S.M.I.C., du minimum vieillesse et des prestations familiales sont venues répondre à une attente des forces de gauche.

Socialement, la politique mise en œuvre a répondu aux objectifs de justice et de responsabilisation des travailleurs qui fondent notre combat. Qu'il s'agisse des premières réformes de la fiscalité, de l'accroissement des droits des travailleurs, ou des lois sur l'égalité professionnelle, le chemin accompli en deux ans est plus important que ce qui avait été fait au cours des vingt années précédentes. Qu'on se rappelle que la retraite à 60 ans constituait une revendication quasi séculaire.

Mais, bien entendu, c'est sur la justification des orientations économiques qu'ont porté les interrogations les plus vives. Au cours de ces deux dernières années, la croissance française a été positive, ce qui nous place sur ce terrain du deuxième rang des pays industrialisés (après le Japon). Cette croissance plus rapide qu'à l'étranger a contribué à la sauvegarde de l'emploi et à une distribution de pouvoir d'achat parmi les plus élevées au monde. Cette politique – ainsi que les réformes de structure qui l'ont accompagnée – a un coût. Celui-ci se mesure notamment en termes de commerce extérieur. Outre les raisons qui ont déjà été données (faiblesse de l'appareil productif, absence de relance à l'étranger) notre déficit extérieur s'explique aussi par la croissance plus rapide que nous avons voulue et obtenue.

Face à cette rupture d'équilibre, sur le plan monétaire et commercial, le gouvernement a dû réagir. L'aggravation de la crise mondiale, que la croissance très rapide du chômage en Allemagne par exemple a bien mis en évidence, les faiblesses de l'appareil productif français nous ont contraints à infléchir notre politique. Le cheminement peut être modifié. Mais ceci ne signifie nullement que nos objectifs, nos références ou nos valeurs doivent être altérés.

Notre politique est de ne pas sacrifier l'emploi à la lutte contre l'inflation, notre politique est de construire une société plus juste, de permettre à la France de conserver son rang de grande puissance industrielle. Notre politique est d'agir dans toutes les enceintes internationales pour que le bien-être des uns ne repose pas sur le malheur des autres, notre politique est de préparer l'avenir dans les usines, les laboratoires et les écoles. Par rapport à tous ces objectifs, nous n'avons, bien sûr, pas changé de politique ; mais la réalité peut nous conduire à ne pas développer notre action de façon linéaire et uniforme pendant tout le septennat. L'aggravation de la crise dans le monde, les politiques déflationnistes de nos voisins nous contraignent à reconstituer nos marges de manœuvre. Pour mener une politique autonome, il nous faut reconstituer nos forces. Cela impose des phases de consolidation qui font suite à des phases de progrès considérables. D'autres phases de progrès viendront, mais pour cela le redressement de notre appareil productif est indispensable et il passe par le rétablissement de l'équilibre extérieur. Notre obligation de réussir, notre priorité à l'emploi nous forcent à retrouver le chemin de la croissance.

Mais l'indépendance de notre pays exige l'indépendance économique et financière. Sans retour à l'équilibre extérieur d'ici à la fin 1984, notre pays risquerait de se voir imposer par ses créanciers une politique économique contraire au projet de la Gauche. Sans rééquilibrage de nos comptes extérieurs, rien ne sera possible.

2) La contrainte extérieure : comprendre et agir

a) Nous devons tout d'abord maintenir l'effort

Il nous faut éviter les dérapages excessifs et ne pas accepter la facilité qui consisterait à négliger la contrainte que l'extérieur fait peser sur nous. Aussi faut-il absolument nous interdire d'aller trop loin en matière d'endettement extérieur. L'endettement auquel le gouvernement a consenti nous a permis d'atteindre certains objectifs dans les domaines de l'emploi et de la croissance, mais aller plus loin compromettrait gravement nos chances de mener une politique autonome. La voie de l'endettement continu n'est pas la voie de la France. Le redressement durable de notre économie passe obligatoirement par la modernisation de notre appareil productif afin de nous redonner, par la compétitivité, notre place dans les échanges internationaux. Le succès repose sur un effort collectif, et c'est en nous-mêmes et non à l'extérieur que nous devons trouver les ressources nécessaires.



b) Convient-il de mettre la France à l'écart du monde ?

Devons-nous élever des obstacles tellement infranchissables à nos frontières que nos importations chuteraient d'elles-mêmes en nous tenant à l'abri de la planète entière ? Le débat entre le libre-échange et le protectionnisme ne saurait être un débat de doctrine.

Le protectionnisme est un poison lent et mortel s'il entraîne repli sur soi, malthusianisme et confort factice.

Le libre-échange est nocif lorsqu'il permet aux plus riches de s'imposer aux autres, lorsqu'il est utilisé pour assurer la domination de certains pays, lorsqu'il facilite la transmission de fluctuations aberrantes.

Les échanges doivent donc être organisés.

Aussi, devons-nous mener une politique d'importations qui contribue à rééquilibrer les relations commerciales avec nos partenaires et même viser un excédent pour payer la charge des dettes extérieures. Ni alignement, ni isolement, telle doit être notre politique. Nous n'avons pas de raison de subir les limitations que nous imposent nos partenaires commerciaux sans réagir, mais nous ne devons pas aller au-delà.

Notre pays ne peut retrouver son indépendance vis-à-vis de l'extérieur que s'il est capable de se frayer un chemin qui lui soit propre. Nos exportations les plus sûres sont et seront celles qui correspondent à nos atouts économiques propres dans les secteurs traditionnels comme dans les industries de pointe. Tout progrès vers un modèle original de développement permettra à la fois de résister à la domination économique et de vendre davantage des productions nationales.

C'est dans la confrontation avec les autres pays que notre industrie trouvera les stimulants lui permettant de retrouver la compétitivité perdue au cours des dix dernières années. La musculation en chambre ne suffit pas à faire des athlètes.

3) Les conditions du redressement économique

C'est de la modernisation de notre système productif que dépendra une bonne part de notre succès. Le système productif français a été caractérisé depuis plus de dix ans par une diminution constante du taux d'investissement, l'absence de coordination ou même de cohérence entre les différents secteurs de notre économie, la non-prise en compte du rôle des travailleurs et de leur capacité d'innovation, une avancée insuffisante des méthodes de vente et de promotion, alors même que l'internationalisation de l'économie française ne cessait d'augmenter.

La stratégie qu'il faut mettre en œuvre, peut s'énoncer ainsi. Trois objectifs seront poursuivis en parallèle :

- l'objectif de redressement de notre solde extérieur dans les deux ans ;
- l'objectif de modernisation du secteur productif pour reconstituer à terme un potentiel de croissance supérieur à celui de nos principaux partenaires, tout en restant compatible avec l'équilibre extérieur ;
- l'objectif de lutte contre les inégalités, notamment en répartissant les charges que la crise fait peser sur notre société de la façon la plus équitable possible.

Ces objectifs reflètent les préoccupations constantes des socialistes dans le domaine de l'emploi et dans celui de la justice sociale.

● A terme, il n'y a pas de réponse globale au problème de l'emploi qui ne passe par un redémarrage de la croissance. Ainsi, l'environnement international comme la faiblesse des marges de manœuvre dont nous disposons laissent penser qu'à court terme d'autres mesures devront être prises en faveur de l'emploi.

Notons que le débat sur le temps de travail doit être repris en gardant à l'esprit qu'au cours du IX^e Plan, une faible croissance serait insuffisante pour faire diminuer le chômage.

● La stratégie de modernisation économique et de redressement de l'équilibre extérieur n'aurait que peu d'objet si elle ne s'accompagnait pas d'une

action déterminée en faveur de la justice sociale. Celle-ci n'est pas une concession faite à une stratégie économique difficile, elle constitue un des buts constants de l'action des socialistes. Et pour un gouvernement de gauche, elle est une des conditions de réussite. Le gouvernement a besoin du soutien populaire. Ce soutien sera d'autant mieux acquis que le gouvernement lui-même et le Parti feront le nécessaire pour faire connaître aux travailleurs les droits nouveaux dont ils disposent et pour contribuer à leur mise en œuvre dans toutes les entreprises concernées. Contrairement à ce qu'affirment la Droite et les milieux rétrogrades du patronat, il n'y a pas d'opposition mais lien direct entre l'accroissement des droits des travailleurs et la compétitivité de l'économie.

c) La voie à suivre est celle de la relance

Mais puisque aujourd'hui, il est illusoire pour un pays de la taille de la France d'espérer pouvoir tirer seul la croissance mondiale, c'est dans la relance concertée que nous devons fonder notre espoir et notre action politique. D'abord, en essayant de convaincre nos partenaires européens. Plus généralement, les rencontres devenues plus régulières entre les Premiers ministres socialistes au gouvernement dans le monde, ouvrent la voie à une politique convergente préservant les différences et s'appuyant sur des intérêts communs. De même, c'est dans la poursuite des actions de co-développement avec les pays du tiers monde que doivent être dépassées les relations de domination caractéristiques des trente dernières années. La relance est donc bien davantage une question de politique internationale et l'enjeu de rapports de force qu'un choix technique.

Aussi, le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une politique d'importations pour desserrer la contrainte extérieure est-il important. Mais l'essentiel est ailleurs : favoriser l'orientation de notre demande vers les produits français, ou à faible contenu en importations, est pour notre pays une question de survie : lutter contre le chômage, limiter les contraintes en donnant à notre économie des parts de marché nouvelles est l'affaire de tous. C'est aussi à notre peuple de gagner la bataille du commerce extérieur, et au Parti socialiste de l'y appeler.

L'association réelle des travailleurs aux responsabilités économiques, parce qu'elle permet une mobilisation en profondeur de toutes les forces de production, est en effet l'un des meilleurs leviers du redressement national.

Le soutien populaire est également conditionné par la persévérance, l'efficacité de notre politique de justice sociale, y compris sous les contraintes de l'effort d'assainissement économique. La passe est étroite entre les contraintes économiques et les nécessités politiques, mais il n'y a pas d'autre voie pour la réussite.

Toutefois, cette stratégie économique n'est pas dénuée de risques. Le point central sur lequel beaucoup se joue est de savoir si le ralentissement de la demande ne risque pas de retirer toute motivation à l'investissement.

Sur l'arbitrage entre consommation et investissement, trois réponses doivent être apportées :

- il faut tout d'abord assurer un grand dynamisme à l'investissement des entreprises nationalisées ;
- il faut se donner les moyens d'assurer le déplacement des parts de marchés. Le ralentissement de la demande des ménages s'adresse à



l'offre mondiale, il ne s'agit donc pas tant de consommer moins que de diminuer la consommation de produits étrangers ; ceci suppose qu'un effort suffisant soit fait pour reconquérir des parts de marchés. De même, les capacités de production éventuellement libérées peuvent être disponibles à l'exportation et doivent être systématiquement utilisées.

— ce qui détermine le niveau de l'activité, ce n'est pas seulement la consommation des ménages mais la demande globale. Dans ces conditions le redéploiement des dépenses de l'État en faveur de l'investissement et de ses consommations en direction de produits français peut être d'un apport considérable.

Ceci suppose que les capacités dégagées par l'épargne soient rigoureusement canalisées vers le financement des investissements productifs. Dans ces trois domaines centraux, il faut aller de l'avant. Pour les socialistes, les conditions de l'action sont claires. Elles concernent l'emploi, le rôle du secteur public, le Plan, le pouvoir d'achat, la fiscalité et la protection sociale.

a) La lutte pour l'emploi

Cette priorité du Parti socialiste pendant la campagne pour les élections présidentielles est devenue depuis deux ans la priorité du gouvernement. C'est sur ce point que nous avons obtenu nos meilleurs résultats : stabilisation et même légère régression du nombre de chômeurs en France, alors qu'on a assisté à une véritable explosion du chômage en Grande-Bretagne et en République Fédérale d'Allemagne par exemple.

Le plan de rigueur risque de provoquer quasi mécaniquement de nouvelles difficultés pour l'emploi. Il est primordial que le gouvernement de la gauche prenne des mesures pour le préserver, sans attendre que se produisent des effets négatifs : soutenir la croissance, accélérer la mise sur pied d'un grand service public de l'emploi efficace, développer les programmes de formation et d'insertion professionnelle des jeunes, relancer des négociations sur la baisse de la durée de travail ; lutter résolument contre les cumuls abusifs emploi/retraite et les cumuls de profession, résorber le travail noir.

Le Parti socialiste jouera dans ce domaine le rôle d'incitation et d'entraînement qui lui revient. Certains, dans le Parti (et par exemple dans les contributions) se sont faits les théoriciens du « bon usage de la crise ». Nous sommes en désaccord avec cette conception. La crise frappe avant tout les travailleurs et leur famille ; les mutations, même bonnes, qui l'accompagnent ne sauraient faire oublier les maux qu'elle inflige et l'urgence de les combattre plutôt que de s'en accommoder. La rigueur nécessaire de nos choix devra tenir compte de la situation souvent très inégale de ceux qui la subissent. Elle ne sera acceptée que si la nécessité de l'effort est clairement expliquée et la charge qu'elle entraîne correctement répartie. Le Plan traduit la volonté, la rigueur constitue une exigence, la méthode sera la concertation.

b) Le secteur public

Le vote de la loi de nationalisation en 1982 a été l'occasion d'une dure bataille politique contre la Droite, à l'Assemblée nationale comme dans le pays. Le but des socialistes a toujours été de faire du secteur public l'un des éléments moteur du redressement industriel et du changement social. Force est bien de constater que beaucoup d'entreprises publiques ne jouent pas essentiellement ce rôle.

Lorsque les travailleurs sont en butte à la répression et au refus délibéré du changement dans les entreprises privées, ils ne sont pas surpris. Car ils se heurtent alors à des forces patronales traditionnelles qui se sont toujours opposées au progrès social. Mais lorsque les résistances au changement les plus vives se manifestent dans les entreprises publiques, ils ne le comprennent plus. Car, au-delà des directions de ces entreprises, ce sont aussi le gouvernement et la Gauche qui sont mis en cause.

On peut craindre que certaines entreprises publiques aient été plus soucieuses de la gestion de leur portefeuille financier que de stratégie

industrielle créatrice d'emplois et de techniques nouvelles.

Une large démocratisation des entreprises publiques et la mobilisation de toutes les forces organisées dont nous disposons dans ce secteur sont les meilleurs moyens de réussir nos paris économiques et de gagner la bataille de la reconquête du marché intérieur.

c) Le Plan

Le Plan est pour les socialistes un outil d'analyse indispensable et plus encore un guide pour l'action.

Confrontée à l'incertitude de l'environnement international de notre pays, la planification redevient l'expression d'une volonté politique, l'affirmation par la Nation tout entière de ses choix fondamentaux et de sa volonté d'utiliser les moyens nécessaires pour les atteindre.

Le Plan fixe les objectifs, constitue la référence par rapport à laquelle se situe l'action immédiate. Les principales priorités du Plan, notamment la modernisation industrielle, le développement de la recherche et la formation doivent être traduits dans les choix budgétaires. Le Plan doit être opposable à des revendications ou à des exigences impossibles à satisfaire ou contraires aux objectifs de la Nation, il permet de juger de la continuité de l'action des pouvoirs publics, il montre quels sont les buts poursuivis.

Cadre pluriannuel de l'action budgétaire, horizon des objectifs de la solidarité, outil de la mobilisation nécessaire aux succès des politiques conjoncturelles, le Plan est l'expression de la stratégie de la Nation.

d) Le pouvoir d'achat

Nous avons eu comme première préoccupation de créer un pouvoir d'achat supplémentaire pour les catégories les plus défavorisées. Nous avons eu raison. Cependant, après ces premiers et appréciables résultats, d'importantes inégalités subsistent, qu'il est plus difficile de faire reculer, en un moment où notre priorité est de surmonter les effets de la crise, et de créer les conditions d'un nouvel essor économique. Mais, justement, parce qu'un effort exceptionnel est demandé à tous, nous devons d'autant plus veiller à ce qu'il soit équitablement réparti. Une meilleure connaissance des revenus, notamment de certains revenus non salariaux, devra être un des moyens d'y parvenir, dès ces prochaines années.

e) La fiscalité

Le bilan des deux dernières années en ce qui concerne la fiscalité est déjà important. Cependant, il reste beaucoup à faire pour que les mesures déjà décidées trouvent leur pleine application et pour aller plus loin dans le sens de la justice, ce qui suppose de rester fidèle à l'idée de progressivité. La fiscalité relative aux successions est actuellement très inégalitaire et bien souvent anti-économique. Tenir compte de la situation personnelle des héritiers, accentuer la progression de l'imposition, permettra d'engager sans retard de nouvelles réformes. La lutte contre l'évasion et la fraude fiscale doit être accentuée. L'impôt sur les grandes fortunes doit être souscrit par l'ensemble de ceux qui y sont soumis et non par une minorité d'entre eux. Il ne serait pas admissible de faire preuve d'une quelconque complaisance dans ce domaine.

Le but vers lequel tendent les socialistes est de faire en sorte que les revenus du travail cessent progressivement d'être plus taxés que les revenus du capital.

f) La protection sociale

Le financement des budgets sociaux est de plus en plus difficile alors même que l'activité stagne. Il est important de poursuivre dans la voie ouverte par la Gauche qui vise à mieux répartir la charge de la contribution au budget social. Cela suppose une réforme en profondeur de son financement qui, à travers le système actuel des cotisations, reste une importante source d'inégalités. La protection sociale est et restera du domaine public à condition de faire un effort réel pour une meilleure connaissance de tous les revenus et, par là, une application plus équitable des prélèvements. Les Français ont choisi une société disposant d'un haut niveau de protec-



tion sociale. Pour les socialistes, son financement doit reposer sur la solidarité nationale et non sur la distinction, suggérée par la Droite, entre « assistance » réservée aux pauvres et « assurance » qui n'est permise qu'aux plus riches.

fiscalité, la fiscalisation des Allocations familiales et d'une partie de la Sécurité sociale représente un progrès vers plus de justice.

Une meilleure maîtrise des dépenses de santé doit être assurée en particulier en responsabilisant ordonnanceurs et malades, et en investissant davantage dans la prévention.

III. Assurer la confiance en animant le changement

1) Affirmer l'autorité de l'État

La Gauche ne peut échapper à la recherche d'un style de gouvernement qui lui soit propre. Une certaine désacralisation du pouvoir, signe qu'il est plus proche des citoyens, n'est pas en soi une mauvaise chose. Ainsi une attitude moins affirmée, moins formaliste et plus démocratique correspond sans conteste à une aspiration réelle d'une société qui s'affranchit de bien des cérémonies.

Ce qui est parfois présenté comme une difficulté de communication du gouvernement, comme une sorte d'incapacité à expliquer sa politique, découle aussi de cet obstacle culturel au changement. Toute réforme, toute modification des habitudes suscitent un réflexe de méfiance, une certaine réserve.

Mais s'il aime exercer son esprit critique, le peuple français – et ce n'est contradictoire qu'en apparence – aime aussi ressentir que l'autorité s'exerce et que la situation est bien maîtrisée. Une politique n'est pas seulement jugée sur ses résultats. Elle l'est aussi sur son style et l'impression de netteté qu'elle donne aux citoyens.

C'est particulièrement vrai dans les milieux qui se vivent, traditionnellement, comme constituant les élites dirigeantes du pays et qui reçoivent trop souvent le changement de majorité intervenu en mai 1981 comme un « renversement des valeurs ».

Les socialistes ne confondent pas le pouvoir politique, qu'ils assument, et l'appareil d'État soumis à ses propres habitudes, ses inerties, sans que les hommes soient nécessairement en cause.

Dans un pays comme le nôtre, le droit d'expression et de manifestation est aujourd'hui entier. Il en découle, à nos yeux, que la violence ne saurait être tolérée comme moyen d'action politique : elle doit être condamnée et réprimée, quels que soient ceux qui prétendent s'en arroger le droit.

C'est pourquoi, nous avons voulu et nous poursuivons notre politique de décentralisation et de déconcentration, ce qui demande du temps, des mentalités disponibles et un effort de conviction chaque jour renouvelé. A travers la décentralisation, la Gauche améliore le rapport de l'État aux citoyens, elle approfondit la démocratie. L'État a, certes, accru sa responsabilité dans la conduite de l'économie, grâce en particulier, à l'extension du secteur public. Il a surtout levé sa tutelle sur les collectivités locales et territoriales et ouvert ainsi de nouveaux espaces de liberté.

Laisser croire que telle ou telle manifestation violente pourrait aider tel ou tel ministre à négocier est une faute. Si par exemple, des commandos prétendent s'attaquer aux biens, voire se substituer aux douaniers à nos frontières, cela ne peut être toléré.

Mais face à cette évolution institutionnelle, la Droite mène une bataille systématique pour mettre en cause la légitimité profonde du pouvoir. Elle fait tout pour discréditer le gouvernement et l'action des socialistes. Elle n'a pas accepté mai 1981 ; elle annonce sa résolution d'annuler les réformes entreprises par la Gauche et même de revenir sur des acquis antérieurs, si elle revient au pouvoir. Son comportement dans les mairies reconquises en mars 1983 montre jusqu'où va sa volonté de revanche (qui frappe souvent en priorité le mouvement associatif) et ce que valent ses proclamations en faveur des « libertés ». Elle a entrepris une vaste campagne idéologique par la voix de ses anciens ministres ou de ses nouveaux « penseurs », dans laquelle elle mêle débat d'idées et invectives personnelles, allant jusqu'à appeler plus ou moins ouvertement à spéculer contre le franc. Plus préoccupante encore est l'imprégnation du discours et des analyses d'une large partie de l'opposition par les thèmes de la « Nouvelle Droite ».

Quand l'autorité de l'État, des lieux qui la symbolisent ou des points névralgiques pour la liberté de tous sont défiés, la plus grande fermeté doit être la règle.

Toute la stratégie de la Droite consiste d'ailleurs à nourrir l'idée que la présence de la Gauche au pouvoir n'a qu'un caractère accidentel et provisoire. Les thèmes de l'incompétence et de l'illégitimité, la revendication d'élections législatives anticipées, vont dans ce sens. Ils ne tendent pas seulement à troubler les Français, mais à semer le doute dans les rangs mêmes d'une Gauche engagée dans une phase inédite de son histoire... Notre tâche consiste à faire prendre en charge par l'ensemble de la Nation une « culture du changement », des idées de progrès, qui ont été délibérément ignorées ou dénigrées depuis un quart de siècle et parfois bien davantage. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il est vrai que les Français connaissent mal l'histoire de la Gauche car ils la connaissent, pour l'essentiel, à travers ce qu'en dit la Droite.

2) Renforcer l'Union de la Gauche

C'est plus que jamais une nécessité. Elle exprime au plan politique ce rassemblement des forces populaires dont le Parti socialiste, depuis Épinay, s'est fait le moteur. Elle regroupe au niveau gouvernemental toutes les formations qui soutiennent la politique actuelle : P.S., P.C.F., M.R.G., P.S.U. L'Union de la Gauche demeure la stratégie du Parti socialiste.

Il l'a faite parce que sa volonté politique était, depuis dix ans, de rassembler les forces populaires mais aussi parce que l'attitude nouvelle des dirigeants communistes (après une longue phase de critique acerbe) l'a rendue possible. Ceci a été sanctionné par un accord de gouvernement.

La Droite fait de la présence des ministres communistes au gouvernement un enjeu politique. Le Parti socialiste croit plus que jamais souhaitable l'Union de la Gauche. Mais ceci requiert l'effort de tous.

Le P.C.F. doit montrer concrètement qu'il fait partie de la majorité présidentielle et qu'il soutient activement les choix opérés sous l'autorité du Président de la République. Pour cela, il ne suffit pas que le P.C.F. repète sa volonté de rester au gouvernement. Encore faut-il que, par ses votes au Parlement, par les déclarations de ses dirigeants sur des sujets cruciaux de politique intérieure ou extérieure, par son action au sein des organisations qui lui sont liées et sur les terrains de lutte sociale, il vise à rassembler et à renforcer l'union populaire qui a permis à la Gauche d'exercer le pouvoir. Devant la dimension des problèmes à résoudre, devant l'ampleur des réformes qui restent à accomplir, les travailleurs pourraient être désorientés si le P.C.F. devait accentuer la tendance à tenir un langage différent



selon qu'il s'agit des fruits de la politique gouvernementale ou de ses contraintes. Ils attendent au contraire que les forces politiques qui les représentent luttent ensemble pour de nouveaux progrès économiques et sociaux.

3) Assurer notre cohésion

Force est de constater que la violence des critiques de la Droite et les dissonances ponctuelles au sein de la Gauche troublent une partie de notre base sociale et électorale. S'il est juste de dénoncer le rôle particulièrement néfaste de la Droite, il ne servirait à rien de s'en prendre à ceux qu'elle a trompés et qu'elle continue à tromper. Il est au contraire utile de s'interroger sur la manière de reprendre l'initiative, alors que la rigueur est toujours nécessaire. Seul un langage de franchise, un effort renouvelé pour lutter contre les inégalités, une explication plus simple et plus convaincante nous permettront de renforcer notre influence.

Ceci requiert une cohérence plus assurée dans l'expression de la politique gouvernementale. Depuis plusieurs mois, on enregistre des progrès incontestables. Cela est bon, car la Droite s'est souvent saisie de tel ou tel écart d'expression pour mettre en doute devant l'opinion la compétence de la Gauche pour gouverner. Et ce qui pouvait être l'expression publique, dans certains cas, d'une discussion sérieuse sur le choix de la meilleure solution, apparaissait à l'opinion comme de regrettables hésitations, voire d'insupportables rivalités de personnes. Reste qu'il faut faire plus et mieux pour que les améliorations que la politique gouvernementale apporte aux catégories sociales les plus défavorisées entrent plus rapidement en application.

A ce niveau, le Parti, ses militants et ses élus, ont un rôle décisif à jouer, aussi bien dans leur expression politique directe, que par leur activité sur le terrain syndical ou dans la vie associative.

Le manque de cohésion, chacun le sent, risque toujours de conduire à des divisions dont il est bon de rappeler que celles qu'a connues la Droite ont joué un rôle non négligeable dans sa défaite de 1981. Méditons pour nous-mêmes cette leçon de l'histoire récente.

4) Pratiquer la concertation avec les forces sociales

Formuler pour demain le projet collectif de la Nation, faire accepter aujourd'hui l'effort de rigueur, nécessite impérativement une concertation approfondie. Chaque couche sociale doit pouvoir exprimer ses besoins et doit être associée à la préparation des décisions.

La négociation et la concertation avec les organisations syndicales doivent se développer. Expression sociale des travailleurs, dotés de moyens d'action nouveaux, les syndicats sont des interlocuteurs permanents du gouvernement. Dans la préparation des décisions, ils évitent les risques de dérive technocratique. Dans leur application ils agiront pour que les lois de progrès pénètrent dans la vie quotidienne. Simultanément, les rapports entre les organisations syndicales et le Parti doivent se poursuivre et se développer. La mise en place de groupes de travail entre la plupart des syndicats et le Parti, en toute indépendance réciproque, permet de mieux cerner la réalité sociale et humaine du pays et de faire remonter une information qui trop souvent s'arrête à mi-chemin.

Le Parti socialiste d'ailleurs constate que les organisations syndicales représentatives, tout en exprimant leurs critiques, tout en menant leur combat syndical, malgré leurs divergences, ont porté à plusieurs reprises et dans un certain nombre de domaines, une appréciation positive de la politique du gouvernement.

Le gouvernement de la Gauche doit obtenir des syndicats que, tout en gardant leur indépendance, ils prennent leur part de la réussite collective par l'effort commun.

Bien que de nature à l'évidence différente, l'organisation des relations avec le patronat relève aussi de la volonté de dialogue. Nous vivons dans un régime d'économie mixte où coexistent Plan et marché, secteur public et secteur privé. Le développement économique du pays dépend pour une bonne part des décisions des entreprises. Nous avons donc intérêt à ne pas rester dans le flou, mais à proposer des « règles de jeu » qui permettent au gouvernement de concrétiser ses objectifs économiques et sociaux tout en permettant au patronat de faire entendre ses préoccupations.

Mais les différenciations entre entreprises françaises, suivant leur taille et suivant les branches, les inégalités de situation entre celles qui sont prospères et celles qui sont en difficulté, ne permettent guère de mener une négociation globale, débouchant sur un arrangement général.

Dès lors, indépendamment d'accords entre les pouvoirs publics et les grands groupes industriels et commerciaux, des négociations par branche pourraient s'engager avec pour objectif, de parvenir à divers types de « contrats », modulés suivant qu'il s'agit d'entreprises performantes ou d'entreprises en difficulté.

On pourrait, par exemple, envisager des contrats État/entreprises ou Région/entreprises pour les P.M.E., qui associeraient des avantages consentis par l'État et par le système bancaire (déductions fiscales, subventions ou prêts A.N.V.A.R., prêts bonifiés, etc.) à des engagements précis de l'entreprise (reconquête de parts du marché intérieur, embauche, investissements, etc.).

Cette clarification tout à la fois créerait les conditions d'un réel dynamisme des entreprises françaises et serait une garantie de l'efficacité de l'apport des fonds publics et du contrôle de leur utilisation.

Les mêmes exigences de concertation se posent en dehors de la vie économique. Le développement culturel et sportif, la politique familiale, la qualité de la vie, l'aménagement du cadre de vie, ne peuvent résulter seulement de décisions gouvernementales et administratives. La concertation dans ces domaines passe par une meilleure prise en compte de la vie associative. Non seulement les associations expriment les besoins de leurs mandants, mais elles proposent souvent des solutions imaginatives.

Le développement nécessaire de cette concertation ne doit pourtant pas conduire à l'abandon de nos objectifs et à la paralysie du gouvernement. Les particularismes catégoriels sont puissants en France. Ils reflètent la diversité de notre peuple et le poids de nos traditions. Certaines organisations professionnelles, très hétérogènes, usent trop souvent d'un vieux stratagème et poussent la masse des petits en avant pour mieux protéger les gros. Quels rapports peut-on établir entre les revenus d'un grand propriétaire et ceux d'un petit paysan souvent réduit au S.M.I.C. ? Pour trouver un meilleur équilibre entre le pouvoir d'État et les mécanismes de la réalité sociale, nous devons diversifier nos propositions et tenir le plus grand compte des différences existant à l'intérieur de certaines catégories sociales (agriculteurs, professions libérales, par exemple...).

24 heures sur 24
ALLO PS
16 (1) 555.91.92
Chaque semaine,
le
commentaire
téléphoné
de l'actualité
politique



IV. - Être attentif aux grands problèmes de société

Dans les périodes de crise et de transformation, il n'est pas que des problèmes économiques qui inquiètent, qui mobilisent. Face aux mutations que connaît la société française, des questions concrètes comme le cadre de vie, le logement, l'éducation, la sécurité, la santé, sont l'objet de débats et de discussions. Ce sont des conceptions différentes des libertés, de la vie en commun, de la solidarité, de la responsabilité individuelle et collective qui sont en cause. Ce débat qui concerne aussi les valeurs sur lesquelles repose une société, la Droite s'en est saisie. Sans vergogne, au travers de thèmes démagogiques, elle propose un retour en arrière et tente de déchirer un tissu social complexe. Il importe d'y faire face. Et donc que le Parti soit présent sur ce terrain qui est à la fois celui du combat d'idées et celui de la vie quotidienne.

De même, des forces de changement importantes cherchent à contribuer à la mutation de la société pour mieux y trouver leur place.

S'il est vrai que l'oppression des femmes et les discriminations qu'elles subissent ne recoupent pas la différenciation de la société en classes, tout progrès dans la libération des femmes, remettant en cause les valeurs et les hiérarchies de la société bourgeoise, est générateur de changements profonds dans les mentalités.

Avec l'évolution rapide des modes de vie, de plus en plus de femmes passent seules tout ou partie de leur existence, souvent avec des enfants à leur charge. D'où l'importance de l'autonomie économique de toutes les femmes. Contrairement à ce que préconisent les politiques conservatrices en période de crise, le droit des femmes à l'emploi doit être plus que jamais défendu.

La réflexion et le débat sur la réduction du temps de travail (en particulier de la journée de travail, permettant une autre organisation de la vie quotidienne), les problèmes du temps partiel, les modes de distribution, revêtent pour les femmes une importance particulière.

Les travailleuses continuent à subir de graves inégalités en matière d'orientation et de formation professionnelles, de salaire et de promotion. Elles doivent pouvoir compter sur l'action du Parti pour faire passer dans les faits les droit nouveaux institués par un gouvernement résolu à combattre l'injustice sociale. Pour que leurs aspirations soient prises en compte, il nous faut assurer l'accès des femmes à toutes les responsabilités, en particulier à l'intérieur du Parti, où leur présence dans les organismes dirigeants est encore insuffisante.

A travers les combats pour l'égalité entre les sexes ou pour les droits de l'homme, pour la mise en place de nouveaux types de développement ou pour l'autogestion, les socialistes agissent pour une société plus juste et plus libre.

1) Les libertés

Depuis Épinay, jusqu'à la victoire de mai 1981, face à la Droite qui détenait le pouvoir et parfois en abusait, les socialistes ont été à l'avant-garde de tous les combats pour la défense des droits de l'homme. Depuis deux ans, ils savent qu'ils peuvent faire confiance au Président de la République et au gouvernement pour garantir les libertés dans notre pays. Le sort de la démocratie, indissolublement lié à celui des droits de l'homme, n'est jamais définitivement assuré. Il est en permanence remis en cause. Il dépend du rapport des forces en présence. C'est-à-dire qu'il dépend de notre détermination et de notre vigilance.

La Droite cherche à faire de l'insécurité un terrain d'exploitation politique. Elle feint d'oublier que la délinquance s'inscrit dans la société dont la Gauche a hérité et qu'elle n'a pas modelée, et que des pays à gouvernement conservateur tels que l'Angleterre, la R.F.A. et surtout les États-Unis connaissent un taux de délinquance supérieur au nôtre. Elle poursuit,

depuis deux ans, une campagne scandaleuse, tirant avantage du sentiment d'insécurité réel provoqué par la petite délinquance, au risque de réveiller un racisme toujours latent. Elle n'a pas hésité à déchaîner la haine et la calomnie contre le garde des Sceaux, visant à travers l'homme l'ensemble des réformes judiciaires qu'il a mises en œuvre depuis 1981. Nous ne laisserons pas ces attaques honteuses mettre en péril le travail accompli depuis deux ans. Nous marquerons, par notre action et par nos campagnes d'explication, notre totale solidarité avec la politique menée par le Gouvernement dans ce domaine.

Rappelons quelques faits : la sécurité est souvent un thème véhiculé par un discours « musclé ». Ceux qui le tiennent, à droite, ont pourtant souvent montré le peu de cas qu'ils en font dans la pratique : baisse, au cours du dernier septennat, des effectifs de police ; suppression de commissariats de quartier ; enquêtes qui n'aboutissent jamais (Boulin, Fontanet, juge Renaud,...). La Droite est plus discrète s'agissant des liens anciens que certains de ses groupes ont établi avec le « milieu », comme l'avait fait par exemple, l'ex-SAC, dissout par le gouvernement de gauche. Parler ordre et laisser le désordre se développer, voire l'encourager, telle est souvent l'attitude de la Droite. Constatons que les réformes, promises par François Mitterrand et adoptées dès le début de son septennat par la majorité parlementaire (abolition de la peine de mort, suppression des juridictions et des lois d'exception), qui avaient toutes pour objet de rétablir en France une justice plus respectueuse des droits de l'homme, n'ont eu aucune des conséquences néfastes que la Droite avait annoncées sur la sécurité des citoyens. Sans doute, ces réformes, et en particulier l'abolition de la peine de mort, ont été parfois mal comprises. C'est à nous de continuer à en expliquer le sens et la portée afin de les faire admettre par l'ensemble de la population.

Le problème de la sécurité, l'aggravation de la petite délinquance nous préoccupent vivement. Contrairement à la Droite, nous pensons qu'il faut attaquer le mal à la racine ; donner la priorité à la lutte contre le chômage, remodeler l'urbanisation inhumaine des grands ensembles, multiplier les équipements culturels et sportifs, orienter la formation professionnelle des jeunes vers des carrières susceptibles d'offrir des débouchés ; bref, ouvrir d'autres horizons qu'une société qui engendre l'angoisse, le mal de vivre. Mais notre discours n'a sans doute pas été assez explicite ni notre action suffisamment connue. C'est le cas, par exemple, de tout le travail de prévention effectué sur le terrain, en étroite collaboration avec les collectivités locales, conformément aux recommandations du rapport de la « commission des maires » sur la prévention de la délinquance.

Si depuis deux ans, des progrès incontestables ont été réalisés dans la lutte contre la grande criminalité (les crimes de sang ou les réseaux de drogue et de prostitution), il reste le grand problème de la petite criminalité. Sur ce point, une action de police systématique est nécessaire. Les enquêtes sur les petits délits doivent être effectivement menées, les filières de recel détruites, etc.

La lutte contre le terrorisme, qu'il soit interne ou international, doit être poursuivie avec la plus extrême rigueur.

Cette action doit être replacée dans le cadre général de la lutte en faveur des libertés, engagée par la Gauche.

Cette lutte se développe sur tous les terrains, celui de la protection des droits de l'individu comme celui des libertés collectives : liberté de la presse et de l'information, droit des associations, droit syndical, droit à l'expression des identités culturelles régionales, etc. Contrairement à ce que prétend la Droite, les réformes amorcées par la Gauche, concernant par exemple la libéralisation de l'information, la justice, le système pénitentiaire, le Code pénal, ne portent aucun préjudice à l'ordre public. De même



l'extension des droits des travailleurs n'a en rien amoindri la capacité d'initiative des entreprises. Il faut en finir avec l'idée absurde de la Droite, selon laquelle l'accroissement des libertés nuirait à la cohésion de la société, à l'efficacité économique et à la sécurité des citoyens.

Il ne suffit pas de défendre les libertés, il faut aller plus loin et engager une réflexion globale sur les nouveaux droits conquis depuis le 10 mai 1981. La réaffirmation des grands principes doit se conjuguer avec une étude prospective sur les libertés nouvelles de la société en devenir. Dans la perspective du bicentenaire de la Révolution française, les socialistes proposeront à l'opinion publique une réflexion sur l'actualisation et l'approfondissement des droits de l'homme inscrits dans la Déclaration de 1789.

2) L'éducation

L'objectif des socialistes est de promouvoir un enseignement vraiment démocratique en luttant contre les inégalités sociales et les échecs scolaires. Assurer aux jeunes les conditions de la réussite scolaire est un enjeu capital, dont dépend l'avenir du pays.

Une des idées-forces de la politique de la Gauche a été rappelée ces derniers mois par le Président de la République : « un colossal effort de formation ». Les socialistes, maintenant qu'ils ont la responsabilité de gouverner, qu'ils sont comptables de l'avenir de la France, considèrent plus que jamais que l'éducation, la formation constituent, avec l'emploi, « la priorité des priorités », ils agiront donc pour que le message du Président de la République se traduise dans les faits.

Dans ce domaine, comme dans les autres, le gouvernement a déjà à son actif des réalisations. Il a commencé à rattraper le retard accumulé depuis des années, à réparer les conséquences de la politique de démantèlement du service public de l'Éducation nationale, qui fut menée par les gouvernements de droite.

Cependant, dans les années qui viennent, et en tenant compte des exigences immédiates de la politique d'assainissement, cet effort doit être accru : il semble notamment qu'il conviendrait d'élaborer une programmation du développement de l'Éducation nationale. Il est impossible de mettre en place l'ensemble du dispositif en une année : il faut non seulement indiquer des objectifs généraux, mais prévoir des étapes.

Il convient de préciser les secteurs de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle qui bénéficieront d'un effort particulier. Plusieurs procédures sont possibles : loi de programmation ou programme prioritaire.

Parallèlement, un pas décisif devrait être accompli pour la construction du grand service public unifié et laïc de l'Éducation nationale. Le Parti socialiste a tout à fait approuvé la démarche du gouvernement – « convaincre sans contraindre » – telle qu'elle a été mise en œuvre par le ministre de l'Éducation nationale. Il apparaît que le moment des décisions est venu, d'autant plus que certains adversaires de l'enseignement public donnent l'impression de vouloir surtout maintenir ouverte une situation de conflit plutôt que de rechercher une solution. Les dispositions soumises à ses divers interlocuteurs par le ministre devraient servir de base à des propositions gouvernementales qui seraient présentées à l'Assemblée nationale dans les meilleurs délais. En tout cas, ces propositions devraient porter sur la modification du régime de la carte scolaire, le statut des personnels et l'accès pour eux à la Fonction publique sur la base du volontariat, la définition des relations entre collectivités territoriales et écoles privées.

3) La culture

La politique culturelle suivie depuis l'élection présidentielle de 1981 a bouleversé le paysage auquel les socialistes étaient habitués sans jamais s'y résigner. Elle s'est d'abord traduite par l'ampleur des moyens financiers consacrés à la culture dans le budget de l'État (doublement sans précédent en 1982, progression plus forte par rapport aux autres administrations en 1983 et 1984).

Elle s'est concrétisée ensuite par le renforcement de la démocratie culturelle et la conquête de nouveaux publics.

Depuis plus de deux ans, l'effort des socialistes a consisté à ouvrir de nouvelles portes vers la jeunesse, le monde du travail, le milieu rural, les cultures régionales, les cultures communautaires, l'armée...

L'action entreprise dans les domaines du cinéma, de la lecture publique, de la musique, de la chanson, des spectacles et du patrimoine, a visé à gagner des couches de plus en plus nombreuses de la société française.

Elle s'est manifestée enfin par la mise en œuvre de la décentralisation (dévolution par l'État de nouveaux moyens financiers aux collectivités locales) et la signature de conventions de développement culturel tant avec les régions que les départements et les villes, et le rééquilibrage des interventions de l'État entre Paris et la province.

Axée sur la volonté fondamentale d'intégrer l'action culturelle au développement économique du pays, la politique suivie devra permettre de poursuivre les efforts entrepris et de préparer l'avenir.

La culture constitue une réponse à la crise quand elle permet à chacun de comprendre et de maîtriser son environnement.

Elle peut redonner un sens à la vie et à l'économie. La politique industrielle nécessaire à la France pour relever le défi de la crise sera immanquablement la source d'importantes mutations d'emploi.

Il faudra, pour compenser les réductions, créer des entreprises nouvelles et innovantes. C'est ainsi que les industries culturelles et de la communication connaîtront un très fort développement. La consommation d'images, de sons, d'informatique, connaîtra une explosion encore difficile à imaginer dans les prochaines années.

Ces mutations exigent la mise en œuvre d'une politique industrielle et culturelle adaptée. Ce qui a été entrepris avec les décisions relatives au câblage, la réforme du cinéma, l'adoption d'un plan de développement de l'industrie des programmes audiovisuels, sera poursuivi et renforcé.

Le renouvellement de la formation aux disciplines culturelles à l'école sera lui aussi poursuivi et développé. L'une des orientations majeures des socialistes sera de favoriser l'initiative, l'imagination, la créativité, pour donner à chacun la possibilité de consolider le changement.

La culture sera l'un des piliers du développement en devenant un secteur économique porteur, notamment du fait de la réduction du temps de travail et des évolutions technologiques.

Enfin, la plus large autonomie de création et l'indépendance artistique, tant des professionnels que des associations à vocation culturelle, seront confortées. Au moment où la Droite témoigne de son intolérance, d'un violent esprit de revanche et d'une volonté évidente de normalisation des initiatives culturelles (cf. le comportement de nouvelles municipalités d'opposition à l'égard de maisons de la culture ou de centres d'action culturelle), les socialistes auront à cœur de conserver l'acquis fondamental de la liberté de créer, donc d'entreprendre.

4) La jeunesse

L'un des objectifs des socialistes est de contribuer à combler le fossé ouvert depuis plusieurs années entre la jeunesse et le reste de la société. Beaucoup plus nombreux que ne le prédisait la Droite et que nous le prévoyions nous-mêmes, les jeunes, en mai-juin 1981, ont largement contribué à créer les conditions du changement. Ils veulent maintenant en être aussi les acteurs. La jeunesse ne constitue pas une classe sociale. Mais elle représente un âge de la vie, donc une dimension particulière de la société. Il est donc important de conduire à son égard une action globale et intégrée aux grandes orientations de la politique menée par le Gouvernement.

Face à l'ampleur des difficultés que connaissent les jeunes depuis plusieurs années, face à la dureté de la crise qui les touche de plein fouet, les solutions partielles et provisoires ne suffisent plus. Seule une action globale, énergique, menée à partir des réalités de leur vie quotidienne, peut



modifier cette situation. Il faut prendre en compte les besoins et les aspirations des jeunes, notamment leur revendication commune qui est celle de la qualification. Cette revendication se heurte au projet élitiste de la Droite. Mais elle constitue l'élément central des aspirations de la jeunesse.

5) Le logement et le cadre de vie

La croissance des villes a marqué ces trente dernières années. Mais cette croissance n'a pas toujours été maîtrisée. D'une part, il reste des difficultés de logement, notamment pour les jeunes, mariés ou non. D'autre part, un des facteurs essentiels de l'amélioration des conditions de vie, de lutte contre la délinquance, d'une meilleure pratique de la vie collective, passe par la réhabilitation et la construction de logements à loyers modérés. Ceux-ci doivent être conçus de manière à éviter les ghettos sociaux ou raciaux, à respecter ou à améliorer l'environnement tout en créant en outre des équipements collectifs, sportifs, culturels et de loisirs indispensables.

Avec ses élus, le Parti doit favoriser le développement d'une véritable « civilisation de la ville ». Et d'abord il faut assurer plus complètement le « droit au logement ». Une relance de l'industrie du bâtiment doit donc être facilitée. Au-delà du logement il faut aussi intégrer la capacité des villes à répondre aux besoins de loisirs.

Menées en concertation avec les habitants et leurs associations, cette action et cette réflexion peuvent contribuer à un développement de l'esprit de responsabilité des citoyens, à un renforcement de la démocratie locale.

Une réflexion spécifique devra également être entreprise sur l'évolution du milieu rural et sur les graves problèmes posés par le dépeuplement des campagnes dans beaucoup de régions

6) L'immigration

C'est dans cette même perspective de développement des droits et libertés réelles que le Parti socialiste entend que soient traités les problèmes de l'immigration.

A chaque crise grave dans l'histoire du capitalisme et même dans l'histoire des États, le problème des étrangers, celui des immigrés, a été soulevé. La Droite se saisit, aujourd'hui comme hier, des sentiments xénophobes et racistes qui restent sous-jacents, pour provoquer des réactions de rejet. Cette attitude est inacceptable. Il y a en France aujourd'hui de nombreux étrangers (hommes, femmes, enfants). Plus de 70 % y sont établis depuis plus de onze ans, une nouvelle génération y est née. La plupart d'entre eux n'envisagent pas de regagner leur pays d'origine. Ces travailleurs étrangers sont venus en France à l'appel des entreprises françaises. Pour échapper à la pauvreté et à la faim, ils ont accepté les emplois les plus

difficiles et les plus mal payés et ils ont apporté une contribution décisive au développement économique de la France et au progrès du pouvoir d'achat des Français. Aujourd'hui encore, ils sont, pour de nombreux secteurs économiques, un apport irremplaçable. Envisager de les renvoyer est humainement inacceptable et économiquement absurde.

Permettre et réussir l'insertion de cette population dans la société française, tel est l'objectif de la politique des socialistes. Dans l'intérêt collectif de la France, il nous faut relever le défi du « vivre ensemble ».

La poursuite et le succès d'une telle politique implique une maîtrise complète des flux migratoires ; la France, dans les circonstances présentes, ne peut pas ouvrir ses frontières à de nouveaux immigrants. C'est pourquoi il faut mettre un terme à l'immigration clandestine. La recherche d'accords avec les pays d'origine d'une part, et une répression accrue du travail clandestin (et particulièrement de ceux qui l'organisent) d'autre part, doivent être menées.

En même temps, il faut assurer aux immigrés en situation régulière des conditions de sécurité et de dignité auxquelles ils aspirent légitimement.

Un programme d'ensemble sur les conditions d'existence et de droits des immigrés devrait être élaboré. En particulier, nous estimons qu'il faudrait aller vers la mise en place d'une carte d'identité unique, remplaçant les multiples cartes de séjour et de travail, attribuée à tout immigré résidant régulièrement en France et valable dix ans.

Un tel programme pourrait être établi en concertation avec les gouvernements des pays d'origine, les associations agissant avec et pour les immigrés ainsi que les maires, y compris ceux de l'opposition qui devront prendre leurs responsabilités. La confrontation de points de vue sur des problèmes concrets (logement, animation culturelle, problèmes de la deuxième génération, etc.) est presque toujours garante d'objectivité et d'efficacité dans la recherche des solutions.

Encore faut-il que les immigrés qui souhaiteraient retourner dans leur pays d'origine puissent eux aussi réaliser ce projet. La France leur offrira, dans le cadre d'accords conclus avec les États concernés, une formation professionnelle correspondant aux besoins en qualification des pays d'origine, selon des formules de « contrats formation-retour au pays » ou de « contrats formation-exportation » déjà proposées par le Parti socialiste. Nous devons traiter ces problèmes comme un peuple majeur et dans le respect des valeurs de la démocratie.

C'est au Parti tout entier de se saisir de cette question.

V. Faire vivre le Parti socialiste

L'ampleur du succès de mai et juin 1981, ainsi que les caractéristiques propres à la Constitution de la V^e République, ont placé le Parti socialiste dans une situation sans précédent dans l'histoire du socialisme français. Dans le passé (1936-1937, 1945-1947, 1954, 1956-1957), il a accédé de manière trop brève ou trop précaire au gouvernement pour poser sa relation au pouvoir central autrement qu'en termes dramatisés ou schématisés.

Pour beaucoup de militants, la relation au gouvernement n'est pas claire. Le Parti socialiste est-il parti au pouvoir ? Parti du pouvoir ? Ou parti de pouvoir ? Si l'on retenait, au moins implicitement, la conception « parti au pouvoir », cela reviendrait à dire que l'instance suprême du gouvernement est le Bureau exécutif du Parti socialiste, relayé par le groupe parlementaire. Ce qui serait contraire aussi bien à la Constitution qu'à la réalité politique. Il ne saurait non plus, devant les difficultés du temps, se résigner

à n'être que le « parti du pouvoir », héraut de décisions qui le dépasseraient. La V^e République, à ses débuts, a connu le « parti du pouvoir » : ce fut l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.), née de la circonstance, lancée par le nouveau pouvoir et dirigée de l'extérieur par lui. Quoi de commun entre ce « parti godillot » et le Parti socialiste ?

La réalité du Parti socialiste d'aujourd'hui ne peut donc se laisser enfermer dans ces deux clichés. Il est plutôt un « parti de pouvoir », c'est-à-dire une formation politique qui concourt, avec d'autres, et plus que d'autres, aux choix que fait chaque jour le gouvernement. Il partage ce privilège avec les autres partis de gauche. Ne tenant pas du 10 mai son acte de naissance, il ne voit pas son horizon borné au septennat. Sa mission est d'articuler un va-et-vient correct entre le quotidien et le moyen terme. Il sera d'autant plus un outil de transformation sociale qu'à chaque étape, il saura veiller à ce qu'apparaissent la perspective et les prochains objectifs.



1) La place du Parti

Notre parti ne peut se réduire à sa relation au pouvoir central. Dans la ville, le département et la région, par l'action de ses militants, de ses élus locaux et nationaux, il assume la charge des intérêts quotidiens de la population. Il agit pour le socialisme.

Beaucoup plus que les autres partis, il est présent du haut en bas des institutions politiques. Enraciné, bien qu'encore insuffisamment, dans les entreprises, ses militants sont à l'œuvre dans les syndicats, les associations, les lieux où s'élabore la pensée, la recherche et la création. Dans notre société en pleine mutation, le Parti socialiste est un puissant instrument de transformation sociale. La place centrale du Parti socialiste dans la situation politique française n'échappe à personne, comme en témoignent les critiques de tous bords qui le visent et comme le montrent tout autant la sympathie profonde qui l'entoure, l'attraction qu'il exerce comme acteur du changement.

A y regarder de plus près, on voit cependant s'esquisser une thèse. Reprise parfois jusque dans notre mouvance, elle tend à accréditer l'idée que le Parti socialiste, comme les autres partis politiques, serait un instrument dépassé. Et pourtant ! Riche de toutes ses traditions et bien que marqué par une histoire séculaire où la « norme » pour la Gauche (à de rares et courtes exceptions près) était l'action revendicative et l'opposition à tous les niveaux, le Parti socialiste, toujours plongé dans la lutte quotidienne, a amorcé, dans la dernière année surtout, un remarquable mouvement d'adaptation à la nouvelle donne historique. Et ce, dans le cadre d'institutions très particulières qui sont celles de la France actuelle.

Ici et là, le refrain à la mode est de dire que le Parti socialiste n'a pas su trouver sa place, comme s'il y avait quelque part dans un atlas, cochée d'avance, la bonne place du Parti socialiste ; ou comme si le Parti, ensemble vivant d'hommes et de femmes, n'était que le sujet passif d'une destinée assignée d'en haut, d'ailleurs et, à tout prendre, par d'autres : la pièce inerte d'un puzzle préalablement ordonné.

Il s'agit d'un point essentiel : il nous faut réhabiliter le rôle propre du Parti, être fiers de ce qu'il représente et de sa fonction. Certains ont cru voir dans le Parti socialiste un « appareil vertical » éloigné des aspirations de la société et fonctionnant en vase clos. Nous le disons clairement, ce n'est pas l'opinion des signataires de ces lignes.

Le Parti socialiste n'a rien d'un appareil coupé des réalités de la vie sociale et inapte à comprendre les contradictions qui animent son déroulement. Il est au contraire une authentique collectivité d'hommes et de femmes issue de la longue histoire du mouvement ouvrier français, rassemblés par leur volonté pour faire front et pour réaliser un projet de société où la démocratie politique, si chèrement conquise autrefois, peut engendrer la démocratie économique et sociale.

Notre parti, enfin, a connu depuis le 10 mai un afflux d'adhésions. Plusieurs dizaines de milliers de sympathisants sont venus nous rejoindre. Ils exprimaient ainsi leur accord avec la politique que nous avons menée et qui a permis l'élection de François Mitterrand. Mais ils marquent surtout leur volonté de travailler avec nous pour que le changement promis entre dans les faits. Leur présence est un gage de renouvellement et un encouragement pour les luttes futures ; à nous de veiller à ce qu'ils se sentent à l'aise dans la communauté que nous formons.

2) Le rôle du Parti socialiste

a) Les socialistes et le pouvoir

Le Parti socialiste sait que le pouvoir politique, s'il doit être soutenu et défendu en permanence, ne peut tout régler et que les meilleures lois, pour se frayer leur place dans les mentalités et la pratique sociale, ont plus que jamais besoin du Parti. En effet, chaque décision du gouvernement doit tenir compte, sous une forme ou sous une autre, du rapport des forces qui s'exprime dans la société. Telle est la marque d'un régime démocratique.

Faute de connaître la complexité de la mécanique gouvernementale et administrative et la capacité de résistance – ou d'inertie – du corps social, nombre de militants surestiment le poids du pouvoir de l'État et adoptent une attitude passive alors que c'est justement dans cet espace que doit s'exercer l'une des fonctions actuelles du Parti. Remplir ce rôle essentiel suppose, évidemment, que le fonctionnement du Parti soit adapté, notamment en matière de formation et d'information des militants. Des efforts nouveaux seront réalisés dans ce secteur.

b) Le Parti et ses élus

Le Parti doit veiller aux liens avec ses élus. Leur rôle est en effet considérable. Il leur faut savoir conjuguer l'action de gestion et d'animation qui est la leur dans les collectivités territoriales, avec l'action politique. Parce qu'il n'y a pas de gestion neutre, pour nous l'engagement politique de l'élu est primordial.

L'élu local est un vecteur important de l'explication, de l'information de la politique gouvernementale et des positions et propositions du Parti. Il doit être dans les deux sens un relais privilégié entre le gouvernement, le Parti et la population.

Les nouvelles compétences attribuées aux collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation ont pour conséquence d'accroître de manière importante le pouvoir des élus. Les socialistes sont attachés à ce que le processus de décentralisation engagé aille jusqu'à son terme et jusqu'au bout de sa logique.

Ainsi se trouve posé à nouveau, et de manière plus aiguë parfois que par le passé, le problème des relations entre le Parti et les élus.

Réaffirmer la prééminence du Parti sur les élus ne suffit pas à régler les difficultés éventuelles. Indépendamment de la nécessaire concertation, la seule réponse consiste à faire en sorte que les militants élus et non élus se retrouvent dans les instances du Parti afin d'aboutir à une participation effective des uns et des autres aux décisions.

Par ailleurs, le Parti doit renforcer ses liens, à tous les niveaux, avec la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

Notre politique doit être efficacement relayée dans les départements d'outre-mer. Pour cela, il faut continuer à renforcer l'implantation du Parti socialiste dans ces départements. D'autre part, la volonté de décentralisation qui est la nôtre, et qui n'a pu se traduire par la mise en place d'une assemblée unique par département d'outre-mer, doit se manifester dans la loi sur les compétences.

c) Le groupe parlementaire

Le Parti et les groupes parlementaires, compte tenu des situations différentes qu'ils connaissent, doivent recevoir les moyens d'anticiper sur la préparation des décisions du gouvernement.

Cela implique que les grandes lignes des projets de loi soient connues à temps et que des propositions de loi soient plus fréquemment déposées à l'initiative parlementaire. Les groupes de travail, les commissions d'études, pourront ainsi mieux faire connaître leurs propositions, leurs incitations et exprimer les préoccupations du monde du travail voire ses critiques. La cohérence de l'action des socialistes sera renforcée, si le Parti peut faire connaître à temps le point de vue des intéressés, qu'il sait généralement mieux discerner que les bureaux.

Députés et sénateurs peuvent apporter à l'élaboration et à la formulation de la politique du gouvernement leur expérience de militants, d'élus et de législateurs.

Pour utiliser pleinement cet apport, il paraît nécessaire et possible, après deux ans d'expérience du pouvoir, d'adapter certaines méthodes de travail :

– informer plus systématiquement le groupe parlementaire de la nature et du contenu des projets gouvernementaux ainsi que des études préalables sur lesquelles ceux-ci se fondent ;

– saisir le groupe parlementaire avec un délai suffisant pour permettre un double examen :

a) examen technique, qui s'est souvent révélé précieux, sur les conséquences juridiques ou matérielles d'un projet de loi ;

b) examen politique, permettant de juger en temps utile de la nécessité éventuelle de saisir la direction du Parti des problèmes posés par un texte ou par certaines de ses dispositions.



Mais anticiper le vote de la loi ou telle grande décision gouvernementale ne se réduit pas à un travail de liaison interne Parti/Gouvernement/groupe parlementaire. Cela exige aussi que le Parti livre simultanément la bataille de l'opinion publique, « déblaie le terrain », mobilise, au travers de leurs relais naturels d'opinion, les catégories sociales qui seront les bénéficiaires du projet gouvernemental.

L'esprit des rencontres des « Acteurs du changement », évidemment transposé, pourrait fournir d'utiles pistes pour améliorer cette mission.

d) Renforcer le Parti socialiste et son expression

Le Parti socialiste est depuis plusieurs années le principal parti de gauche. Il doit prendre en compte l'ensemble de la réalité sociale et de la diversité française, mais sa première responsabilité aujourd'hui est d'entraîner dans et pour le monde du travail. La campagne d'adhésion lancée au printemps dernier doit mobiliser l'ensemble de nos militants : elle concourt à faire de notre parti le grand parti de masse nécessaire à la transformation en profondeur de notre société.

Le Parti socialiste doit être le principal animateur du combat contre la Droite : informer, expliquer, polémiquer, démystifier, convaincre et entraîner, tel est notre but. Le Parti socialiste a aussi un rôle d'entraînement à gauche. C'est à lui de faire entendre partout le point de vue socialiste dans le concert d'expression et dans le débat permanent des idées.

Pour mener à bien ces missions importantes, il convient de renforcer nos moyens d'expression, d'information, et de formation, c'est-à-dire, de communication. En particulier, le projet de lettre d'information régulièrement adressée à tous les militants, déjà expérimenté avec succès lors de la campagne pour les élections municipales, devra faire l'objet d'un débat au Congrès.

e) L'action et l'organisation du Parti dans le monde du travail et envers la jeunesse

Les enjeux présents et à venir, l'élargissement de la démocratie dans l'entreprise, la nécessité de mobiliser les salariés sur notre projet économique et social, impliquent que le Parti s'organise et agisse en conséquence.

Même si, depuis ces dernières années, le secteur Entreprises s'est renforcé et participe régulièrement à la vie et aux batailles du Parti, ce dernier doit sur le terrain se doter des moyens indispensables pour remplir son rôle de transformation sociale. S'il veut participer à la démocratie économique, dénoncer la répression et agir contre les obstacles au changement, il doit d'abord soutenir ses militants qui sont en première ligne et le faire savoir.

L'impulsion nationale ne peut suffire. Il faut qu'au niveau départemental et local, le Parti réoriente ses choix d'implantation et d'action ou, au moins, les élargisse. Quels que soient les moyens choisis (création de S.E., de G.S.E., de G.S.E. fédéraux, passage pour des militants locaux au militantisme d'entreprise, etc.), le secteur public et nationalisé, les entreprises stratégiques (géographiquement ou économiquement), doivent être systématiquement couverts par une implantation du Parti. Cela implique des choix financiers, mais aussi une organisation plus rationnelle sur ce terrain (fichier, réunions spécifiques des C.E.F., conférences fédérales du secteur Entreprises, etc.). On ne peut faire en sorte que la politique de responsabilité économique, de solidarité, soit menée, sans se doter de l'instrument d'explication et d'action nécessaire. L'intervention des socialistes en direction des travailleurs est l'affaire de tout le Parti.

Plus que jamais, cette priorité doit se concrétiser et des bilans devront être tirés branche par branche et département par département, au moins deux fois par an. La direction du Parti, dans son ensemble, veillera, à son niveau, à contribuer à cette action et à ce que ces priorités se traduisent dans les faits.

Il en va de même de l'action du Parti en direction de la jeunesse. Depuis le Congrès de Valence, grâce à l'effort de tous, nous avons pu développer cette préoccupation au sein des fédérations et augmenter fortement le

nombre de militants du Parti et du M.J.S. âgés de moins de vingt-cinq ans ainsi que le nombre des groupes M.J.S. Ce mouvement doit être soutenu et amplifié.

3) Le fonctionnement du Parti socialiste

Notre Parti est un parti de synthèse et non un parti de monopole idéologique ou d'exclusive. Il est au confluent de plusieurs traditions et de plusieurs courants historiques de la pensée socialiste (marxisme, guesdisme, jaressisme, proudhonisme, progressisme chrétien, etc.). Il ne poursuivra son développement qu'en préservant ce patrimoine. Dans ce sens, toute offensive anti-marxiste (par exemple sur la question des droits de l'homme que les marxistes authentiques défendent autant que d'autres) doit être récusée. Aucun courant idéologique ne peut s'imposer aux autres.

- Le Parti socialiste doit retrouver le sens de la règle. Le Parti socialiste n'est pas une fédération de « groupes » ou de « provinces ». Il est un parti national avec ses statuts, ses règles, sa discipline. Il n'a pas une direction « parisienne » mais une direction nationale élue par son Congrès. Il n'y a pas plus de socialisme « angevin » qu'il n'y a de socialisme « parisien », même si les données régionales sont utiles à connaître et à intégrer. Il est en tout cas nécessaire et urgent de rediscuter la fonction du Parti, de redire ce qu'est une discipline librement consentie.

- Le Parti a besoin d'autorité, mais pas d'autoritarisme. Ceux qui réclament de l'autorité, doivent naturellement la respecter. Débattre, argumenter, mener le débat d'idées (y compris sur les questions d'organisation et de discipline) reste le meilleur moyen de faire appliquer les décisions en évitant les cassures.

La direction du Parti doit résulter des choix politiques. C'est la tradition du Parti : tout Congrès décide de l'orientation politique et sur cette base élit le Comité directeur et prépare l'élection du Bureau exécutif et du Secrétariat national. On ne peut donc composer la direction du Parti en dissociant ces choix de la discussion politique. A nous de faire en sorte que cette discussion porte sur les enjeux réels et à éviter que les arrière-pensées tactiques viennent au premier plan. C'est dans cet esprit que ce texte est présenté.

Par ailleurs, le souci de débattre de manière responsable devra toujours animer la direction nationale du Parti et les fédérations. Sans fausser l'expression, on devra mieux faire la part de ce qui relève du débat interne et du débat public. En particulier, une plus grande discipline des responsables du Parti à tous les niveaux est nécessaire.

A quoi servirait de rechercher une relation plus étroite avec le gouvernement si notre souci de cohérence et d'explication de notre politique était dans l'avenir ruiné par les déclarations parfois intempestives de tel ou tel d'entre nous ?

Conclusion

Ni la présence d'un Président de la République socialiste à l'Elysée, ni celle, à l'Assemblée nationale, d'un groupe parlementaire disposant de la majorité absolue, ni celle d'un gouvernement à direction socialiste ne peuvent dispenser les militants socialistes de travailler sans relâche au renforcement de leur parti.

Tout comme elle fut nécessaire à la victoire du 10 mai 1981, l'existence d'un grand Parti socialiste est aujourd'hui nécessaire à l'accomplissement de la mission qui fut fixée au Congrès d'Épinay, en 1971.

Cette vérité, les militants ne l'ignorent pas, mais si la plupart d'entre eux l'admettent, elle se présente trop souvent à eux comme une abstraction. Elle ne nourrit ni leur réflexion, ni leur activité ; elle reste une pensée de routine.



Il est temps pour nous tous d'en examiner la signification, d'envisager les problèmes qu'elle pose, de tirer les conséquences de cet examen.

Non seulement dans le cadre des institutions de la V^e République, mais plus généralement dans un pays hautement développé, la transition au socialisme ne peut pas s'effectuer sans l'appui d'une grande formation animatrice de la vie politique du pays.

Pourquoi ? Parce que seule, une telle organisation de dimension nationale, fonctionnant démocratiquement, enracinée dans un terrain social, peut développer une réflexion qui permette :

- de garder le cap en permanence, par-delà les inévitables inflexions, corrections et adaptations de la politique gouvernementale au jour le jour ;
- d'élaborer des projets à moyen terme ;
- d'exercer une pédagogie efficace auprès de l'opinion populaire.

Cette grande formation ne saurait certes agir seule mais au contraire dans le cadre de ses alliances et, notamment de l'Union de la Gauche. Attaché à la pluralité des partis, le Parti socialiste a toujours affirmé qu'il n'y a pas de démocratie sans partis, pas de dictature sans disparition ou asservissement des partis, pas de retour à la démocratie sans leur renaissance. Toute critique systématique des partis est éminemment suspecte y compris quand, émanant de certains milieux de gauche, elle vise à discréditer le Parti socialiste.

La difficile transition vers une société autogestionnaire que le Parti socialiste s'est donnée pour fin, exige le renforcement du Parti. La mise en pratique de l'autogestion apte à créer une dynamique économique et sociale nouvelle, risque d'engendrer des conflits entre associations, entités régionales, catégories diverses, toutes acharnées à défendre leur « droit à la différence ». Aucune négociation n'aboutirait entre les groupes si n'était pas maintenue, entretenue et renforcée, une instance capable de dégager à chaque moment les critères d'intérêt général qui doivent s'imposer à la négociation, et capable de les populariser.

Certes, le gouvernement est justement là pour arbitrer ; mais, si ces critères ne sont pas clairement débattus et élaborés quelque part pour être exposés devant le pays, les arbitrages ne seront pas compris et le gouvernement demeurera en permanence la cible de critiques catégorielles soigneusement exacerbées par la Droite.

Or, le dépassement des particularismes ne se fera pas spontanément : c'est tout le problème du socialisme démocratique, nulle part réalisé jusqu'ici, et enjeu de la victoire de 1981, qui est posé.

Ce problème est le même que celui de la transformation du Parti socialiste, de grand parti d'opposition qu'il était hier, en un grand parti susceptible d'assurer l'animation de la vie politique du pays sans se poser pour autant en parti hégémonique, sans prétendre à devenir un parti-État.

La lutte pour poursuivre des avancées vers le socialisme et en entreprendre d'autres est engagée, nous la vivons. Il serait puéril d'imaginer qu'elle puisse suivre un processus linéaire sans reculs éventuels ni sans poussées en avant, en un mot, sans contradictions. Il n'en reste pas moins que le plein développement de la démocratie à tous les niveaux, la transformation graduelle de la société se réalisant par la volonté majoritaire est bien la voie que nous avons choisie, celle qui convient à notre pays à cette période de notre histoire. Elle implique, cela va de soi, des compromis avec les forces économiques et sociales qui n'ont pas intérêt au changement. Entre le tout et le rien, la démocratie figée dans son modèle libéral et la tentation léniniste, la réalité propose des schémas moins simplificateurs. Ce n'est pas nous qui recherchons et rechercherons les chocs, ni la violence, mais nous ne renoncerons pas pour autant à continuer de modifier, au fond, les rapports entre les forces en présence, entre les hommes et, par là, entre les hommes et les choses. Les étapes de la transition du capitalisme au socialisme ne sont pas toutes marquées et encore moins datées d'avance, mais la volonté de les aborder dans la durée, pour les franchir au mieux, relève de notre raison d'être et de notre action quotidienne. Quel socialiste pourrait, dès maintenant, les retirer de l'ordre du jour ?

Propositions d'actions

Les signataires de la Motion n° 1 invitent le Parti à discuter et à enrichir les propositions concrètes suivantes :

★ Dès le lendemain du Congrès et dans les mois qui suivront, mobiliser les militants sur trois plans :

1. Campagne « porte ouverte sur le P.S. » s'inspirant de l'esprit des rencontres des acteurs du changement.

But : populariser les résolutions du Congrès, relancer les adhésions au Parti.

2. Campagne d'explication et de soutien à la politique économique du gouvernement notamment dans ses efforts de reconquête du marché intérieur.

3. Prolongement de la campagne d'explication sur les droits nouveaux des travailleurs et sur l'égalité professionnelle des hommes et des femmes.

★ Développer en priorité l'action du Parti dans le monde du travail.

4. Demander aux fédérations la définition d'objectifs et de bilans périodiques d'implantation, ainsi que l'établissement d'un budget spécifique pour le secteur Entreprises.

5. Organisation d'une Conférence fédérale Entreprises annuelle dans tous les départements.

★ Améliorer les moyens d'information et de communication du Parti.

6. Renforcement du secteur Communication/Propagande.

7. Coordination et meilleure définition des moyens d'information mise à la disposition de l'ensemble des militants : *Unité*, *Lettre hebdomadaire*, ou *Le Poing et la Rose*...

8. Tous les deux mois, tirage et vente aux fédérations d'un journal quatre pages tabloïd en direction du monde du travail.

9. Mise à l'étude d'une publication spécifique du secteur Jeunesse.

★ Mieux former nos responsables et nos militants.

10. Création d'un Centre de formation de formateurs. Renforcement des moyens de l'Institut André Bouloche.

11. Mise en place progressive et décentralisée d'animateurs de formation à l'échelon des régions, en liaison avec les fédérations et les U.D.E.S.R.

12. Évolution du contenu et des pratiques de formation en vue :

– de développer les techniques actives de communication et de propagande ;

– de confronter systématiquement les expériences militantes, par exemple : entre les élus, les militants du terrain (entreprises, M.J.S., agriculteurs, femmes,...) et les représentants des pouvoirs publics.

★ Relancer le débat idéologique.

13. Coordination plus étroite entre les secteurs du Parti qui participent au débat d'idées : presse, nouvelle revue socialiste, club socialiste du livre, institut socialiste d'étude et de recherche.

14. Proposition de rencontres à l'échelon des Partis socialistes et des syndicats de la C.E.E. sur les moyens de lutter contre le chômage et la réduction du temps de travail.

15. Organisation de colloques ou de conventions nationales sur :

– la justice fiscale et la protection sociale ;

– le nouvel ordre économique et monétaire international ;

– l'immigration et le racisme ;

– le droit à la ville et au logement ;

– les problèmes du temps partiel, du travail précaire et du travail à domicile qui concernent tout particulièrement les femmes...

16. Organisation de la deuxième Conférence nationale Jeunesse avant juin 1984 et de la sixième Conférence nationale Entreprises avant décembre 1984.



MOTION N° 2

Réussir ensemble

LISTE SIGNATAIRES MOTION 2

Jean-Marie ALEXANDRE (Comité directeur, Pas-de-Calais), Jean-Marie BAEUMLER (C.D. Premier secrétaire fédéral, 68), Christian BATAILLE (C.D. 59), Jean-Claude BLANC (C.D.26), Jean-Claude BATTEUX (Député, 76), Joël BATTEUX (Maire de Saint-Nazaire, 44), Jean BESSE (B.E., 14), Jean-Marie BOCKEL (Député, 68), Nicole BRICQ (C.D. Première secrétaire fédéral, 75), Thierry BONDOUX (C.D., 75), Jean-Jacques BENETIÈRE (Député, 42), Pierre CARASSUS (S.N., 77), Michel CHARZAT (S.N. Député de Paris), Lucien COUQUEBERG (Député, 90), Annette CHEPY-LÉGER (B.E., 51), Michel COFFINEAU (B.E. Député, 95), Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (Ancien ministre, maire de Belfort), Guy CHANFRAULT (Député, 52), Job DURUPT (Député, 54), Manuel ESCUTIA (Député, 75), Jean ESMONIN (Député, 21), Raymond FORNI (Député, 90. Président Commission des lois de l'A.N.), Jean-Pierre FOURRÉ (Député, 77), André GARNIER (C.D., 42), Jean GATEL (Député, 84), Jean-Pierre GODEFROY (Maire de Cherbourg), Kléber HAYE (Député, 33), Michel JAUREY (C.D., 95), Georges LE BAILL (Député, 92), Jean-Pierre LE COADIC (Député, 95), Guy MALANDAIN (Député, 78), Jean-Pierre MICHEL (Député, 70), Hélène MIGNON (C.D., 31), Didier MOTCHANE (S.N. Parlement Europe), François MORTELETTE (Député, 41), Louis MOULINET (Député, 75), Jean NATTIEZ (Député, 44), Jean-Paul PLANCHOU (Député, 75), Christian PROUST (C.D. Président C.G., 90), Nicole QUESTIAUX (Ancien ministre, 75), Roger ROUQUETTE (Député de Paris), Georges SARRE (S.N., 75), Odile SICARD (Député, 38), Marie-Josèphe SUBLET (Député, maire de Feyzin, 69), Michel SUCHOD (Député, 24), Ghislaine TOUTAIN (Député de Paris), Edmond VACANT (Député, 63), Jean VALROFF (Député, 88), Michel VIGNAL (C.D., 02), Gérard VINCENT (C.D., 87).

Le sens du Congrès de Bourg : pour un rassemblement en avant

Comme l'a fort bien dit le Président de la République, on ne juge pas une équipe à la mi-temps. Il faut attendre la fin du match. Mais pour gagner la partie à la seconde mi-temps, il ne suffit pas de « bétonner ». Il faut marquer des buts. C'est pourquoi nous ne croyons pas que le moment puisse être encore longtemps reculé de passer à l'offensive.

C'est maintenant qu'on gagne 1986

Deux ans et demi, c'est court. Mais suffisant, à condition d'anticiper et de vouloir. A mi-chemin de la législature, le congrès de Bourg-en-Bresse est la principale occasion — à vrai dire la seule — où le Parti peut intervenir dans les choix. En 1981, il était trop tôt. Fin 1985, il sera bien tard.

Le Parti socialiste aujourd'hui a besoin de retrouver une dynamique qui puisse entraîner le pays. Un vrai débat démocratique, riche, pédagogique et responsable lui fera donc du bien. Il sera utile, s'il permet que les convictions se retrempent, que les forces se ramassent pour s'engager efficacement dans la « reconquête de l'opinion ». C'est la responsabilité commune de tous les socialistes d'être à la hauteur de cet enjeu pour préparer le Congrès de Bourg-en-Bresse.

Pour cela, deux conditions : le réalisme et l'ambition.

Le réalisme. Notre Congrès doit être celui du réalisme. Du vrai réalisme qui est le contraire de la résignation à l'ordre établi des choses, mais qui mesure les grands enjeux — la guerre économique, l'exigence démocratique, l'étreinte des blocs — et choisit les méthodes les plus efficaces pour triompher des résistances et des difficultés.

Le texte de cette motion d'orientation a été voulu bref. Sans doute pour cette raison n'aborde-t-il pas de façon également détaillée toutes les questions de l'heure, et même certains problèmes fondamentaux de notre société, qui relèvent directement du Projet socialiste, toujours actuel. C'est qu'il est entièrement tendu par la volonté d'aller à l'essentiel : la cohérence et l'efficacité au service de la réussite commune. Ce parti-pris nous a conduits à condenser notre démarche en 41 « propositions pour la réussite », qui sont la conclusion de notre motion.

L'ambition. La majorité a su poser le « socle du changement ». Mais

l'œuvre ne s'achève pas au socle. Se contenter de « gérer », c'est accepter la crise comme une fatalité. Or la France a surtout besoin d'être gouvernée. Elle a besoin d'un grand projet qui ne peut exister dans la période actuelle, qu'à gauche.

Car on ne rassemblera pas les Français au centre — on ne peut que s'y enliser — mais en avant, en leur proposant une ambition collective. Nous n'avons pas péché par absence d'humilité, mais plutôt par défaut d'exigence.

La construction du socialisme, c'est-à-dire le passage d'une société fondée sur la recherche du profit à une société fondée sur la responsabilité et la coopération n'est plus une utopie, mais la seule perspective juste et réaliste de notre temps. Dans une société du savoir, le temps libéré par l'automatisation des processus de production peut ouvrir à l'homme de nouveaux horizons sociaux et culturels, lui permettre d'épanouir des facultés, de satisfaire des besoins qui, jusqu'à présent, ont toujours été mutilés, ignorés ou bafoués.

Mais si telle est notre perspective, nous n'avons jamais considéré que sa réalisation se ferait sans lutte, spontanément et à plus forte raison sans l'intervention consciente des hommes. Aussi bien, si la perspective doit rester présente à notre esprit, si nous devons faire progresser la société — sous verdict du suffrage universel — dans cette direction, nous ne pouvons considérer que le passage au socialisme soit d'ores et déjà à l'ordre du jour, dans les deux ans qui viennent.

Le reconquête n'est pas manquer d'une juste ambition. Le septennat de F. Mitterrand ouvre une nouvelle période dont les enjeux suffisent à justifier le projet mobilisateur d'un modèle français simultanément jacobin, parce qu'il exige une vigoureuse et cohérente impulsion politique de l'Etat — et autogestionnaire — parce qu'il fait appel au foisonnement d'initiatives individuelles et collectives décentralisées.

Des valeurs positives : tout simplement, celles du « Projet socialiste ». Nouvelle croissance contre « néo-malthusianisme », capacité d'anticiper contre la résignation à l'événement, confiance faite à la jeunesse contre l'esprit de routine, la sclérose et le conservatisme des orthodoxies, égalisation des chances contre le repli sur les privilèges établis. Par dessus tout,



volonté d'être nous-mêmes et refus de la dépendance, refus du déclin de la France.

Une pédagogie du changement au service de ces valeurs : non pas plus ni moins d'État, mais un État allégé qui aille à l'essentiel et trace pour le pays un plan d'avenir. Surtout, des citoyens et des travailleurs qui se sentent responsables. Il faut abattre les cloisonnements qui confinent. Mettre les gens dans le coup, particulièrement les travailleurs dans l'entreprise. Utiliser mieux les potentialités qui existent en chacun, redonner aux ingénieurs, aux cadres, aux enseignants, la conscience de leur rôle éminent.

L'outrance verbale et l'exploitation des mécontentements catégoriels cachent mal l'incapacité où se trouve la Droite, deux ans et demi après sa défaite, de proposer un projet alternatif. Dans ces conditions, si la majorité sait pratiquer le langage et la politique de l'exigence — rigueur et ambition — elle seule peut faire en sorte que s'anime dans le pays le vaste rassemblement, appuyé d'abord sur le monde du travail et la disponibilité des syndicats, de tous ceux qui se battent pour la réussite de la France. Ce n'est pas être incohérent avec notre choix de classe, bien au contraire, que de faire travailler ensemble tous ceux qui sont prêts à se battre pour le redressement national.

Les leviers du redressement national : emploi-croissance-industrie

D'abord l'emploi, qui doit rester la priorité des priorités. Parce que nous avons été élus pour combattre le chômage efficacement. Parce que nous serons prioritairement jugés par les Français en 86 sur notre aptitude, après l'avoir endigué, à le faire reculer. En effet, l'emploi est, à juste titre, ce qui compte le plus pour les travailleurs.

Disons-le nettement : il n'y a pas de solution durable au problème de l'emploi et d'abord à celui des jeunes — 50 % des chômeurs pour lesquels l'avenir prend figure d'une porte close — si l'activité économique ne progresse pas à un rythme suffisant. Faire le choix de la croissance économique, c'est faire le choix de la jeunesse, de la créativité dans la société, de notre capacité à tracer l'avenir. Une nouvelle croissance n'est pas la seule réponse, mais, à nos yeux, la principale. Ce n'est pas idolâtrer un « taux » que de rappeler cette donnée fondamentale.

Tant de confusion n'existe autour de l'idée de « croissance », comme à propos de la « rigueur », que parce que les problèmes économiques sont souvent posés à l'envers. Il ne faut pas se tromper de diagnostic : la qualité de l'ordonnance en dépend.

Il n'est pas vrai que la France vive « au-dessus de ses moyens ». La vérité est qu'elle « travaille en dessous de ses moyens ». Le vieillissement de notre base productive et l'effondrement de l'investissement pendant le septennat giscardien sont à l'origine de nos maux actuels, à commencer par la « contrainte extérieure », autre nom pour désigner la dépendance de notre croissance (la production étrangère remplace sur nos marchés l'offre nationale défaillante).

Le diagnostic libéral « la France vit au-dessus de ses moyens » conduit à comprimer les dépenses et le pouvoir d'achat qui les alimente. Mais la déflation engage dans la spirale de l'appauvrissement et de la dépendance : le rétrécissement des débouchés provoque la contraction de l'offre nationale, prolonge la stagnation de l'investissement et aggrave le sous-emploi. Dans de telles conditions, le rétablissement de l'équilibre extérieur ne peut s'opérer qu'au détriment de la modernisation. Comment repartir ensuite de l'avant avec un ressort cassé ? A laisser se défaire le tissu industriel, on se condamne à voir une relance, envisagée pour 1985, se traduire par un déficit commercial accru.

Si, en revanche, il est vrai de dire que nous souffrons moins d'un excès de dépenses que d'une insuffisance du niveau, et surtout de la mobilisation, de nos ressources nationales, le diagnostic s'impose : il faut produire plus et mieux. C'est ainsi que seront desserrées progressivement les contraintes des déficits : budgets publics, protection sociale, déficit extérieur, pertes des entreprises.

Le Congrès de Bourg sera une grande date s'il donne le signal d'un nouveau départ pour les socialistes. Soyons clairs : le Parti ne fait pas le gouvernement et n'a pas à lui dicter sa conduite. Les institutions de la V^e République fixent clairement la place du gouvernement entre le Président et le Parlement. La Constitution de 1958 reconnaît, formellement, le rôle des partis dans le fonctionnement des institutions. Mais la Gauche doit donner corps à ce principe au service de la démocratie. Les partis de la majorité — à commencer par le principal d'entre eux — définissent une perspective dans laquelle le gouvernement inscrit son action.

Le Parti socialiste a donc moins pour tâche de suivre le gouvernement que de le devancer pour éclairer sa route. Le Congrès de Bourg-en-Bresse remplira sa mission s'il pose clairement les conditions de la réussite, au cours des deux années qui nous séparent à la fois du prochain congrès et de la campagne des futures élections législatives. Bref, si le Parti est en charge d'un ministère, ce n'est ni du 16^e ministère du gouvernement Mauroy III, ni de celui de la grogne, encore moins de celui de la béatitude, mais résolument de celui de l'offensive. L'ensemble de nos propositions répond au souci de maintenir le Parti socialiste comme principale expression politique des classes populaires.

C'est possible, mais cela ne l'est qu'à certaines conditions. On n'échappera pas à la rigueur. Nous faisons nôtres les impératifs de l'assainissement. La France ne peut continuer avec un « différentiel d'inflation » défavorable par rapport à ses partenaires commerciaux. Ni avec un déficit de ses échanges extérieurs qui l'engage dans le nœud coulant de l'endettement. Mais les mesures prises en mars, comme il a été dit, ne constituent pas, en soi, une politique. Il faut aller au-delà. Le choix n'est pas entre le laxisme et la rigueur. Il est entre une conception de la « rigueur » qui sacrifie l'avenir à moyen terme aux contraintes du court terme et une logique de l'effort qui apporte des solutions aux problèmes immédiats tout en préparant simultanément le redressement à moyen terme.

L'efficacité réside donc dans le choix de moyens qui permettent de réduire la contrainte extérieure — problème prioritaire — sans compromettre le ressaisissement industriel — enjeu primordial.

1) Mobiliser les forces de la production

Une grande politique de la formation professionnelle va dans le bon sens. La réduction du temps de travail sera d'autant plus utile qu'elle sera accompagnée d'une augmentation du temps de formation rendu nécessaire par l'apprentissage des technologies nouvelles. Objectif social — pour les métiers les plus durs — et culturel — pour favoriser l'épanouissement d'autres besoins — elle ne constitue pour autant pas une panacée économique. Les limites en sont clairement établies si ce qu'on appelle improprement le « partage » du travail implique une réduction des rémunérations que les salariés, globalement, ne sont pas prêts à accepter ; si, d'autre part, il entraîne un gonflement des coûts de revient, et par conséquent, une détérioration de la compétitivité que les entreprises ne pourraient supporter. En d'autres termes, une réduction du temps de travail sera d'autant moins difficile à organiser qu'elle sera portée par une croissance effective de la productivité et du produit. Le traitement social du chômage ne remplace pas une bonne politique économique.

La stimulation de l'offre intérieure repasse par le mariage d'une politique industrielle offensive et d'une politique monétaire et financière au service prioritaire de l'industrie. Il faut dépasser le stade des fiançailles. Si les nationalisations industrielles et bancaires ne servent pas aussi à cela, les Français seront légitimement appelés à s'interroger sur leur pourquoi.

Le « marché » n'est pas suffisant pour conduire la mutation technologique et sociale nécessaire si l'on veut relever le défi de la guerre économique. Le Plan est aujourd'hui aussi nécessaire que dans la période de reconstruction qui a suivi la Seconde guerre mondiale. Les grandes orien-



tations de la politique industrielle doivent être l'affaire de la collectivité nationale. Les « contrats de Plan » avec les entreprises publiques seraient de meilleurs outils si le Plan de la Nation avait davantage de substance. L'autonomie de gestion des entreprises publiques — indispensable en particulier pour affronter la compétition internationale — n'a de sens qu'en aval de ces grandes orientations. La situer en amont ne servirait en définitive que d'alibi au *statu quo*.

L'erreur à ne pas commettre serait d'opposer les grandes entreprises aux P.M.I. Tout montre qu'il y a complémentarité entre le dynamisme des grands groupes et la vitalité du tissu industriel. Les P.M.E. peuvent créer davantage d'emplois. Il faut faciliter la transmission et encourager la création d'entreprises, nouvelle frontière de l'économie. Tous ceux qui veulent se battre doivent être soutenus.

La France a les potentialités d'une grande puissance agricole. Disposant de la moitié de la surface utile de la Communauté, notre agriculture peut, si elle sait s'organiser pour produire, transformer et vendre, participer fortement à la reconquête de notre marché intérieur (aliments du bétail, forêt...) et à une plus grande solidarité Nord-Sud.

La nationalisation des banques n'a pas mis un terme, pour l'essentiel, à l'immobilisme ambiant. Pourtant, la politique industrielle est inopérante si la politique de la monnaie et du crédit n'est pas en phase. Paradoxalement, le conservatisme intellectuel, en matière de politique du crédit, prédomine moins dans les milieux financiers que dans certains secteurs de l'Administration des Finances et de la Banque de France. Des contrats de Plan avec les banques nationalisées permettraient de mieux intégrer à leurs stratégies le développement du « capital-risque » et le souci de l'aide à l'innovation.

Les techniques de gestion de la monnaie au niveau central doivent être repensées. Sans entrer dans une matière particulièrement technique, disons que des propositions ont été faites pour une régulation moins globale, plus fine, plus sélective, accroissant le rôle de la Banque de France au détriment du « marché monétaire », de façon à mieux faire passer nos priorités dans les faits.

2) Soutenir la demande intérieure

L'offre ne peut progresser — il est significatif qu'il faille rappeler pareilles évidences — qu'à hauteur de la demande, des marchés, des débouchés offerts. Or, les marchés extérieurs sont déprimés, en particulier ceux des pays en voie de développement où la France réalisait traditionnellement ses excédents commerciaux. La reprise annoncée en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne apparaît déjà menacée et rappelons, alors même qu'un débat est en cours aux États-Unis sur la solidarité et les répercussions de la reprise observée depuis le début de l'année, que nous n'y assurons que de 5 à 6 % de nos ventes.

Il serait donc illusoire de prétendre muscler l'offre intérieure sans assurer un certain tonus à la demande intérieure. Un marché en déflation interdirait toute politique dynamique de l'offre. L'option doit être prise en faveur d'un soutien effectif et modulé du pouvoir d'achat. Mais comme prix et revenus se forment ensemble, cette option doit s'accompagner de la mise en place d'une véritable « politique de la répartition » annoncée il y a plus d'un an par le Président de la République. (Voir plus bas : « les chemins du rassemblement populaire »).

Pour éviter tout dérapage, il pourrait être nécessaire de renforcer sélectivement le contrôle des prix et des revenus dans les secteurs des services et du commerce — qui ont le plus bénéficié de la relance de 1981 — en laissant la liberté aux prix industriels.

3) Limiter provisoirement l'offre extérieure

Tout se tient. Le délabrement de notre appareil productif au cours des années 70 explique directement l'inondation de notre marché par les produits importés. Pour se refaire une santé, l'industrie française a besoin d'oxygène. Sans une marge d'autonomie industrielle accrue, c'est-à-dire une insertion différente dans l'économie mondiale, nous ne retrouverons pas une croissance plus soutenue que nos partenaires. Par conséquent, ne pas restreindre provisoirement l'offre extérieure, c'est s'exposer aux

déboires de la mini-relance de 1981 qui, pour ne pas avoir été accompagnée de mesures engageant la reconquête du marché intérieur, a stimulé davantage l'offre étrangère que les entreprises françaises.

Le thème de la « reconquête du marché intérieur » s'est effacé du discours gouvernemental. Ce ne serait pas un mal si, après en avoir beaucoup parlé sans la faire, on la faisait sans la dire. Cela reste à démontrer. Mais certains comportements — dans la distribution notamment — s'infléchissent dans le bon sens ; ils doivent être encouragés.

La reconquête du marché intérieur est d'abord affaire de politique industrielle dynamique. La politique du change doit la servir. La question de la gestion du franc, de ses rapports avec le système monétaire européen, doit être abordée avec pragmatisme, sans fétichisme d'aucune sorte. Notre économie se ressent encore de l'occasion manquée d'un ajustement monétaire suffisant à l'été 81. Une politique de change plus offensive correspondrait à l'intérêt à long terme de notre industrie.

En attendant qu'une politique industrielle dynamique fasse sentir ses effets, une politique de l'importation doit être mise en place. Un déficit extérieur de 60 milliards de francs est beaucoup trop élevé pour stopper le processus d'endettement. Pour y remédier, rien n'interdit de prendre des mesures limitant temporairement le déficit (par exemple, dépôt préalable à l'importation, clauses de sauvegarde autorisées par le Traité de Rome) qui seraient levées à mesure que s'affirmerait l'amélioration de notre balance commerciale portée par le redressement de notre industrie.

Ces trois options (mobiliser l'offre intérieure, soutenir la demande intérieure, limiter provisoirement l'offre extérieure) sont interdépendantes. Aucune n'a de sens sans les deux autres. C'est donc tronquer le débat que le limiter à un seul volet de ce dispositif.

L'anathème du protectionnisme jeté contre ces choix montre, au mieux, un certain manque de sérieux, au pire, une véritable gangrène de l'esprit par les dogmes « libéraux » dominants. Personne ne veut enfermer la France derrière une muraille de Chine. Les chiffres sont clairs. Nous avons importé 770 milliards de francs de marchandises étrangères en 1982. Il s'agit de prendre des mesures conservatoires à hauteur de 3 à 4 % de cette masse et de continuer à alléger la facture des matières premières par une vigoureuse politique énergétique. Il n'est d'ailleurs pas de pire protectionnisme que la déflation qui, pour limiter les importations, diminue la consommation et pèse sur la production. Dans la guerre économique qui fait rage, ne serait-ce pas, pour des socialistes, faire preuve d'une singulière inconséquence que d'invoquer un « libre-échangeisme » largement fictif, contre des mesures de ressaisissement national ?

Méfions-nous des fausses fenêtres. Le choix n'est pas entre une politique néo-libérale déflationniste qui — sauf à bénéficier de la position dominante et des rentes de situation des États-Unis — crève la bête sous prétexte de la guérir et une politique keynésienne de relance à structures inchangées qui ouvrirait à nouveau toutes les fuites dans le circuit économique. La politique des réformes de structures a précisément été conçue pour dépasser une approche essentiellement conjoncturelle des problèmes. A condition, cela devrait aller sans dire, d'avoir la volonté politique d'utiliser ces réformes comme de véritables points d'appui.

Directeur politique : Lionel Jospin

Rédacteurs en chef :

Paul Quilès - Françoise Seligmann

Secrétariat de rédaction :

Mario de Ambris - Jean-Pierre Moulins

Administration : Société éditrice :

S.a.r.l. « Le Poing et la Rose »

10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07

N° C.P.P.P. 53 321

Comité de rédaction :

Collaboration permanente des

secrétaires nationaux

Imprimerie L'Avenir Graphique

Z.I. Torcy-Sud

77200 Torcy - Tél. : 005-92-05



Les chemins du rassemblement populaire : justice - démocratie - initiative

La réussite du projet de rassemblement sera conditionnée par la nature de nos options économiques ; celles-ci, aussi bien, sont des choix politiques. La récession fait craquer le tissu social, alors que le lubrifiant de la croissance est nécessaire à la réalisation d'un équilibre de société plus avancé. Sans un minimum de croissance, l'effort de justice sociale que les travailleurs attendent de la Gauche ne peut que marquer le pas ; et le « compromis social » souhaité par la résolution du Congrès de Valence (aux travailleurs de nouveaux droits, aux entrepreneurs de nouveaux marchés) restera un vœu pieux s'il ne peut être négocié en dynamique.

Cette condition nécessaire n'est pas suffisante. La majorité n'aura consolidé définitivement son assise que si elle permet à un plus grand nombre de Français de se retrouver ensemble. Alors, elle sera passée de l'« exercice » à la « conquête » du pouvoir, pour reprendre la distinction autrefois proposée par L. Blum. Mais les chemins du rassemblement sont semés d'obstacles dont deux ans et demi d'exercice du pouvoir ont permis de mieux prendre la vraie mesure :

- Le repli sur les intérêts catégoriels entrave le jeu de la solidarité nationale ;
- La sclérose et l'inertie des rapports de pouvoir - dans l'État, comme dans les entreprises - s'opposent au développement d'une dynamique de la responsabilité ;
- Les valeurs de la « culture de crise » - repli sur la sphère privée, discrédit de l'engagement collectif - l'emportent encore sur les valeurs qui devraient sous-tendre le « changement » - solidarité, responsabilité, initiative.

Autant de freins à l'avancée du « changement ». A travers les résistances des structures et des habitudes, la pression de puissants intérêts sociaux se fait sentir. La France est un pays de vieilles hiérarchies, de cloisonnements et de rigidités multiples. Les petits corporatismes servent souvent d'alibi aux grands privilèges. Si des compromis doivent être légitimement passés, c'est à partir de nos choix sociaux fondamentaux et non pas pour les remettre en cause.

La majorité, depuis deux ans et demi, a engagé une « nouvelle donne sociale » des revenus et des pouvoirs (mesures salariales et fiscales en faveur des bas revenus, impôt sur les grandes fortunes, surtaxe des revenus élevés, démocratisation du secteur public, nouveaux droits des travailleurs, décentralisation, modification des modes de scrutin, réforme du service public de l'audiovisuel, du système pénal, etc.) dont la portée deviendra plus évidente avec le temps. A condition, bien entendu, que la durée, qui nous est garantie par les institutions de la V^e République, soit mise à profit pour l'action et ne serve pas à justifier le surplace.

1) Mettre en place une « politique de la répartition » au service de la réduction des inégalités et de la maîtrise des processus économiques

L'effort nécessaire pour sortir de la crise - on l'a dit et répété - sera d'autant mieux consenti que trois conditions seront respectées : une charge plus équitablement répartie ; une utilité mieux comprise ; des modalités mieux négociées.

Par deux fois, des mesures sociales et fiscales importantes, accompagnant des réajustements monétaires, ont été prises en mettant les acteurs sociaux et, singulièrement, les organisations syndicales, devant le fait accompli. La tendance est aussi à accorder des avantages aux différents groupes - et en particulier aux plus bruyants - à mesure qu'ils se présentent, les uns derrière les autres, sur le perron des palais nationaux. La majorité doit non seulement redonner aux négociations sociales tout leur sens, mais innover en élargissant le champ de la discussion.

Une grande négociation nationale tripartite, portant sur l'ensemble des mécanismes de formation des revenus et des prix - et donc bien entendu ceux de la protection sociale - doit être organisée pour mettre en place les principes et les outils d'une « politique de la répartition ».

Il ne nous appartient pas de préjuger les résultats d'une telle négociation, sans précédent mais à la hauteur des vrais enjeux. Il est clair aujourd'hui que fiscalité, transferts sociaux, charges des entreprises, revenus salariaux, tous ces dossiers brûlants ne peuvent être traités de façon intégrée. Il faut cesser de jouer au mistigri, chacun cherchant à « refilet » au voisin la charge des déficits.

Quelques grandes priorités se dégagent : opérer une redistribution positive par les prélèvements sociaux, alors qu'ils sont aujourd'hui - tout le monde le sait - anti-redistributifs, à cause du plafonnement des cotisations. Ne pas dépasser le point limite auquel est parvenu le prélèvement fiscal sur les cadres. Repenser l'assiette de l'impôt sur le revenu dont l'injustice fait que toute aggravation des taux renforce les distorsions : élargir les bases imposables, d'un côté par la suppression des privilèges fiscaux, de l'autre par un meilleur partage de l'effort entre revenus salariaux et non salariaux. Toutes les analyses montrent qu'on peut demander davantage aux gros revenus non salariaux et aux patrimoines. Le régime des grandes successions devrait être modifié, à l'image de ce qui se passe en Suisse et aux États-Unis. Un système d'aide à l'agriculture qui, plutôt que de soutenir les prix, se réorienterait vers l'aide au revenu, apporterait une nécessaire clarté à la connaissance des revenus agricoles. Le problème des charges financières des entreprises attend toujours la solution d'un « moratoire » proposé à Figeac par F. Mitterrand. D'une façon générale, les multiples transferts qui s'opèrent au détriment du tissu productif doivent cesser.

La maturité et le civisme des Français devraient permettre que tous ces problèmes puissent être mis « à plat » dans le souci d'une solidarité nationale plus réelle. L'« inflation à la française » prenant aussi racine dans des comportements sociaux, la « politique de la répartition » est un moyen, durablement plus efficace que la déflation, pour l'extirper.

2) Elargir dans la pratique la participation des travailleurs et des citoyens aux responsabilités collectives

a) Dans les entreprises

Depuis le 10 mai, les droits des travailleurs se sont juridiquement accrus, en particulier, l'espace de l'élection et de la négociation est en voie d'extension (entreprises publiques, Sécurité sociale, contrats de Plan, etc.). C'est l'occasion pour le syndicalisme de remplir cet espace, d'élargir son assise et de développer son influence. Mettre davantage les syndicats dans le coup, c'est pour le gouvernement de la Gauche une nécessité vitale.

Bilan devrait être tenu, trimestre par trimestre, des conditions d'application des lois Auroux. Les entreprises publiques devraient donner l'exemple. Or, force est de constater que, dans nombre d'entre elles la situation sociale est trop lente à bouger. La négociation annuelle des « contrats de Plan » devrait servir de tremplin à tous ceux qui veulent aller de l'avant. Faire travailler ensemble tous les acteurs de la production, c'est le meilleur ressort du redressement économique : telle sera la base d'un modèle français original de croissance et de développement. De même l'insertion des forces progressistes du monde agricole - dont la pluralité a été recon-



nue lors des dernières élections aux chambres d'agriculture – dans les structures consultatives et délibératives devrait être mieux assurée.

b) Dans les communes et les collectivités territoriales

La représentation politique des minorités a été assurée grâce à l'introduction d'une proportionnelle pondérée dans le scrutin municipal. Celui-ci a également su respecter un autre principe démocratique : la clarté du vote qui permet sans ambiguïté l'expression d'options majoritaires. Le choix des modes de scrutin régional et législatif doit aller dans le même sens, sans préjudice, à cette occasion, d'un juste redécoupage des circonscriptions.

Des immigrés installés de longue date en France, sans bénéficier des avantages de la nationalité française, n'en participent pas moins, tant par leurs activités professionnelles que par leurs contributions fiscales et sociales, à la vie de la nation. La logique d'une politique d'insertion implique une préparation des esprits à ce que certains droits civiques leur soient reconnus au plan local.

L'entreprise historique de décentralisation en métropole comme dans les départements et territoires d'outre-mer mérite d'être menée sans faiblir jusque et y compris aux transferts de compétences et de ressources. Mais il ne s'agit pas – sous couvert de rapprochement des décisions et de ceux qu'elles concernent – de remplacer une bureaucratie par une autre et de secréter de nouvelles féodalités. La décentralisation ne produira tous ses fruits que si elle s'accompagne d'une authentique démocratisation de la vie locale. L'élargissement des droits des citoyens (par exemple l'institutionnalisation de commissions extra-municipales, comités de quartier, droit d'initiative populaire) doit marcher de pair avec l'extension du pouvoir des élus.

3) Donner plus de dynamisme à l'impulsion de l'État

La puissance d'inertie de certains secteurs de la structure administrative se fait pesamment sentir depuis deux ans. Le principe des « thèses sur l'autogestion » rappelé par le Projet socialiste, « transformer le fonctionnement de l'État et en changer la nature », reste essentiel au changement.

La transmission de l'impulsion politique est pour les ministres affaire d'autorité personnelle et de sens du commandement. Mais elle dépend aussi d'une pédagogie du changement qui sait mettre tout le monde dans le coup. Les états-généraux de la Recherche et de la Technologie n'ont pu modifier le panorama de la recherche en France parce que l'ensemble des acteurs sociaux (chercheurs, personnels de recherche, élus, syndicalistes, dirigeants d'entreprise) a été associé à la définition d'une nouvelle politique. Pourquoi ne pas prévoir un débat sur le Plan dans les entreprises, dans les communes et dans les universités ?

Si l'administration, de servante, devient si souvent maîtresse, cela tient aussi à l'inadaptation de ses structures aux exigences de notre action. Car il s'agit de transformer une mécanique de gestion en capacité d'impulsion. Un Commissariat au Plan trop peu consistant ; un ministère de l'Industrie dépourvu de moyens d'impulsion suffisants, une administration des Finances plus experte à manier le frein que l'accélérateur : le profil du poste de pilotage manque d'« aérodynamisme ».

Une nouvelle configuration plus cohérente est souhaitable. Au Premier ministre seraient rattachés le Budget et le Plan ; au ministre de l'Industrie la responsabilité des financements de l'industrie – qui dépend aujourd'hui des Finances – et celle du Commerce extérieur, afin d'assurer une meilleure coordination de la politique industrielle ; celui de l'Économie serait restauré dans sa fonction de gardien des grands équilibres financiers.

La cohérence administrative rejoindrait aussi l'efficacité politique qui commande le resserrement autour du Premier ministre d'un véritable état-major d'impulsion rassemblant une dizaine de titulaires des grandes fonctions de l'État ainsi remembrées.

4) Mieux faire appel à l'initiative et diffuser les valeurs du changement

À quoi bon changer les têtes, si ce qui se trouve dans les têtes ne change pas ? On mesure mieux aujourd'hui en quoi la culture ambiante, faite de dépolitisation et de scepticisme à l'égard de tout idéal collectif, est un frein pour le changement.

Le diagnostic du Projet socialiste reste valable. Le « néolibéralisme » est devenu l'idéologie dominante au cours des années 70. Dénouçant tout effort de compréhension globale comme le premier pas sur la route du totalitarisme, il fait écran à toute prise de conscience des dynamiques sociales, qui sont nécessairement globales. Repli sur la sphère privée, culte de l'individualité, éloge du narcissisme (la mentalité du « recentrage » chère aux publicitaires), les valeurs portées par cette idéologie brouillent le sens de l'action collective. La critique visant le Parti socialiste comme un pur « appareil vertical » s'inscrit dans la logique de cette dévalorisation des valeurs collectives.

Si ce « néo-libéralisme » – dont le « libéralisme avancé » giscardien n'était qu'une variante – peut être caractérisé comme idéologie de crise, c'est pour une raison très simple : en prêchant la résignation, le détournement de l'engagement collectif et le repli sur les micro-pouvoirs il laisse le champ libre, au plan mondial, aux grandes manœuvres des multinationales et des superpuissances. Il ouvre la voie au retour d'une extrême-droite fascisante exploitant à son profit, y compris dans les milieux populaires, le racisme et l'insécurité liés au chômage. La bonne réponse ne peut être que globale : à la fois une politique plus énergique de lutte contre le chômage, une défense intransigeante des libertés et, plus généralement, l'affirmation des valeurs de la Gauche.

Le « changement » a besoin de civisme. Il se nourrit du sens de l'intérêt collectif, de la responsabilité, de la solidarité. Il doit être porté par des citoyens conscients et organisés – au sens fort de ce terme – qui comprennent que la République n'a de sens que si elle est – comme son nom l'indique – le « chose de tous ».

La « culture du changement » a pour base objective les structures de droits et de pouvoirs dont la mise en place est l'aspect le plus novateur de la nouvelle politique, mais elle ne se décrète pas. La resyndicalisation, le développement de la vie associative, l'action des partis de gauche doivent l'encourager.

L'augmentation du budget de la culture ne doit pas servir à renforcer un art élitaire ! Il n'y a pas de contradiction entre la création et la démocratie. La Gauche conservera la confiance des artistes en réalisant le changement culturel proposé par le Parti.

Les socialistes feraient bien de ne pas oublier que dans le champ très complexe des médias, leur parti et le gouvernement sont à eux-mêmes leurs premiers médias. Le fameux « problème de communication » n'est pas sans lien avec une certaine difficulté de faire passer le souffle d'un projet et à situer l'action des pouvoirs publics dans l'éclairage de valeurs positives : démocratie élargie, nouvelle croissance, indépendance nationale, intérêt du travail, goût de la connaissance, dévouement à l'intérêt collectif. Le sort de « la bataille culturelle » dépend aussi de la détermination des socialistes à s'y engager pleinement.

Les médias reflètent mal la diversité des sensibilités et des cultures, ils reflètent trop bien au contraire la timidité de la Gauche à défendre ses idées. L'application effective des ordonnances de 1944 – ou leur mise à jour – casserait les monopoles de presse. Il conviendrait également que soit davantage garantie l'autonomie des rédactions par rapport aux propriétaires de journaux.



Le débat sur la communication audiovisuelle devrait être porté à un autre niveau par le Parti socialiste tout entier. Le projet « Canal plus » risque d'être une occasion perdue pour l'innovation. Il serait pourtant possible, en combinant des financements par péage et par dotation budgétaire, de répondre, dans une optique de réseau, aux besoins de communication sociale, de télévision de services et plus largement de progrès et d'innovation sociale.

L'autre grand défi culturel, celui de l'école, est à peine davantage relevé. Un changement d'échelle s'impose dans la réflexion, dans le rythme du mouvement de transformation scolaire, et dans le niveau des moyens.

La place et le rôle de l'école doivent être fondamentalement repensés, depuis l'instruction initiale jusqu'à la formation permanente. Le développement rapide des moyens audiovisuels de grande diffusion, l'inscription massive des technologies nouvelles dans la production et la vie sociale, les effets de la crise ont minoré le rôle de l'école, rendu inadaptés ses contenus et ses méthodes d'enseignement, limité ses résultats, désorienté ses

maîtres. Le renoncement aux valeurs collectives, à l'histoire, au civisme découragent l'esprit critique, le sens de l'effort et de la responsabilité.

L'immobilisme éducatif serait la pire des réponses. Pour réussir, la majorité doit oser son projet éducatif, c'est-à-dire considérer *l'investissement éducatif comme la grande priorité nationale* : redonner à l'école, un siècle après Jules Ferry, une grande mission et de vastes perspectives.

Il est urgent de redonner aux yeux de tous un sens à la laïcité, de revaloriser le rôle des enseignants, d'associer à la transformation de l'École tous les partenaires potentiels du changement. Pour remettre durablement et solidement, dans le champ de la transformation sociale, enseignants, familles, syndicats ouvriers et du cadre de vie, associations d'éducation populaire, une vision d'ensemble est nécessaire. La nation tout entière doit devenir la nation éducatrice dans la diversité de son corps social. Elle suppose une mutation nécessaire des mentalités, une transformation profonde des champs et des contenus de connaissance, une adaptation de la pédagogie, une évolution des structures.

La France contre la logique des blocs

L'adoption d'une politique économique plus offensive visant à créer un différentiel de croissance positif avec nos principaux partenaires commerciaux ne suffit pas à définir une perspective de « sortie de crise ».

Celle-ci à coup sûr sera longue et passera par des solutions internationales qu'il appartient à la France de faire mûrir. La France reste en effet en Occident le seul grand pays capable de tenir pour le monde entier un langage différent de celui des États-Unis. Sans elle pas de dialogue et par conséquent pas de moyen de faire évoluer les choses. Or, qu'il s'agisse de réforme du système monétaire international, d'aide aux pays en voie de développement et plus généralement de politique vis-à-vis du tiers monde, de relance concertée des économies industrielles ou de coordination des avancées sociales entre les grands pays qui participent au commerce international, nous ne sommes pas d'accord avec les États-Unis.

Mais la France n'est pas seule : l'Europe tout entière souffre d'un déclin industriel accéléré depuis dix ans. Le tiers monde se débat dans des difficultés de plus en plus dramatiques.

Donner un nouveau contenu à l'Europe, en particulier dans le domaine technologique, industriel, commercial et social, afin qu'elle cesse d'être, comme elle l'est trop souvent, l'alibi du renoncement et de la dilution dans une vaste zone de libre échange alors que les États-Unis et le Japon cultivent un protectionnisme sans complexe : tel doit être l'axe d'une politique européenne de la France, patiente et pragmatique, qui un jour devra concerner d'autres domaines, en particulier celui de la sécurité. Pour y parvenir, il faut moins compter sur la bonne volonté des autres, et davan-

tage sur nous-mêmes. Le déclin de l'Europe depuis dix ans est autant l'effet de son incapacité politique que de sa subordination aux États-Unis.

La Communauté économique européenne est entrée dans une crise interne qui ne laisse plus le choix qu'entre un blocage généralisé et une relance globale.

La politique de la France doit donc être celle de la relance globale et de l'affirmation européenne, elle consistera par conséquent à lier fermement, dans la réalité des négociations, et pas seulement dans les discours, tous les enjeux.

Les dossiers de l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne, de l'extension de la politique agricole commune aux produits de l'agriculture méditerranéenne, de l'augmentation des revenus propres de la Communauté, du problème particulier de la contribution britannique doivent être considérés comme indissociables. Ils doivent être liés aux propositions de politique industrielle et commerciale communautaire que la France a vainement avancées jusqu'à présent et qu'elle doit compléter par celle d'un assouplissement du fonctionnement du Système monétaire européen.

Depuis dix ans la politique agricole commune s'est profondément dégradée, accentuant les disparités entre les agriculteurs et entre les régions... Il faut donc la renégocier globalement, en revenant à une complète préférence communautaire et en instaurant des organisations de marché plus équitables pour les produits méditerranéens et pour les petits et moyens producteurs.

Le Poing et la Rose responsables

Hebdomadaire officiel du Parti socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 200 F

à adresser à :

« LE POING ET LA ROSE RESPONSABLES »

10, rue de Solférino, 75333 PARIS CEDEX

(chèque à l'ordre de André Laignel)

ABONNEMENT A PRIX RÉDUITS

POUR LES MEMBRES DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES DES SECTIONS

60 F PAR AN



Socialistes européens, gardons-nous des illusions « européistes ». Une Europe libérale, sous influence américaine, ne peut pas progresser. La vie le démontre tous les jours, l'Europe ne se fera pas contre les nations qui la composent. Sans une France juste et déterminée il n'y aura pas de relance européenne.

La France doit dénoncer les nouveaux moyens d'asservissement du tiers monde : charge écrasante de la dette, politique des taux d'intérêt élevés, tutelle du F.M.I., et continuer d'avancer des solutions, comme le Président de la République a commencé à le faire : moratoire des dettes, relance concertée, relance monétaire, etc.

La France doit développer davantage ses relations avec les pays d'Amérique latine et d'Asie. Aussi conviendrait-il de mieux utiliser notre aide pour la rendre plus efficace, politiquement et économiquement.

En Afrique, où se trouvent beaucoup de pays parmi les moins avancés, la France, loin d'entretenir des illusions et des réflexes d'autrefois, favorisera les évolutions qui se font jour dans un sens progressiste, sans prétendre s'y substituer.

Un rôle accru de la France dans le monde passe aussi par un meilleur positionnement sur l'axe Est-Ouest.

Parce que nous croyons que les problèmes de développement sont le principal défi auquel doit répondre l'humanité, nous ne pouvons pas accepter de les voir réduire à l'affrontement des États-Unis et de l'Union soviétique.

Si celle-ci nous pose un problème de sécurité en Europe et représente un modèle de société que nous avons toujours rejeté, il ne s'ensuit pas que nous devions traiter tous les problèmes à travers le prisme déformant de l'antisoviétisme. La proximité de l'U.R.S.S. ne doit pas nous faire tomber dans la dépendance des États-Unis qui tendent à transformer l'Alliance atlantique, dont le champ d'application et les obligations sont pourtant strictement délimités par les traités, en une pure et simple hégémonie. Les thèses des faucons de l'administration américaine qui recherchent en fait la suprématie, ne répondent pas à l'intérêt de la France.

Tant que les conditions d'un véritable désarmement ne sont pas réunies, la sécurité de l'Europe ne peut être fondée que sur l'équilibre ; il est important que cet équilibre s'établisse au plus bas niveau possible car l'Europe, coincée entre les deux Grands, n'entend pas devenir le champ de bataille d'une guerre nucléaire limitée.

Nous sommes donc favorables au développement d'une dissuasion stratégique française, la seule qui soit européenne. Nous souhaitons en même temps que l'autorité de la France soit utilisée le moment venu pour obtenir la plus forte réduction possible de part et d'autre du niveau des armements dits « stratégiques ». Il ne peut être question d'accepter la prise en compte de la force française de dissuasion dans la négociation entre les deux Grands, dont les capacités de destruction sont sans commune mesure avec les nécessités d'une simple dissuasion.

Plus généralement, il nous semble que la France doit parler à la fois avec Washington (parce que l'Europe et l'Amérique sont solidairement responsables de l'héritage de la démocratie politique) et avec Moscou (parce que les relations traditionnelles de la France et de la Russie ont toujours été la base de la sécurité européenne).

Il faut rendre à nos concitoyens la fierté d'être Français.

Héritière d'une grande histoire et d'une grande culture, conservant une influence mondiale et continuant d'exercer des responsabilités importantes en Afrique et en Orient, la France est non seulement le pays-clé de l'Europe mais aussi celui qui continue de porter en avant, deux siècles après la grande Révolution, les idéaux de la liberté et de la démocratie. Nous sommes comptables collectivement d'un Projet socialiste qui nous dépasse en tant que Nation. C'est une lourde responsabilité. Mais en même temps quoi de plus conforme au génie de la France ?

Celle-ci ne peut pas être médiocre. Nous sommes l'un des rares pays d'où l'on peut encore peser sur le destin du monde. A vrai dire avons-nous le choix de la veulerie et de la démission ? Plus simplement s'impose à nous l'impérieux devoir d'exister !

Un nouvel élan pour le Parti

Il y a lieu d'être d'autant plus exigeant à l'égard du Parti que l'on se fait une haute idée de sa mission. Le contraste, de ce point de vue, ne peut manquer de frapper entre l'importance des nouvelles responsabilités qui sont celles de la principale composante de la majorité et cette sorte de flottement qui s'est produit dans le Parti, confronté, à partir du 10 mai 1981 à une situation tout à fait inédite.

Depuis le Congrès de Valence, la vraie mesure des problèmes a pu être prise. Le Président de la République a besoin du relais dans le pays d'une formation de militants déterminés, imaginatifs, responsables. Réalisme et ambition doivent être là comme ailleurs nos maîtres-mots, le réalisme ne consiste pas à abandonner ses objectifs mais à se donner les moyens de son ambition. Il ne s'agit donc pas d'effacer le Congrès de Metz, mais d'en prolonger l'inspiration. Seul un progrès de la conscience politique et de la qualité de notre organisation peut permettre l'intégration de nouvelles générations de militants. Sans lui la rhétorique du « grand parti de masse » restera purement incantatoire. Les nouveaux adhérents attendent tout particulièrement du Parti qu'il leur apporte une formation solide et une réelle capacité d'action collective.

Sans doute nos effectifs ne sont-ils pas assez nombreux. Pourtant la question principale est moins quantitative que qualitative.

1) Une meilleure efficacité du fonctionnement interne pour faire face avec promptitude et initiative à nos tâches.

– **Une bonne direction nationale** est indispensable à l'efficacité de l'impulsion. Un groupe de 40 personnes (c'est l'effectif du Bureau exécutif national) peut-il vraiment fonctionner comme une direction ? L'effectif des organes dirigeants – B.E.N. et Secrétariat – devrait être sérieusement restreint. Le fonctionnement effectif de la direction n'en serait que plus collégial.

– Trop de **sections** mastodontes restent des structures de pouvoir plus que des organes d'action. Une modification des statuts prévoyant la division automatique des sections de plus de 250 membres devrait être appliquée sous le contrôle d'une commission spéciale du Bureau exécutif national.

2) Priorité absolue devrait être donnée aux secteurs d'intervention et à la formation. Le secteur Entreprises doit devenir la préoccupation de tout le Parti. Il ne peut vivre qu'avec des permanents nationaux et fédéraux. Un budget propre à chaque G.S.E. national et un permanent semblent vraiment un minimum en dessous duquel la masse critique ne peut être atteinte. Dans chaque fédération un budget égal au moins à 15 % du budget fédéral doit être accordé au secteur Entreprises. Au niveau national, le mensuel « Combat socialiste » sera relancé.

– Le Parti qui appelle à faire confiance aux jeunes doit commencer par mettre cet appel en pratique pour ce qui le concerne directement. Le M.J.S. doit bénéficier dans le cadre des orientations du Parti d'une véritable autonomie de gestion.

– La multiplication des stages nationaux de formation est une bonne chose, mais encore en retrait sur la nécessité d'une école permanente, réclamée depuis des années, et qui assurerait systématiquement des sessions de réflexion pour des responsables et des sections.

Un parti plus efficace et plus ambitieux jouerait mieux rôle de force d'entraînement dans la majorité. Le nécessaire élargissement de celle-ci ne doit pas s'opérer par la remise en cause mais par la consolidation des acquis. L'Union de la Gauche est le noyau historique du rassemblement populaire. La Droite ne s'y trompe pas, qui tente de la remettre en cause par tous les moyens. La Gauche ne doit pas s'y laisser prendre. Nous devons sans cesse affirmer l'Union. En particulier l'introduction de la proportionnelle dans le mode de scrutin législatif devra être opérée sans rompre la solidarité électorale des partis de la majorité.



La jeunesse : notre avenir

Notre entreprise doit associer le monde du travail, les forces dynamiques du pays et la jeunesse qui porte notre avenir collectif.

Les options économiques et sociales d'aujourd'hui façonneront l'avenir de la jeunesse. **Faire le choix de la croissance économique, c'est faire le pari de la jeunesse**, de sa créativité dans la société, de sa capacité à tracer l'avenir. Les jeunes ont besoin d'un projet auquel ils adhèrent, auquel ils participent. Ils ont besoin d'une politique claire, d'une volonté affirmée. Ils ont besoin d'un idéal. L'enthousiasme ne se décrète pas. A travers leur diversité, les jeunes ont bien des points communs : ils refusent l'assistance, ils demandent qu'on les reconnaisse comme responsables, capables de mener à bien leurs initiatives, leurs expressions culturelles, leurs solidarités. Le pari de la démocratie et de la responsabilité est aussi le pari de la jeunesse.

Si la Gauche ne prend pas tout cela en compte, elle échouera. Rien ne serait pire que d'accepter comme une fatalité le chômage des jeunes.

La situation française, dès 1981, a été analysée par le rapport Schwartz : sortie trop précocement du système scolaire, absence de formation de centaines de milliers de jeunes, chômage particulièrement fréquent chez les jeunes filles, sentiment d'inutilité, désarroi.

Le gouvernement a mis en place des programmes courageux et le Président de la République a affirmé, en s'adressant au pays, que les jeunes constituaient une priorité pour notre action.

C'est cette priorité qu'il faut consacrer pour les années à venir, en prolongeant et en approfondissant ce qui a déjà été réalisé. Dans ce domaine comme dans les autres, agissons pour que le message du Président de la République s'inscrive réellement dans les faits.

41 propositions pour la réussite

L'emploi sera, politiquement et socialement, le critère de notre réussite. Notre capacité à soutenir l'activité économique à un rythme suffisant et à rénover notre appareil industriel sera déterminante de ce point de vue.

Les propositions qui suivent découlent de cette évidence. Certaines d'entre elles (2, 3, 6) ont été testées et auraient pour effet, dès 1984, un supplément de 1,5 % de croissance, 100 000 emplois nouveaux et une diminution supplémentaire d'environ 20 milliards du déficit commercial.

Ces 41 propositions s'efforcent de traduire en actes la cohérence générale de notre motion : elles ne doivent donc pas être lues comme un catalogue de mesures juxtaposées ; on ne doit pas non plus s'attendre à y trouver un programme exhaustif.

I. Supprimer le déficit commercial

Il faut non seulement réduire le déficit commercial (93 milliards de F en 1982, 60 prévus en 1983), mais le supprimer. Première urgence de notre politique pour éviter l'aggravation de notre endettement et la mainmise des bailleurs de fonds internationaux sur nos décisions.

L'accroissement du service de la dette (qui fera un saut de plus de 30 milliards de F à partir de 1985) exige même un excédent de notre balance commerciale.

Trois mesures visent à la fois à réduire le déficit et à offrir des débouchés accrus aux entreprises.

1) Politique de change offensive qui contribuera à combler notre déficit sur l'Allemagne et les Pays-Bas (environ 1/3 du total), soit par renégociation du S.M.E. (variations fréquentes et de faible ampleur des parités), soit par une mise en congé provisoire.

Un franc ajusté permettra à nos entreprises de reconquérir progressivement une part du marché intérieur et d'augmenter leurs exportations.

Simultanément et pour limiter provisoirement le poids des importations compressibles, deux autres mesures temporaires sont à envisager dans le cadre des « clauses de sauvegarde » prévues par le Traité de Rome.

2) Dépôt préalable en devises sur les importations (par exemple 30 % de l'équivalent en francs des achats faits par l'importateur bloqués pendant trois mois).

Résultats : réduction d'environ 20 milliards de F des imports ; rentrées de devises d'un montant équivalent correspondant au crédit des fournisseurs.

3) Utilisation temporaire des contingents et mesures sélectives par produits pour donner à certains de nos producteurs nationaux le temps de se moderniser dans les secteurs définis par la politique industrielle.

Résultats : réduction d'environ 15 milliards de F des imports sur un an.

Ces mesures seront levées au fur et à mesure du rétablissement de la balance commerciale. Elles favorisent en attendant la modernisation de l'outil de production.

II. Accélérer la modernisation de l'outil industriel

L'investissement industriel n'a cessé de décroître depuis 1974. Il atteint aujourd'hui un niveau ridiculement faible (86 milliards de F seulement, soit 2,5 % du PNB).

4) Utilisation active du secteur public pour :

- réduire de manière accélérée la dépendance énergétique ;
- moderniser les industries de base (sidérurgie, chimie, aluminium, pâte à papier, verre) ;
- « lancer » véritablement la filière électronique.

Une telle utilisation des entreprises nationales implique une augmentation des dotations réservées en priorité à l'investissement. Cette autonomie de gestion n'a de sens pour des socialistes que si elle s'exerce dans le cadre d'une politique conforme à l'intérêt national.

5) Lancement d'un véritable plan « productique » à hauteur de 10 milliards de F pour accélérer la modernisation des industries manufacturières.

6) Soutien au développement des P.M.I. :

- incitation fiscale au « capital-risque » ;
- institution du « testament-partage » pour faciliter la transmission des P.M.I. et permettre l'accession aux responsabilités de cadres dynamiques ;
- aide à la création d'entreprises.

7) Restauration des outils de la planification tombés en désuétude :

- placer un Commissariat général au Plan renforcé auprès du Premier ministre, qui disposerait parallèlement des services de la direction du Budget ;



- constituer un ministère de l'Industrie qui puisse réellement jouer un rôle d'impulsion (en adjoignant à l'actuel M.I.R. les services du Commerce extérieur et la sous-direction des interventions publiques de la direction du Trésor);
- restaurer le ministère de l'Économie et des Finances dans son rôle de gardien des grands équilibres économiques et financiers.

III. Mobiliser les financements de la modernisation industrielle

8) Mise du système bancaire et financier au service de l'industrie en réservant un pourcentage fixe de ses dépôts à l'investissement en « capital-risque » (prises de participation dans des firmes à fort taux de développement) annoncé par le Président de la République dans son discours de Figeac.

9) Remplacement de l'encadrement actuel du crédit par une politique sélective. Les taux des prêts seront modulés selon quelques priorités simples du Plan, au lieu d'être fixés comme aujourd'hui en fonction du seul critère de la richesse de l'emprunteur.

10) Une banque nationale d'investissement aidera le développement du secteur public, par l'apport de fonds propres pour le compte de l'État, et participera à la mise en œuvre des priorités industrielles inscrites au Plan.

11) Cette B.N.I. sera notamment alimentée par une formule d'épargne libératoire de l'impôt.

12) Orientation de l'épargne vers les placements industriels. Utilisation des fonds de réserve des compagnies d'assurance à hauteur de 10 milliards de F par an. Développement d'un système de « livret industriel ».

IV. L'agriculture : expansion, emploi, diversification agricoles

L'agriculture, seconde activité productive, est la première de nos richesses naturelles. Support essentiel de l'emploi et de la vie en milieu rural, elle doit être rendue plus compétitive, plus diversifiée, moins inégalitaire, objectif réalisable dans un cadre européen rénové.

13) Réforme de la répartition des aides publiques à l'agriculture au profit des agriculteurs, notamment des jeunes qui n'ont pas eu accès jusqu'ici à la terre, aux moyens de production et à la formation nécessaire à leur pleine productivité.

14) Relance de politiques d'investissement et de développement agricoles et forestières diversifiées selon les régions et les catégories d'exploitation, les deux politiques-clés étant l'accroissement massif de notre effort de formation des agriculteurs et la maîtrise de l'eau.

15) Adaptation de la participation sociale et fiscale des agriculteurs à la mesure de leur capacité contributive. Pour y parvenir, l'instauration d'un statut distinct de l'exploitation et de ses travailleurs et une connaissance approfondie du revenu des agriculteurs constituent des préalables.

V. Aucune des orientations précédentes ne dispense d'une vigoureuse politique de lutte contre l'inflation

Pour stabiliser le franc et assurer la compétitivité de notre économie il faut non seulement réduire, mais supprimer le différentiel d'inflation avec l'Allemagne (actuellement près de 6 points). La « politique de répartition » annoncée il y a plus d'un an par le Président de la République devrait permettre de mieux maîtriser les processus qui sont à l'origine de l'inflation :

16) Contrôle des prix et des marges dans le secteur des services et de la distribution.

17) Lutte contre les rentes (professions fermées) et les abus de position dominante.

18) Mise en place d'un moratoire des dettes qui tienne compte des résultats enregistrés en matière de modération des prix pour les entreprises endettées à taux fixe.

19) Garantie effective du pouvoir d'achat moyen. Programmation négociée des augmentations nominales en anticipation de la baisse du taux d'inflation. Avec mécanisme trimestriel d'ajustement.

20) Organiser une grande négociation nationale portant sur l'ensemble des mécanismes de formation des revenus et des prix ainsi que sur les prélèvements et sur les prestations. Il s'agit d'assurer la transparence de ce que chaque groupe social verse à la collectivité et reçoit d'elle.

La « politique de répartition » ne laisse pas en dehors d'elle les transferts et la fiscalité.

VI. Plus de justice et d'efficacité pour les prélèvements fiscaux et sociaux

Pour diminuer le poids des charges sur les entreprises, la méthode la plus efficace sera toujours l'accroissement de leur chiffre d'affaires, c'est-à-dire la relance de l'économie. Ceci ne dispensera pas des mesures suivantes dont l'idée directrice est résumée par la formule : élargir les bases pour abaisser les taux d'imposition.

21) Réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour le rendre plus juste et plus productif :

- étendre le prélèvement à la source aux différentes catégories de revenus, y compris les bénéfices des sociétés (cette mesure conditionne tout rendement accru de l'I.R.P.P.);

- réviser les modalités d'imposition au forfait (les revenus non salariaux échappent plus facilement à l'impôt que les rémunérations déclarées par les tiers);

- généraliser les centres comptables agréés (cette mesure conditionne tout effort de justice à travers l'I.R.P.P.).

22) Renforcement de la fiscalité sur les patrimoines :

- réforme des droits de succession par relèvement des abattements sur les petites successions (jusqu'à 500 000 F) et augmentation de la progressivité sur les autres;

- alourdissement de l'impôt sur les grandes fortunes (notamment taxation des forêts).

23) Intensification de la lutte contre la fraude, en particulier en utilisant l'impôt sur les plus-values pour opérer les recoupements nécessaires sur les sources de revenus.

24) Réforme de l'impôt sur les sociétés encourageant le réinvestissement des bénéficiaires.

25) S'agissant du système de protection sociale, nous préconisons les orientations suivantes :

- mieux associer certaines catégories professionnelles à la couverture du budget social (par exemple, les gros agriculteurs à la couverture du budget social agricole);

- responsabiliser l'offre de soins (hôpitaux, industrie pharmaceutique, médecins, pharmaciens);

- faire de la prévention une priorité en créant des centres de santé intégrés.

26) Le financement des ressources supplémentaires qui seraient nécessaires doit être réparti entre l'impôt direct et une T.V.A. qu'il serait possible de mieux utiliser :

- en renforçant ses taux pour les biens de luxe et de haut de gamme;

- en taxant davantage les produits dont la fraction importée dépasse un certain pourcentage (40 à 50 %) du marché intérieur. (La T.V.A., à la différence des autres impôts, frappe l'importation tandis qu'elle épargne les produits exportés. Elle peut être un outil efficace de restauration de notre commerce extérieur).



VII. Mise en œuvre des nouveaux droits des travailleurs définis par les lois Auroux et la loi de démocratisation du secteur public

Formation des représentants des salariés. Renforcement de l'inspection du travail. Rétablissement d'un ministère du Travail.

VIII. Rénover le service public de l'Éducation nationale et la formation continue

27) **Instauration d'un grand service public unifié et laïque** de l'Éducation nationale, pour assurer un enseignement de qualité et de masse.

28) **Revalorisation du rôle des enseignants**, en particulier par l'adaptation de la formation initiale et continue à leurs responsabilités nouvelles et le développement de la recherche pédagogique.

29) **Rénovation des valeurs collectives** dans le respect de chaque individu, par un aménagement des programmes (instruction civique sur la vie de la cité, histoire, droit du travail, culture scientifique, technique et industrielle).

30) **Faire du plan éducatif**, en y intégrant les moyens de la formation permanente, l'affaire de tous : enseignants, parents, élèves, étudiants, au besoin par la création de nouvelles structures de concertation.

IX. Adapter les moyens de communication à notre projet culturel

31) **Favoriser le pluralisme de la presse** par le respect de la loi qui interdit à une même personne physique ou morale de contrôler directement ou indirectement plus d'un journal.

32) **Développer les moyens de communication sociale**, à l'occasion de la mise en place d'un quatrième réseau financé partie par péage, partie par dotation budgétaire et privilégiant divers types d'innovation sociale.

X. La France contre la logique des blocs

33) **Refuser la logique de Yalta : « ni alignement, ni isolement »** :
- en cherchant à réunir les conditions d'une paix durable en Europe par l'équilibre, au plus bas niveau possible, des arsenaux classiques et nucléaires entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. ;

- en maintenant la crédibilité d'une force de dissuasion française indépendante comme élément d'une sécurité collective conçue à l'échelle de l'Europe ;

- en développant avec les États-Unis des relations d'alliance sans complexe et en persévérant dans un véritable dialogue Nord-Sud.

34) **Affirmer une grande ambition européenne** :
- par l'accroissement des ressources propres de la Communauté ;
- par la révision de la contribution britannique ;
- par la renégociation approfondie de la politique agricole commune ;
- par l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, dans le respect des préalables posés par le Parti socialiste en 1978 ;
- par une politique de coopération scientifique, technologique et industrielle, associant les états et les grandes entreprises ;
- par une réforme du S.M.E. ;
- par une politique commune de recyclage des capitaux extérieurs ;
- par une politique commerciale protégeant le marché européen.

35) **Affirmer une politique de solidarité** avec les luttes de libération nationale et faire prévaloir un programme d'urgence en faveur des pays en voie de développement (moratoire des dettes). Militer pour une organisation équitable des échanges mondiaux : accords de co-développement d'État à État.

36) **Développer une politique active de défense des droits de l'homme et des peuples** (Honduras, Nicaragua, Pologne, Afghanistan...).

XI. Aux côtés du gouvernement, le Parti socialiste éclaire l'avenir

37) **Le Parti doit organiser la riposte et mobiliser** :

- contre les tentatives de déstabilisation, la montée des idéologies inégalitaires, xénophobes, racistes ;
- pour le soutien aux luttes des travailleurs, pour le respect des acquis et des droits nouveaux dans les entreprises et dans la cité.

38) **Le Parti doit éclairer l'avenir** en lançant rencontres et colloques sur les grands problèmes (travail et emploi des femmes, fiscalité, réforme foncière, réduction du temps de travail et allongement du temps de formation, protection sociale...), afin d'associer les militants et les acteurs du changement aux grandes options gouvernementales.

39) **Tenue d'une Convention nationale** préparant un programme pour la nouvelle législature (1986-1991).

XII. La Gauche doit mettre en œuvre une politique globale de la jeunesse Le rapport Schwartz en définit les lignes maîtresses

40) **L'État passera des accords avec les collectivités locales** pour réaliser des actions coordonnées permettant de responsabiliser les jeunes, de favoriser leur insertion dans la société :

- entreprises de jeunes ;
- universités populaires s'adressant prioritairement aux couches défavorisées ;
- programmes de « loisirs quotidiens » et d'animation péri-scolaire, en liaison avec les associations et sur des projets pédagogiques précis ;
- développement de la micro-informatique ;
- radios et journaux télévisés de jeunes ;
- mutuelles pour le logement des jeunes ;
- « jeunes volontaires » ; etc.

41) **Transformation des conditions du service militaire** dont la durée, progressivement modulée, sera finalement ramenée à 6 mois.

« P.S.-Aujourd'hui »

C'est un quotidien d'information sous forme de lettre, qui paraît du lundi au vendredi.

ABONNEZ-VOUS SANS TARDER !

Il ne vous en coûtera que 150 F par an pour un minimum de deux cents numéros.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

Adressez vos chèques bancaires ou C.C.P. à :
**P.S.-AUJOURD'HUI, 10, rue de Solférino,
75333 PARIS CEDEX 07.**



MOTION N° 3

Retrouver l'initiative politique par un bon usage de la rigueur

Gérard ALLARD (sec. G.S.E., 36) ; **Jacques AUCAGNE** (sec. section, 28) ; **Philippe BENAUT** (bur. féd., sec. section, 34) ; **Jean-Charles BEUCHER** (maire, président U.D.E.S.R. 53) ; **Claude CADENEL** (C.E.F., 04) ; **Bernard CALLEN** (conseiller gén., C.E.F., 33) ; **Pierre CARDINAL** (81) ; **Jean-Hugues CHAUCHAT** (C.E.F., sec. section, 42) ; **Marc CHESNOT** (41) ; **Jean-Pierre CHIBRAC** (sec. section d'entreprise, 06) ; **Annie COUTAUD** (19) ; **Gérard DUBUIS** (sec. section M.J.S., 59) ; **Lydie DUPONT** (58) ; **Vincent EBLE** (77) ; **Dominique GAUDRON** (73) ; **Jean-Luc GONEAU** (Bur. féd., conseiller Paris) ; **Henri GRABNER** (C.E.F., 22) ; **Claude GUIMONT** (35) ; **René HENRIOT** (con. gén., maire Champlitte, 70) ; **Luc HINTERSEBER** (92) ; **François HOLLARD** (38) ; **Claude ICONOMOU** (83) ; **Gilles LECHEVILLIER** (conseiller mun., 60) ; **Yves LECORNEC** (C.E.F., 14) ; **Jean-François LEJEUNE** (29) ; **André LÉON** (sec. fédéral, 56) ; **Yves LESPERANCE** (conseiller mun., 62) ; **Marie-Noëlle LIENEMANN** (maire adj., cons. général, bureau exécutif du P.S., 91) ; **Marc LUCAS** (cons. municipal, 91) ; **Richard MASSON** (bur. fédéral, maire adj., 76) ; **Joseph MENGA** (député, maire adj., 76) ; **Jacques MUGNER** (maire adj., 27) ; **Jean-Christophe MULLER** (équipe nat. M.J.S., maire adj., 30) ; **Annick OSMONT** (94) ; **Tony PIAUVESAN** (C.E.F., 74) ; **Alain RICHARD** (député-maire, comité directeur, 95) ; **André ROYER** (maire, C.E.F., 57) ; **Éric SCHMITT** (93) ; **Marc SORLOT** (maire adj., 55) ; **Marc VERISEL** (C.E.F., 42) ; **Jean-Pierre WORMS** (député, maire adj., 71) ; **Odile CHAUSSY** (sec. féd., 56) ; **Alain DELAGE** (86) ; **Renée DELOUVÉE** (sec. commission nat., 78) ; **Yves-Marie LELAY** (29) ; **Hubert MOREL** (11) ; **Bernard MORIN** (sec. fédéral, con. mun., 95) ; **Jacques PALAMA** (sec. féd. Environnement, 01) ; **Alain VIVARA** (délégué féd. Environnement, 06) ; **Philippe WOLFROM** (69).

SOMMAIRE

I. – Les enjeux du Congrès de Bourg

1. Deux choix majeurs :

- Une politique économique.
- Cette politique étant retenue, quelles transformations sociales pouvons-nous entreprendre ?

- Un échange loyal dans le Parti.
- A quoi sert le Congrès du P.S. ?

II. – Parler vrai sur la crise

- La crise est durable.
- En France plus qu'ailleurs.
- Du bon usage de la rigueur.
- Soutenir le gouvernement pour un nouvel essor.

III. – Pour une démarche autogestionnaire

- L'homme, la société, l'État.
- Négocier le changement et le gérer à la base.
- Lutter contre le repli autoritaire (ou étatique) en donnant la parole aux citoyens.
- Utiliser de manière économe nos ressources, pour se donner les moyens du changement social.

IV. – Cinq projets pour la conduite du changement

- Un projet culturel :
 - L'action culturelle.
 - L'éducation.
- Un projet social :
 - Partager et changer le travail.
 - Une politique de santé et de protection sociale.
- Un projet politique.

4. Un projet économique :

- Les objectifs.
- Les actions prioritaires.
 - Changer la conception française de l'entreprise, ses modes de prélèvements et d'obtention de crédit.
 - Dévier l'épargne des biens « stériles » vers l'investissement productif et récupérer la rente foncière.
 - Restituer l'économie aux citoyens en développant les fonds salariaux, en supprimant toute réglementation qui n'apparaît pas fondamentale et en développant l'économie sociale et les organisations de consommateurs.
 - « Réintégrer » l'économie souterraine.
 - Achever les modernisations de l'agriculture et de la distribution.
 - Lutter contre le développement inégal des régions, générateur de coûts économiques et humains occultes, par l'aménagement du territoire et la politique des transports et de l'énergie.
 - Améliorer le cadre de vie.
- Planifier notre développement :
 - En matière de politique sociale.
 - En matière de politique industrielle.
 - En matière de politique agricole.

5. Un projet international :

- L'enjeu européen.
- Une politique offensive de co-développement avec le tiers monde.

V. – Le réveil nécessaire du Parti

- L'action autonome du Parti et le soutien au gouvernement.
 - Accompagner efficacement l'action du gouvernement.
 - Le Parti doit aussi renforcer son action autonome.
- Le rayonnement du Parti vers l'extérieur.
- L'organisation et la vie démocratique du Parti.

Conclusion



I. Les enjeux du Congrès de Bourg

A Bourg-en-Bresse, nous allons délibérer sous les regards exceptionnellement attentifs du pays. C'est logique : les socialistes sont « au pouvoir » et chacun, surtout dans les difficultés actuelles, se sentira concerné par notre congrès.

Dès lors, les problèmes de la société française, ceux de tout le monde, devraient occuper une place beaucoup plus importante dans nos débats que les luttes de pouvoir interne. Et cela d'autant plus qu'aucune échéance électorale proche ne risque de dramatiser, ni d'aviver les rivalités personnelles.

Les conditions sont donc réunies pour un débat sérieux, serein mais approfondi, débouchant sur des choix clairs quant à notre stratégie pour les années à venir. Profitons de ces circonstances, soyons dignes de l'enjeu de ce congrès et de l'attention que lui porte l'opinion.

Deux choix majeurs

Parti de gouvernement, nous sommes confrontés aux choix qui vont définir l'originalité de la politique de la France dans un contexte de crise aggravée.

Les choix qui nous incombent sont simples à énoncer :

- Quelle politique économique pour la France face à la crise ?
- Ce cadre étant posé, quelles transformations sociales pour compléter les grandes réformes ?

A) Une politique économique

Pour un gouvernement socialiste, dans la situation de 1983, il n'y a que deux options (dont chacune comprend des variantes).

D'un côté, les camarades du C.E.R.E.S. appellent à une relance visant à un taux de croissance supérieur de 3-4 % à ceux de nos partenaires économiques. Ce but serait atteint par des mesures d'assistance au développement des entreprises : dévaluation accentuée du franc, refus des obligations du système monétaire européen, protection contre la concurrence extérieure. C'est une démarche volontariste, misant sur le rôle de l'État. Elle s'appuie sur un engagement nationaliste qui lui donne une inspiration idéologique. Nous reconnaissons la cohérence de cette politique ; mais nous la jugeons inefficace et dangereuse tant pour les chances économiques que pour l'influence internationale de la France.

De l'autre côté, le gouvernement a choisi de donner à l'économie ses chances concurrentielles en éliminant le handicap de l'inflation, et de rétablir l'équilibre des échanges extérieurs sans risquer l'isolement. Cela passe par une maîtrise ferme des circuits financiers publics, et par un plan industriel armant les entreprises dans la compétition technologique et commerciale. Elle a aussi sa cohérence et suit d'autres valeurs politiques, qu'il nous faut mieux affirmer. Nous soutenons sans ambiguïté cette action et nous souhaitons la prolonger. Nous pouvons critiquer telle ou telle modalité de la politique de rigueur, mais nous affirmons sa nécessité et son bien-fondé.

S'engager dans la clarté

Le choix est entre ces deux politiques et c'est le débat majeur du Parti. Pourquoi, alors, trois motions ? Nous estimons que face à la motion du C.E.R.E.S., qui expose clairement une politique et ses prolongements, la motion n° 1, rassemblant les autres courants traditionnels, exprime un « soutien » à l'action de rigueur du gouvernement qui reste brouillé par trop d'hésitations et de réticences. Comme si la légitimité « de gauche » était

naturellement dans le sens du C.E.R.E.S. et que le soutien à l'autre politique gardait un caractère difficilement avouable pour les socialistes !

Sans doute cette ambiguïté qui perce dans la motion n° 1 révèle le mal que ses auteurs ont eu pour dégager un compromis acceptable par des signataires très hétéroclites. Que ce compromis soit nécessaire à la clôture du Congrès, pour assurer le rassemblement du Parti dans l'action, nous en sommes d'accord et nous y participerons.

Mais négocier ce compromis avant que le débat n'ait été mené dans le Parti, avant que les militants n'aient dit leur préférence, ce n'est ni la clarté, ni la règle du Parti. Voilà la première raison de notre motion : s'exprimer sur le fond, ne pas établir les compromis sur des bases purement tactiques.

B) Cette politique étant retenue, quelles transformations sociales pouvons-nous entreprendre ?

Il peut être tentant, pour des militants socialistes, de concevoir la rigueur actuelle comme une « pause », une « parenthèse », une « phase de consolidation » après une « phase de progrès ». Le terme même de « rigueur » les choque. Comme si le laxisme était un principe de gauche ! Mais, plus gravement, ils ne croient pas que les socialistes puissent changer la société en dehors des périodes de croissance forte. Comme la croissance, hélas, ne se décrète pas, faut-il attendre une très hypothétique relance pour poursuivre notre œuvre de changement ? Certains des rédacteurs de la motion n° 1 l'ont affirmé expressément. Nous ne le pensons pas. Le texte de la motion n° 1 est loin d'être clair sur ce point. C'est là une réserve majeure qui est la seconde raison de notre dépôt de motion.

Rigueur et changement social

La rigueur nécessaire à l'affirmation extérieure de la France n'est pas une orientation antisocialiste, qui bloquerait toute réforme de fond ; elle peut être au contraire en parfaite cohérence avec notre projet de transformation de la société. C'est plus difficile que si nous jouissions d'une forte croissance, nous permettant d'accompagner les réformes par la redistribution d'un surplus de richesses. Mais c'est possible. Et la poursuite d'une politique offensive est nécessaire pour maintenir la mobilisation pour le changement, sans laquelle aucune action socialiste ne réussit. Sur certains points, la rigueur peut même faciliter l'apparition de solutions nouvelles en obligeant à traiter des problèmes bloqués depuis longtemps.

Il nous paraît donc indispensable que ce congrès amène les militants socialistes à reprendre l'initiative politique, grâce à un bon usage de la rigueur. Ce bon usage de la rigueur, c'est la volonté affirmée de combattre les privilèges et inégalités, c'est la volonté d'avancer concrètement vers le socialisme autogestionnaire.

C'est un appel à la lucidité et au refus de la facilité. Nous pensons qu'il est dans l'intérêt du Parti et de l'entreprise de gauche. Il est frappant de voir autour de nous que les groupes sociaux bénéficiaires des principaux efforts de redistribution sociale (smicards, personnes âgées, familles nombreuses) ne sont pas les premiers à se mobiliser pour relayer notre action transformatrice dans la société. Aussi devrions-nous pouvoir continuer à compter sur un appui de ceux qui sont mieux armés pour accéder à l'expression et à l'engagement politique, comme les travailleurs qualifiés, les techniciens et cadres moyens, les agents publics. Mais leur pouvoir d'achat n'a pas progressé et ils s'en disent parfois déçus. Nous ne devons pas les bercer d'illusions à cet égard. C'est essentiellement par un partage réel du pouvoir, par un grand dessein qui leur ouvre des responsabilités et des espaces de liberté que nous les amènerons à s'engager plus fermement à nos côtés.



Cette reprise d'initiative s'impose donc d'autant plus que la situation politique est plus difficile que beaucoup d'entre nous ne le prévoyaient. La crise se poursuit sur le plan économique et la reprise chez nos partenaires reste très incertaine. Les revendications et résistances catégorielles s'accumulent ; la droite et l'extrême-droite poursuivent une tactique de récupération efficace, et exploitent les mécontentements dans un sens de régression démocratique de plus en plus inquiétant.

Un échange loyal dans le Parti

Certains craindront que le dépôt de diverses motions ne soit une menace pour l'unité du Parti dans l'action. Il serait naïf de croire que la dissimulation de nos différences, le temps du congrès, puisse tromper qui que ce soit. Des alternatives se sont exprimées avec netteté, et elles portaient sur des points essentiels de l'action gouvernementale. Un accord d'appareil autour d'une motion floue encouragerait au contraire les interprétations sur une division bien plus grave, puisque cachée.

Les difficultés de l'exercice du pouvoir ne nécessitent pas la clôture d'un débat sur les projets et les problèmes du moyen terme, alors que ce débat a lieu tous les jours au sein de la population, parmi ceux qui nous font confiance. Nous devons prendre garde à l'idée dangereuse que la démocratie et le pluralisme sont des « luxes » auxquels il faut renoncer quand les problèmes deviennent sérieux.

A quoi sert le congrès du P.S. ?

Qui peut croire que les militants qui, parfois, se sentent peu armés, peu utiles, un peu déçus, retrouveront l'enthousiasme et le désir d'agir pour le succès sans cette double exigence de débat ouvert et de cohérence ? N'est-ce pas la condition pour devenir un « parti de masse » ?

Certes, nous devons observer le sens profond des responsabilités auquel a appelé le Premier secrétaire. Le congrès du Parti socialiste n'est

pas le lieu de critiques tâillonnes sur le gouvernement de la France. Un soutien actif doit être réaffirmé et le ton de nos débats doit préserver notre solidarité fondamentale.

Mais, dans notre Parti, les statuts garantissent la qualité du débat en « jumelant » le choix des responsables avec la définition des objectifs politiques. Cela donne parfois trop de poids aux problèmes d'hommes, mais au moins chacun est appelé à confronter ses propositions à l'opinion réfléchie des militants. Notre vie démocratique repose sur le principe que chaque sensibilité soumet ses propres thèses au vote des sections, reçoit une représentation définie par ce vote, et recherche, avec les autres un accord constructif permettant le rassemblement dans le respect du mandat reçu de la base.

Un soutien actif ne peut se priver de la définition précise des objectifs pour la fin de la législature, ni d'une conception clarifiée de la conduite du changement.

Seuls, nous ne pouvons faire face à cette exigence. L'ensemble des forces de la Gauche, politiques, syndicales et associatives, est concerné. Il nous revient de les associer davantage et de les impliquer plus étroitement à cette vaste action transformatrice de la société. Car les lois, les décisions d'État, pour indispensables qu'elles soient, ne sauraient suffire.

Ainsi le congrès de Bourg-en-Bresse offre l'occasion d'un élan nouveau pour la Gauche, en éclairant l'action gouvernementale, en la complétant par des actions multiples dans le sens de la justice et du partage des responsabilités.

En proposant un élan nouveau pour le Parti socialiste à travers des débats, une démocratie interne renforcée, une large ouverture vers l'extérieur, un appel à l'initiative des militants, nous engageons davantage le Parti socialiste à être un parti acteur du changement.

Cette motion se veut courte, elle insiste sur les problèmes les plus décisifs de l'heure, elle ne cherche pas à rappeler toutes les positions du Parti socialiste, ni celles qui sont communes avec la motion déposée par le Premier secrétaire.

Ainsi, nous espérons engager dans la transparence le débat du congrès et mettre chacun devant des choix vrais.

Le Poing et la Rose responsables

Hebdomadaire officiel du Parti socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 200 F

à adresser à :

« LE POING ET LA ROSE RESPONSABLES »

10, rue de Solférino, 75333 PARIS CEDEX

(chèque à l'ordre de André Laignel)

ABONNEMENT A PRIX RÉDUITS

POUR LES MEMBRES DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES DES SECTIONS

60 F PAR AN

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, la rédaction du Poing et la Rose Responsables a décidé d'offrir un abonnement réduit de 70 % à tous les camarades membres de la commission administrative de leur section. Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 60 F à : LE POING ET LA ROSE RESPONSABLES, 10, rue de Solférino, 75333 PARIS CEDEX 07. Chèque à l'ordre de André Laignel.

ATTENTION : Vous devez obligatoirement mentionner sur la demande d'abonnement votre numéro d'adhérent au Parti (consulter le listing de votre section), et écrire votre nom en lettres majuscules.



II. Parler vrai sur la crise

1) la crise est durable

La situation actuelle du monde est dominée depuis plus de dix ans par une dégradation générale que l'on appelle « crise » par habitude. Mais cette dégradation dépasse largement par sa profondeur, sa durée, son étendue, la notion courante de crise. Elle atteint tout autant le monde développé que, par contagion, le tiers monde, les pays capitalistes que les pays dits socialistes. Elle a duré déjà plus que la crise de 1929 et chacun sent bien qu'il s'agit d'un phénomène plus profond et de nature différente, comme le montre, par exemple, la coexistence du chômage et de l'inflation.

L'analyse faite par la Droite, et trop d'hommes de gauche, qui y voient une succession de crises conjoncturelles, est dérisoire. Il s'agit d'un moment de l'histoire où se modifient profondément tous les rapports sociaux, que le Parti doit étudier objectivement, en se dégageant des routines de pensée et notamment d'un keynésisme inopérant ou d'un marxisme tellement simplifié qu'il en devient sommaire. Cette analyse critique est nécessaire s'il veut être capable de fonder une action efficace et d'avoir un discours crédible.

En fait, ce sont de vastes mutations qui s'opèrent. Ces mutations sont tout à la fois économiques, sociales et culturelles. Mutations économiques, marquées par une redistribution des cartes à l'échelle mondiale, par l'assèchement de marchés entiers, par un désordre monétaire sans précédent et une nouvelle révolution industrielle autour du traitement de l'information, comparable par son ampleur à celle du début du XIX^e siècle. Mutations sociales également : crises des systèmes de santé et de protection sociale et de « l'État providence », paradoxe d'un niveau culturel qui s'accroît alors que s'amenuise la capacité d'intervention de l'individu dans son travail, dans sa vie quotidienne et dans la cité, paradoxe d'une demande sociale qui veut à la fois plus de sécurité et plus d'initiative, plus d'avantages sociaux et moins d'impôts ou de cotisations. Mutations culturelles enfin, où les valeurs qui ont mobilisé les énergies sociales depuis deux siècles sont remises en question, sans que se dessine clairement un nouveau système de valeurs. Dans cette « crise culturelle », les vieux démons du racisme, de la peur et du conservatisme reviennent en force.

Dès lors que peut signifier « sortir de la crise » ? Cette formule, outre qu'elle réduit le problème au seul économique, ne cache-t-elle pas une paresse de raisonnement ? Qui ne souhaite la croissance économique ? Si des chances d'en saisir des bribes existent, elles doivent être exploitées, mais tout orienter sur une hypothèse de croissance, qui n'a que peu de chances de se produire sur le modèle 1960-1971, est une erreur profonde, grosse de désillusions. Ce dont il s'agit c'est du passage à une autre société, qu'il faut connaître et maîtriser.

2) En France plus qu'ailleurs

Pour des raisons tenant à l'histoire, et aux rapports sociaux, la France n'avait pas achevé la modernisation de son économie quand se produisit la grande rupture de 1973.

Deux symptômes illustrent clairement cette survivance de comportements traditionnels :

– la forte tendance de notre économie à l'inflation, qui se confirme à travers toutes les phases de l'évolution économique. Elle révèle une résistance à l'adaptation de la part de presque tous les partenaires économiques, devant les changements de l'environnement technique et international ;

– la prédominance de mentalités corporatistes et patrimoniales chez la plupart des entrepreneurs, recherchant à la fois l'acquisition d'une rente de situation et la protection d'un État tutélaire.

Cette double rigidité de notre structure sociale entraîne un durcissement des tensions devant les coups de boutoir de la concurrence internationale, puis de la crise. L'État et les grandes entreprises modernes constituent entre eux une sorte de front pour créer les principaux pôles de la croissance. Dans une société très organisée en castes, cela se traduit par la domination d'un groupe fermé de décideurs techniques et administratifs, dont l'action se tourne plus volontiers vers la « prouesse technique » et vers la constitution de grands empires peu préparés à l'évolution. Les résistances que rencontre aujourd'hui notre effort pour vendre et exporter proviennent directement de cette conception étroite du progrès économique.

Dans tous les autres secteurs, on est resté souvent à une gestion au jour le jour, très méfiante vis-à-vis du changement social et du partage des responsabilités. La vision dominante de l'entreprise est celle d'une propriété privée, dont la direction revient à un seul et dont la fonction est de « faire tourner » un outil de production. La dureté de la confrontation sociale, la faible capacité d'évolution par rapport à la demande, le maintien crispé de méthodes de gestion autoritaires sont des réalités très largement répandues.

Notre affaiblissement relatif vis-à-vis des autres pays industriels ne provient ni de la fatalité ni de carences en ressources naturelles, que d'autres subissent plus que nous. Il résulte surtout d'un état de relations sociales et d'une politique. C'est ce qui détermine pour nous les axes majeurs du changement nécessaire.

3) Du bon usage de la rigueur

Or, paradoxalement, la « crise » qui se développe partout doit nous obliger à nous attaquer plus résolument à certains blocages traditionnels de la société française, faute de voir s'aggraver les injustices.

Pour les socialistes, la crise ne doit pas être subie passivement. La nécessaire rigueur financière et les efforts d'assainissement de l'économie ne doivent pas être conçus comme une « pilule amère » à avaler, comme une « parenthèse » (elle risque d'être longue !), comme une « pause » dans notre politique sociale.

La rigueur peut et doit être utilisée comme un levier de changement.

Depuis combien d'années par exemple condamne-t-on l'éventail excessif des revenus sans parvenir vraiment à le réduire ? Il y manquait la volonté politique de le faire, certes. Mais la façon dont chaque catégorie se définissait d'abord par l'écart qui la séparait de la catégorie inférieure ne facilitait pas les choses.

La « crise » peut légitimer la réduction progressive de ces écarts. La ponction inévitable sur le pouvoir d'achat ne sera acceptable qu'à certaines conditions : en clair, que si la progression des bas revenus s'accompagne d'une diminution des revenus élevés.

Une réduction plus rapide des écarts de patrimoine et de fortune (progressivité accrue de l'impôt sur les successions et de l'impôt sur les grandes fortunes) est également nécessaire.

Enfin, et surtout, le partage du travail, étroitement lié à la réduction des écarts de revenus, participe de cette même logique d'une juste répartition de l'effort demandé.

Là aussi, soyons clairs : la marche vers les 35 heures doit être rapide, et on ne peut envisager à ce sujet une compensation intégrale pour l'ensemble des travailleurs concernés.



Il convient aussi d'avoir une action structurelle visant notamment le rétablissement de la balance commerciale et une modification des habitudes de consommation entraînant un nouveau mode de vie.

Aussi, le « bon usage » de la rigueur consiste à l'utiliser comme un moyen de répondre à une immense aspiration insatisfaite de vivre autrement. Il y a encore dans ce pays d'immenses sources de créativité, de formidables énergies latentes pour libérer le citoyen et entrer activement dans le monde de demain.

D'autres rapports de travail, une vision différente du temps de travail et du temps libéré, d'autres mécanismes de solidarité sociale et de solidarité entre les générations, d'autres rapports entre les hommes et les femmes, d'autres rapports entre les services et les usagers, d'autres rapports entre producteurs et consommateurs... autant de révolutions « culturelles » que bloquait en fait le poids de grandes institutions (scolaires, sociales...) traditionnellement refermées sur elles-mêmes et détournées de leurs missions initiales par le poids idéologique, financier et social de la Droite.

La crise, et notamment la crise de financement de ces institutions, oblige à en changer la logique de fonctionnement.

Ainsi l'esprit de responsabilité face aux contraintes de la situation économique et financière du pays et le projet de changer la vie ne sont pas nécessairement exclusifs l'un de l'autre.

S'attaquer à la crise pour transformer la société, assumer la rigueur pour changer la vie. Tel est le nouveau défi que le socialisme autogestionnaire se doit de relever.

4) Soutenir le gouvernement pour un nouvel essor

La situation politique de l'année 1983 et plus encore la place du congrès socialiste dans le déroulement des échéances nationales, font du soutien au gouvernement la question-clé posée à tous les militants. Et le piège qui menace notre avenir commun, ce serait de s'en tenir à un soutien de principe ou de discipline. Si l'opinion, les divers groupes sociaux et les forces organisées perçoivent une tiédeur ou une réserve ouvrant une faille entre le gouvernement et le Parti socialiste dans cette passe décisive, c'est tout un processus de montée des contestations et d'immobilisation politique qui risque de s'enclencher. Aussi la véritable question n'est-elle pas de soutenir « officiellement » le gouvernement, mais de s'engager délibérément dans l'appui à son action, en se référant aux mêmes objectifs et aux mêmes contraintes que lui.

Pour notre part, l'affirmation d'une complète solidarité avec la politique gouvernementale actuelle dans ses axes essentiels, et en premier lieu dans son effort d'assainissement économique, constitue un engagement politique primordial. Nous appuyons ce choix sur quatre grands motifs.

A) D'abord il revient à un grand parti démocratique comme le nôtre de s'adresser au pays en exprimant clairement les réalités. Le sérieux avec lequel on traite l'opinion est un test de la démocratie qui règne réellement. Sachant qu'une partie de nos soutiens est prisonnière du mythe suivant lequel la croissance peut être décidée librement par l'État, nous devons réagir de front. C'est notre capacité à transmettre nos idées dans une société en mouvement qui est en jeu.

B) Ensuite, le choix opéré par les dirigeants du pays en mars-avril 1983 en faveur d'une croissance compétitive clairement ouverte vers le reste du monde, doit demeurer pour nous un pilier de toute la politique nationale. Il constitue à la fois le gage d'une adaptation sans complaisance de notre appareil productif aux exigences techniques de l'avenir, et aussi la garantie que notre pays conserve les bases de son rayonnement et de sa capacité d'intervention dans les rapports internationaux.

C) De même, le choix de redressement des finances publiques et des comptes sociaux porte avec lui l'affirmation d'une solidarité collective plus exigeante et plus authentique. L'action entreprise pour rectifier les privilè-

ges et les rentes, la vérification de l'égalité de traitement entre tous les gens confrontés aux mêmes difficultés, sont le débouché normal de cette politique, et aussi la recherche permanente d'une responsabilité des citoyens face aux difficultés sociales, à l'opposé de la fuite dans l'assistance.

D) Enfin, cette détermination à appuyer l'effort en cours résulte d'une conception pratique de la lutte politique. La Droite de notre pays a une capacité inquiétante à récupérer les mouvements catégoriels et le scepticisme des non-engagés. La démultiplication en profondeur des idées fondamentales mises en œuvre par les gouvernants est un antidote indispensable contre la stratégie de débordement qu'esquissent nos adversaires. A leur détermination dans la revanche doit s'opposer notre énergie dans la persuasion.

Nous exposons dans la partie consacrée aux tâches du Parti les formes d'action qui nous semblent adaptées à ce soutien sans faille que nous réclamons. Toutefois, il faut préciser que c'est le contraire d'un effacement politique. Un haut niveau de soutien suppose un haut niveau d'exigence. Il n'a pas à se confondre avec la complaisance. Le Parti doit dire ce qui ne va pas, et proposer des solutions : c'est en agissant ainsi que notre soutien sera crédible.

C'est un engagement massif, spectaculaire, du Parti socialiste comme premier soutien public de l'action gouvernementale qui doit le mettre en même temps au centre du débat public sur les compléments et les prolongements de la politique de rigueur :

- politique industrielle et appui aux entreprises sur des critères de croissance ;
- action positive sur l'emploi ;
- poursuite d'une réforme fiscale vraiment solidaire.

C'est cette offensive à la fois d'action militante et de débat public qui peut faire du congrès de Bourg-en-Bresse le tournant politique de la législation. A nous d'en décider et d'abord de le vouloir.

La social-démocratie en questions

PAR DES SOCIALISTES
DES SOCIAUX-DÉMOCRATES
DES COMMUNISTES

avec des réflexions de
François Mitterrand

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

55 F

EN VENTE AU CLUB
SOCIALISTE DU LIVRE
ou par correspondance
à
L'ISER

10, rue de Solferino, 75007 Paris



III. Pour une démarche autogestionnaire

1) L'Homme, la Société, l'État

Nous avons déjà dit que la crise n'était pas qu'économique. Elle correspond, à l'échelle mondiale, à une mutation en profondeur.

Cette mutation démographique, technologique, culturelle, économique et politique résulte pour une part de la « révolution informationnelle » (informatique, biotechnologies, audiovisuel). Nous ne saurions prétendre en dominer aujourd'hui l'évolution et les conséquences. Il est d'avance inutile de transcrire cette évolution dans un « modèle » qui la décrirait de façon scientifique. Notre tâche est de l'analyser à partir de nos options politiques en gardant une réflexion et un comportement flexibles.

Mais flexibilité ne veut pas dire opportunisme. Un « opportunisme de gauche » ne ferait pas mieux que celui de droite avant mai 1981. Nous devons, au contraire, constamment adapter les moyens de l'action quotidienne aux fins de notre objectif politique.

Concilier le possible avec nos idéaux exige, dans une période incertaine, de se libérer d'attitudes figées. Il n'existe pas de projet idéal de société. Au mieux, il s'agirait d'une extrapolation hasardeuse partant de réalités présentes qui, demain, seront dépassées. Toute notre énergie doit être mobilisée pour que, malgré les contraintes, les pesanteurs et les craintes, nous poursuivions l'objectif de notre engagement socialiste : l'émancipation des femmes et des hommes. Ceci pose le problème fondamental des rapports entre l'homme, l'État et la société.

Réduire le pouvoir d'État sans remettre en selle le pouvoir capitaliste, assurer la justice sociale tout en déployant l'initiative des individus, supprimer les blocages de la société tout en renforçant les solidarités, la démarche n'est pas simple.

Nous devons prendre en compte la double dimension de la liberté individuelle et de la solidarité sociale, pour aller vers une société de femmes et d'hommes toujours plus responsables.

Ceci veut dire, par exemple, que chaque apporteur d'idées, de travail, de solution puisse trouver un lieu d'expression de ses compétences et que celles-ci soient reconnues : il y va de la dignité de l'individu et du dynamisme de la société.

Ceci veut dire, aussi, que soit revitalisée la planification, en tant qu'expression collective des forces de propositions dans le pays, dans les régions. Non pas pour affirmer le pouvoir de l'État, mais pour catalyser les énergies des forces sociales : pour construire un socialisme autogestionnaire, l'État n'est pas une fin mais un moyen parmi d'autres.

De notre objectif d'émancipation doivent découler des propositions qui tendent à l'atteindre.

Nous en faisons ici trois, sans prétendre à l'exhaustivité :

- négocier collectivement le changement, et le gérer à la base ;
- lutter contre le repli autoritaire ou étatique, en donnant la parole aux citoyens ;
- utiliser de manière économe nos ressources, pour se donner les moyens du changement social.

2) Négocier le changement et le gérer à la base

Nous avons créé une grande œuvre de changement des principales règles de fonctionnement du pays, par la loi et le règlement. Elle est largement réalisée, et nous pouvons en être fiers. Cette œuvre traduite en normes de droit et en procédures s'est heurtée cependant à des obstacles ou des contradictions : problèmes de cohérence entre des réformes simultanées, problèmes d'accoutumance et d'information des citoyens, etc.

Cette constatation ne nous conduit ni à des regrets, ni à des remises en cause. Mais un relais doit être pris : accumuler encore beaucoup de lois nouvelles serait inefficace si nous ne parvenons pas à faire « entrer dans le jeu » beaucoup plus de participants, en leur donnant une part réelle d'initiative et de négociation. Cette option pour un changement négocié a déjà été mise en pratique dans certains domaines : la loi Quilliot, les lois Auroux, ou la réforme des collèges, par exemple, illustrent cet état d'esprit. Mais ce n'est pas le cas général et nous avons souvent échoué dans notre « concertation ». Nous contentant de consultations abstraites, avant les vrais choix, nous avons laissé se prendre des décisions rigides et technocratiques. Et nous nous sommes heurtés à des protestations collectives de grande ampleur, devant lesquelles on a parfois reculé en désordre. L'esprit de négociation doit prévaloir partout, et le Parti y a un rôle plus dynamique à jouer.

Les changements réalisés au sommet doivent aussi comporter une part d'application souple sur le terrain ; les institutions mises en place ne peuvent pas reproduire la coupure gouvernants-gouvernés que nous avons combattue. Il faut impérativement déléguer, favoriser l'entrée des citoyens concernés dans des structures de pouvoir local. Le risque de dispersion, de ralentissement existe. Il est bien moins grave que celui de l'inertie, du changement « sur le papier » sans prise sur le réel. Nous avons besoin de cet engagement des intéressés pour lutter contre les replis corporatistes et contre le scepticisme.

3) Lutter contre le repli autoritaire (ou étatique) en donnant la parole aux citoyens

La vigilance nécessaire devant les tensions sociales liées à la crise, le souci légitime d'une bonne marche de l'administration dans un contexte difficile font l'objet d'un large consensus. Mais ce resserrement des méthodes d'action peut entraîner la tentation d'un durcissement politique.

Le risque d'une gestion purement étatique des problèmes de société, d'un repli sur l'administration et le commandement existe. De même, face aux problèmes de mise en place de la décentralisation, des aspirations à reconcentrer les décisions se font jour. L'inquiétude aidant, il est perceptible qu'une part de notre base sociale approuverait une telle évolution. Il faut pourtant la combattre. Non seulement elle est contraire à toute la cohérence de notre action de changement, mais aussi le passage à une « fermeté » teintée d'autoritarisme, même temporaire, rompt toute chance de communication avec les groupes et catégories qui se sont éloignés de nous sans basculer à droite.

Il faut également savoir se garder d'une mise en cause permanente de tous ceux qui encadrent les médias, l'administration et les entreprises. Nous devons agir lucidement face aux cas de détournement de fonctions à des fins politiques. Mais évitons de créer des dérivatifs trompeurs. Dans la demande d'« épuration » toujours vivace chez certains de nos camarades, il y a une surestimation du rôle de l'autorité hiérarchique par rapport aux groupes organisés et au contrôle collectif. Encore faut-il avoir la volonté politique de faire progresser ce contrôle collectif et savoir donner une définition claire des orientations gouvernementales.

Nous ne progresserons dans notre projet de changement social qu'en poursuivant avec force l'œuvre essentielle engagée pour élargir le champ des libertés, et pour redistribuer le pouvoir.

Le succès dépend en effet de notre capacité à associer à l'action gouvernementale l'ensemble des forces sociales aspirant au changement. Et dans ce sens, plutôt que de s'installer dans une attitude d'assiégés, nous



devons ouvrir de nouveaux champs d'expression propres aux citoyens. Encourager la création d'entreprises, si possible sur le mode coopératif, considérer les associations comme autre chose qu'une bouée de secours entre deux tours électoraux, faire de l'administration et des municipalités des « maisons de verre » pour la population, avec tout l'effort d'information et de formation que cela suppose, changer les rapports sociaux dans les entreprises en veillant à l'application des lois Auroux, puis en encourageant à aller au-delà, c'est œuvrer pour la responsabilisation des citoyens, c'est la voie dans laquelle nous devons nous engager résolument.

En parallèle à ces actions tournées vers l'émancipation réelle des citoyens, il faut souligner le soutien indispensable que nous devons apporter à la profonde réforme du droit pénal et de la justice entreprise depuis 1981 sous la conduite du Garde des Sceaux. Équilibrée par des actes concrets de fermeté dans la gestion des services et par une prise en considération des victimes, cette réforme est une contre-attaque absolument nécessaire face aux tendances répressives que favorisent la crise et l'offensive idéologique de la droite. Elle nous paraît être la réplique efficace, à terme, aux risques de marginalisation des couches les plus précaires de la société et à la montée de violences collectives que l'on rencontre couramment dans d'autres pays développés. Nous ne devons faire aucune concession à l'idéologie sécuritaire.

Nous donnons notre appui à la proposition adressée par « Droits socialistes de l'Homme » à toutes les motions, en faveur de l'élaboration largement ouverte d'une nouvelle déclaration des Droits.

4) Utiliser de manière économe nos ressources pour se donner les moyens du changement social

Il n'est pas habituel de soumettre au débat des socialistes un impératif de rigueur de gestion. C'est d'ailleurs dommage, car une partie de nos

difficultés est venue d'une certaine négligence de notre part à cet égard. Pourtant, notre culture politique ne serait pas dégradée par une telle prise en compte.

Le refus de « gérer la pénurie » a souvent été énoncé dans les rangs de la Gauche. La pression des besoins collectifs, l'intensité de la compétition internationale, le ralentissement malheureusement durable de la croissance, font que nous devons assumer cette gestion et qui plus est, l'assumer avec efficacité : nos ressources, en effet, sont rares, et elles coûtent cher.

Cela signifie que nous devons faire entrer les critères d'économie et de gestion dans nos prises de décision, en nous refusant la facilité de distinguer entre un secteur commercial qui aurait vocation à être bien géré et un secteur public où cet impératif serait moindre. Nous avons besoin d'une utilisation efficace des ressources dans l'un comme dans l'autre.

Notre engagement de plafonner les prélèvements fiscaux, notre volonté de poursuivre le développement de fonctions trop négligées (éducation, prévention sanitaire, action socio-culturelle, transports...) impliquent de savoir rendre les services essentiels au meilleur coût, en jouant sur tous les éléments de l'innovation sociale et technologique.

La rigueur de notre gestion ne doit pas être uniquement financière. Outre le fait que nous devons prendre en compte les critères ignorés par la gestion classique de la droite (utilité sociale, coûts pour la collectivité, prise en compte de facteurs qualitatifs...), la croissance ralentie peut rester riche en gaspillages et en nuisances. Ainsi avons-nous « découvert » au printemps 1983 que plusieurs unités électro-nucléaires ont été construites en trop, alors que les militants qui soutenaient, à l'automne 1981, que l'on pouvait en construire moins étaient sévèrement brocardés.

La rigueur de la gestion, c'est aussi une plus grande exigence de chacun d'un contrôle sur notre cadre de vie, les conditions de notre production, le type de développement économique et social que nous souhaitons, d'avantage centré sur la communication et non sur l'accumulation.

Pour mieux suivre le débat du Congrès de Bourg-en-Bresse, lisez chaque semaine :

 **l'unité**

**ou, mieux, abonnez-vous : Tarif spécial Congrès
abonnement d'un an (230 F)**

Bulletin d'abonnement à retourner à : 10, rue de Solferino, 75333 PARIS Cedex 07

Je soussigné

demeurant

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* **abonnement d'un an (230 F)**

et vous adresse la somme correspondante

par chèque bancaire, par chèque postal, ou virement au C.C.P. « l'unité » : 2.34235J. PARIS



IV. Cinq projets pour la conduite du changement

Globale, notre démarche doit donc pouvoir s'incarner dans l'ensemble des champs d'intervention du gouvernement et du Parti. Il y en a cinq particulièrement importants, pour lesquels notre congrès devrait proposer au pays cinq « projets ».

1) Un projet culturel

Nous l'avons mis en tête, car il est incontestablement le plus englobant ; il colore fortement les quatre autres. Pour nous, en effet, la « culture » ne se réduit pas au fonctionnement des « institutions culturelles », mais recouvre l'ensemble du processus d'échange et de communication entre les membres d'une société. De ce point de vue, le socialisme se définit d'abord par sa finalité culturelle.

Pour les socialistes, transformer la culture d'une société c'est donc modifier l'ensemble de ses rapports sociaux dans tous les lieux où ils se nouent pour les rendre plus libres, plus ouverts et plus égalitaires (et tout particulièrement, moins hiérarchiques et moins ségrégatifs). Bref, pour y introduire partout le ferment de la liberté individuelle et de la responsabilité partagée, de la créativité personnelle et de la solidarité.

Cette finalité concerne tout le champ de la vie sociale, et c'est en référence permanente à elle que doit s'évaluer notre action, qu'il s'agisse des rapports de pouvoir, des rapports dans le travail et avec le travail, des rapports d'acquisition, de transmission et d'élaboration du savoir, des rapports dans l'utilisation du temps et de l'espace, des rapports de l'homme et de la nature, des rapports entre les sexes et entre les générations.

Mais il est un domaine de la vie collective qui a plus que tout autre vocation à forger et à exprimer ces valeurs, c'est celui de l'action culturelle et de l'éducation.

a) L'action culturelle

L'accroissement considérable des crédits du ministère de la Culture depuis 81 montre bien l'importance que les socialistes attachent à ce secteur. Toutefois accroître la manne ministérielle et la redistribuer sous la responsabilité d'un ministre, aussi éclairé soit-il, ne définit pas en soi une politique culturelle socialiste. C'est la nature de la mobilisation sociale autour des enjeux culturels qui importe. Et, dans cette mobilisation, le Parti doit jouer son rôle.

Aussi convient-il de clarifier nos propres objectifs en la matière. Selon nous, ils devraient être les suivants :

– **Démocratiser l'accès aux « œuvres » et activités culturelles** (politique du livre, des musées, etc.), surtout dès lors qu'il y a intervention de l'argent public, et décentraliser la gestion des lieux et institutions où cet accès est ouvert aux citoyens.

– **Diversifier le financement de la création et de l'innovation culturelle** : un « mécénat » sera dans ce domaine toujours nécessaire. Mais le seul mécénat du pouvoir central porte toujours en lui le risque d'une culture « officielle » finalement stérilisante. La libre création culturelle est par définition plurielle, contradictoire, conflictuelle. Les collectivités locales et même un mécénat privé ont donc un rôle essentiel à jouer, aux côtés de l'État ; et ce rôle doit être reconnu et favorisé (fiscalité concernant les fondations culturelles, par exemple).

– **rendre toute sa dignité à la « culture populaire »**. La création culturelle ne se limite pas au seul domaine de la culture « savante » ; elle envahit tout le champ de la vie quotidienne : il y a « acte culturel » dans toutes les activités humaines : professionnelles, techniques et scientifiques, de loisir... La qualité des échanges sociaux dans tous ces domaines constitue la « culture » d'un peuple. C'est de la richesse de ce terreau que dépend l'épanouissement d'une culture savante. Il n'y a donc nullement opposition entre culture populaire et savante mais complémentarité. Aussi convient-il d'accorder la plus grande importance à la revalorisation du contenu « culturel » des activités quotidiennes. C'est notamment le rôle des institutions d'animation socio-culturelle, des associations et plus particulièrement des grandes fédérations d'éducation populaire. Elles doivent être activement soutenues.

Aujourd'hui, les formes les plus vivaces de la culture populaire sont les cultures régionales. Elles méritent une attention plus soutenue du Parti et du gouvernement. La décentralisation doit trouver au plus vite sa dimension culturelle. Elle ne saurait se réduire à une vision strictement folklorique des identités régionales, mais permettre leur prise en compte dans la définition du développement de chaque région. La recherche des cultures réellement populaires, c'est aussi dans nos villes promouvoir un nouveau mode de vie, une convivialité, de meilleures solidarités, permettre l'émergence de cette civilisation de l'urbain, par un « urbanisme du quotidien » qui doit impérativement relayer l'urbanisation massive des dernières décennies.

– **Libérer la parole et la créativité des exclus de la culture**. Toute expérience vécue spécifique est porteuse d'une expression culturelle également spécifique, libératrice pour l'individu et enrichissante pour la collectivité. Toutefois, l'accès à l'expression culturelle est quasiment interdit à certaines catégories sociales : le sous-prolétariat urbain ou rural, les personnes âgées, les immigrés, les handicapés mentaux, etc. Les socialistes se doivent de leur ouvrir des espaces nouveaux où leur parole et leur créativité puissent se libérer.

– **Reconnaître la spécificité des formes et des contenus de l'expression culturelle des jeunes**. C'est un des moyens, et non des moindres, de renouer le dialogue avec une jeunesse qui a vécu la victoire de mai-juin 81 comme sa victoire mais qui aujourd'hui s'éloigne de nous. A cet égard, nous aurions tout intérêt à regarder de près comment nos camarades espagnols ont su éviter cet écueil...

Peut-être verrions-nous alors que telle ou telle forme d'organisation d'un mouvement de la jeunesse socialiste est moins importante pour renouer un dialogue fructueux avec la jeunesse d'un pays que la nature de la démarche politique d'ensemble et le contenu des actions engagées sur les thèmes qui les concernent (énergie et environnement, solidarité avec les mouvements de libération, développement du tiers-monde, service militaire, vente d'armes...) sans parler des mesures de libéralisation de certaines législations (un débat sur la décriminalisation de la consommation des drogues douces mériterait à cet égard d'être engagé).

– **Démocratiser et diversifier l'accès aux supports les plus modernes de l'expression et de la communication**. La communication sociale et l'expression culturelle ne peuvent être séparées de leurs supports matériels. Hier, c'était l'écrit. Aujourd'hui et demain, ce sera d'abord l'audiovisuel et l'informatique. Les socialistes ne peuvent pas manquer cette gigantesque révolution technologique aussi riche, potentiellement, de libérations que d'aliénations. A cet égard, il convient de se prémunir contre deux dangers majeurs : la stérilisation de ces véhicules de la communication de demain par une logique de monopole (fût-il public) et la mainmise sur eux



d'intérêts commerciaux. Jusqu'ici, notre démarche reste hésitante et semble parfois, comme dans le cas des radios locales, n'avoir su éviter aucun de ces deux écueils.

— **Soutenir la vie associative.** Les incantations sur l'importance de la vie associative n'ont jamais manqué dans les débats du Parti, sans que nos positions soient clarifiées pour autant. Si tout le monde s'accorde pour louer l'utilité des associations comme ferment de vie sociale, d'idées nouvelles, d'école de démocratie et de citoyenneté, des divergences apparaissent vite.

Nous ne sommes pas de ceux qui conçoivent les associations comme des courroies de transmission des organisations politiques, y compris de la nôtre. Nous refusons en outre de considérer les associations uniquement comme de petits groupements locaux ayant une vue partielle des problèmes. Les associations locales, autonomes et diversifiées, sont essentielles. Mais il faut aussi de grands mouvements nationaux, fédératifs, qui puissent être reconnus comme des interlocuteurs et des partenaires sociaux, qui puissent résister aux manipulations. La structure associative recouvre des réalités différentes. Mais il est un critère qui doit en tout état de cause conditionner notre soutien : des garanties quant à leur fonctionnement démocratique.

Vouloir développer la vie associative, c'est lui donner les moyens de vivre. L'abaissement de l'âge de la retraite, le partage du travail peuvent renforcer l'action bénévole. Aussi, le statut de l' élu social, dossier délaissé par le gouvernement, doit-il être réouvert, corrélativement d'ailleurs au statut de l' élu de collectivité locale. Le réalisme en la matière n'implique pas l'abandon pur et simple d'une idée juste. Enfin, développer la vie associative locale ne se confond pas pour nous avec la municipalisation de l'animation locale.

b) l'éducation

Les mutations du système éducatif doivent également être engagées sous cet éclairage global d'une transformation culturelle profonde. Les gouvernements précédents ont été incapables de faire évoluer l'école, pour l'adapter aux mutations économiques, technologiques et sociales de ces dernières décennies. Ils avaient de plus tout intérêt à maintenir par l'école les inégalités et les idéologies qui assuraient la pérennité d'une élite issue des classes dominantes.

Mais se contenter de combler les retards accumulés n'aurait pas grand sens pour des socialistes, l'enjeu est aujourd'hui plus global et plus décisif.

Serons-nous capables de transformer l'ensemble du monde éducatif en assurant dans notre société :

- une nouvelle répartition du savoir, de la capacité d'expression, de décision, de responsabilité ;
- une nouvelle répartition du pouvoir et donc une tout autre finalité du système éducatif que la seule sélection des élites ;
- une réelle adaptation aux besoins d'une société et d'une économie qui nécessiteront un accroissement massif des qualifications au cours d'une vie active, et une vision moins étroite des activités humaines du fait de l'importance croissante du temps libre ?

Il nous faut être cohérents : les contraintes financières ne permettront pas un recrutement massif et continu de personnel enseignant. Il y a certes des besoins impérieux à satisfaire mais le combat exclusivement centré sur l'octroi de moyens supplémentaires doit être dépassé. Il occulte trop souvent l'essentiel : les modifications de structures, de comportements, de fonctionnement du système éducatif. Les socialistes ont une responsabilité toute particulière en cette affaire, pour faire évoluer sur le terrain bien des idées reçues, bien des conservatismes, et pour mobiliser dans cet effort collectif les enseignants, les parents d'élèves, les associations, les élus, les professionnels, et pourquoi pas, les enseignés.

Trois soucis doivent dominer dans notre perspective autogestionnaire :

- **Ne pas faire de l'éducation un « domaine réservé »** des enseignants condamnés à s'en débrouiller, mais mobiliser l'ensemble des partenaires concernés.

— **Abattre les murailles** qui séparent l'Éducation nationale, les organismes d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, et les instances d'éducation permanente, et favoriser leur travail de concertation.

— **Décentraliser.** Une France décentralisée ne peut maintenir un système scolaire centralisé, qui secrète des pesanteurs bureaucratiques dans sa gestion, et de profondes injustices entre les hommes et entre les régions. Il faut aller encore plus loin dans la responsabilisation des collectivités locales, des usagers et des enseignants, comme dans l'autonomie de gestion des établissements.

C'est bien aussi dans cette perspective nouvelle que doit être engagée **la construction du grand service public de l'Éducation nationale.**

L'école privée a trop longtemps tiré sa force non seulement de prétentions à l'efficacité économique et pédagogique que la réalité ne confirme pas, mais aussi de certaines faiblesses entretenues du secteur public.

Ainsi, deux démarches doivent être menées en parallèle :

- la rénovation du service public de l'Éducation nationale ;
- la négociation avec le privé, telle qu'elle fut engagée par Alain Savary.

La laïcité n'est ni le sectarisme, ni l'intolérance. Mais c'est bien parce que notre détermination est grande sur ce point que nous jugeons indispensable la conduite simultanée des deux démarches citées précédemment.

Ces perspectives d'ensemble devraient se concrétiser dans l'immédiat dans trois actions prioritaires :

— **La lutte contre l'échec scolaire**, qui coûte aujourd'hui bien plus cher que les actions nécessaires pour le réduire, parmi lesquelles en priorité :

- soutien local à la politique des zones d'éducation prioritaires ;
- larges espaces de liberté reconnus aux enseignants pour l'initiative et l'innovation pédagogique ;
- favoriser le dialogue et la participation de toutes les forces sociales à cet enjeu éducatif.

— **La rénovation des collèges** : La mise en œuvre des grandes orientations du rapport Legrand se fait sur la base du volontariat. La Parti socialiste doit se mobiliser pour la réussite de la rénovation des collèges dans l'esprit du rapport Legrand et des idées qu'il sous-tend (ouverture des structures du collège, vie collective, pédagogies personnalisées de l'équipe enseignante...).

— **L'insertion sociale et professionnelle des jeunes** : Bertrand Schwartz a publié un rapport très concret et complet sur ce thème, fondé sur l'expérience d'autres pays européens d'une part et de certaines associations en France. Il doit être mis en œuvre dans toute la cohérence de sa démarche et non par petites touches parcellaires. La liaison entre insertion professionnelle et sociale doit être plus affirmée, et notamment le passage des stages d'insertion aux stages de qualification. Le monde associatif et les collectivités locales devraient être incités à soutenir ces actions car leur participation active peut seule assurer le lien entre ces jeunes et l'ensemble de la société. Faute de ce lien, les institutions traditionnelles s'installeraient dans ce qui risquerait de devenir un système de formation-bis.

2) Un projet social

Si la réussite de notre politique économique conditionne pour partie la mise en œuvre d'un projet social audacieux, l'inverse est également vrai. Sans projet social mobilisateur, la mise en mouvement d'une capacité économique nouvelle ne se produira pas.

Pour les socialistes, l'économique et le social doivent être pensés ensemble, en pleine cohérence.

Serions-nous tentés de l'oublier que la réalité de la « crise » actuelle nous le rappellerait. Le défi qui est lancé à notre intelligence, à notre imagination et à notre volonté s'adresse également et peut-être d'abord à notre projet social.



Il s'agit de rien moins que de repenser nos systèmes de solidarité et de protection sociale tant dans leurs modalités d'organisation que dans leurs mécanismes de financement

Ces systèmes figurent parmi les grandes conquêtes du mouvement ouvrier. Leurs principes et notamment la mutualisation des risques sociaux demeurent toujours valables : les travailleurs payent pour les chômeurs, les bien-portants pour les malades, les actifs pour les retraités...

Mais les modalités d'organisation de ces systèmes, et la conception que la Droite a eu de leur gestion, en ont profondément perverti l'esprit et les résultats.

- Ils n'ont pas réussi à supprimer les inégalités entre les citoyens tant en ce qui concerne l'importance des risques encourus que l'accès aux mécanismes de protection et d'indemnisation. Bien plus, dans de nombreux cas, ces systèmes d'inspiration égalitaire semblent aggraver certaines inégalités. C'est vrai pour l'emploi où l'on voit s'accroître le fossé entre des travailleurs à la fois bien protégés dans leur emploi et complètement indemnisés quand ils le perdent, et d'autres frappés par la précarité à la fois dans leur emploi et dans l'accès à l'indemnisation ; c'est vrai pour la santé où l'on sait que les catégories sociales les plus défavorisées ont à la fois les besoins de protection sanitaire les plus élevés et profitent le moins des avantages de la Sécurité sociale.

C'est vrai enfin pour la vieillesse où se creusent de graves distorsions quantitatives entre les régimes de retraite mais également où s'aggravent les inégalités qualitatives dans la façon de vivre le vieillissement.

- La solidarité active et consciente que voulait développer le principe mutualiste, cède de plus en plus la place à un système de « droits » et de règles anonymes gérés par de vastes bureaucraties sociales.

L'automatisme des prestations, souvent critiquée parce qu'elle favorise certains abus, contribue également à déresponsabiliser les bénéficiaires.

Le temps n'est-il pas venu de rechercher les moyens d'une nouvelle responsabilité individuelle dans la solidarité collective et d'une plus grande personnalisation des prestations ?

Les difficultés financières de nos systèmes de protection sociale nous contraindront de toute façon à une remise en question fondamentale : crise financière de l'U.N.E.D.I.C., de la Sécurité sociale, des caisses de retraites.

L'explication de ces difficultés financières par les retards de cotisation des employeurs ne suffit pas. Dans bien des cas, elle ne fait que déplacer le problème vers celui des charges des entreprises.

En réalité, il y a là un problème structurel bien connu : les coûts des dépenses de protection sociale croissent plus vite que la richesse nationale. Aucune habileté dans la confection du budget social, aucune manipulation des prestations ou des cotisations ne tiendra longtemps face à cette évolution. Viendra nécessairement l'heure où notre société, comme d'autres avant nous, n'acceptera plus l'augmentation des prélèvements obligatoires. On sait la Droite et l'extrême-Droite prêtes à exploiter politiquement cette situation.

Les socialistes doivent impérativement relever ce défi et traiter le problème au fond si l'on veut éviter à notre pays des aventures à la Reagan ou à la Thatcher. La révolte anti-impôts, qui sourd de toutes parts, porte en elle une des menaces les plus grandes pour la démocratie.

Indiquons rapidement quelques pistes dans les deux domaines essentiels déjà abordés : l'emploi, la santé et la protection sociale.

a) Partager et changer le travail

Plus que tout autre « problème social », le chômage interpelle les socialistes. Aussi doivent-ils avoir le courage de l'aborder en toute clarté, en toute franchise, « cartes sur table ».

On ne peut espérer réduire le chômage de façon significative sans un nouveau partage du travail.

Tout effort d'assainissement et de relance économique suppose en effet d'abord des investissements de productivité pour retrouver la compétitivité de nos entreprises. La modernisation de notre appareil de production ne sera donc pas, dans un premier temps du moins, créatrice d'emplois.

Certes, les nouvelles technologies peuvent induire en amont de nouveaux emplois mais plus tard... et on ne peut affirmer que la compensation sera intégrale.

Certes, également, des P.M.I. dynamiques représenteraient un important potentiel d'emplois nouveaux. Mais dans ce secteur existent également d'immenses besoins de modernisation et de gains de productivité...

N'attendons pas non plus de miracle de ce côté-là.

Bref, il faut expliquer aux Français, qui le sentent d'ailleurs déjà intuitivement, qu'il n'y aura pas demain plus d'heures de travail dégagées globalement par l'appareil de production et que, plutôt que de prélever sur les gains du travail, par les cotisations et l'impôt, de quoi payer les chômeurs, il faut à la fois mieux partager le travail et les revenus du travail.

Dès lors, le seul problème n'est pas celui de la réduction du temps de travail, qui est inéluctable. D'ailleurs, n'est-elle pas en soi un signe de progrès ? C'est celui des conditions de sa mise en œuvre, et des modalités de sa compensation financière. On sait qu'elle ne pourra en aucun cas être intégrale, notamment pour les plus hauts revenus.

Il faut dire tout cela clairement aux Français et engager sans plus attendre les indispensables négociations avec les organisations syndicales. Même si cela implique de bousculer bien des habitudes, des idées reçues, voire certains avantages acquis.

De nombreuses propositions ont été faites par les syndicats en France et dans d'autres pays européens. Les travailleurs attendent une politique en ce domaine. Ne soyons pas, faute d'imagination, de courage et de volonté « en arrière de la main », mais osons en faire une des priorités de notre politique de l'emploi.

La réduction de la durée du travail ne suffira cependant pas à elle seule à résorber le chômage.

D'autres volets d'une politique socialiste de l'emploi doivent être simultanément mis en œuvre.

- La transformation qualitative des conditions de travail, notamment par une forte mobilisation pour utiliser rapidement toutes les possibilités nouvelles ouvertes par les « lois Auroux ».

- La décentralisation des politiques d'emploi au niveau des bassins d'emploi afin de mieux gérer les solidarités entre les entreprises d'un même « site » et de mieux répondre à l'aspiration de « vivre, décider et travailler au pays ».

- Le développement de l'économie sociale, de ce « tiers secteur » dont les potentialités en matière de création d'emploi comme d'innovation sociale ont souvent été analysées, mais qui reste encore trop marginal dans nos orientations.

- La mise en œuvre de l'ensemble des propositions du rapport de Bertrand Schwartz en matière de réinsertion sociale et professionnelle des jeunes. Il n'est pas acceptable qu'une des politiques les plus novatrices qui ait été proposée au gouvernement en soit restée à la seule mise en place de quelques missions locales et permanences d'accueil, d'ailleurs bien pauvrement dotées, alors qu'elles n'étaient qu'un des éléments d'un dispositif beaucoup plus global. Là encore, on semble avoir hésité à bousculer certains conservatismes...

- Une politique d'aide à la création d'entreprise, notamment par les chômeurs, qui mette un terme à l'inraisemblable course d'obstacles administratifs et financiers qui décourage aujourd'hui tant de projets valables, porteurs de dynamisme économique et social.



– Une politique de formation professionnelle et permanente mieux en prise, grâce à sa régionalisation, avec les besoins et potentialités du développement local.

Dans tous ces domaines, les idées, études et propositions ne manquent pas. Ce qu'il faut, c'est la volonté politique de les faire entrer dans la réalité.

b) Une politique de santé et de protection sociale

Les problèmes à résoudre ne concernent pas que les prestations financières. Loin de là.

Là aussi des études, réflexions collectives et propositions existent mais elles ont insuffisamment débouché sur une prise en charge politique et sur des avancées concrètes. Citons quelques exemples :

– Lutter contre la médicalisation de la société. Sans adopter l'ensemble des thèses d'Ivan Illich ou de Jacques Attali, il est incontestable que le poids de l'institution médicale et des industries de santé dans nos sociétés est tel que dans bien des cas, celles-ci semblent entretenir, sinon créer, les besoins auxquels elles sont censées répondre, qu'il s'agisse de surconsommation pharmaceutique ou de surconsommation hospitalière et médicale. Il y a là un véritable problème de civilisation qui exige de notre part une réflexion approfondie et le lancement d'un grand débat public.

En effet, autogérer la santé, responsabiliser le malade, rééquilibrer le dialogue entre celui-ci et les professionnels de la santé, c'est d'abord une affaire de dignité humaine, c'est aussi un problème de diminution des coûts. Il est à cet égard beaucoup plus important de s'attaquer à la structure des dépenses que de « bricoler » de nouvelles recettes.

– Redéfinir la fonction hospitalière dans le système de santé afin d'éviter de rapatrier sur l'hôpital tous les cas qui pourraient être traités ailleurs avec des moyens plus légers financièrement et moins aliénants pour l'utilisateur.

– Développer une véritable politique de la « santé publique » (hygiène, prévention, médecine du travail, médecine scolaire, etc.) dont les axes ont été clairement définis, mais qui sont encore loin d'être traduits dans les faits.

– S'attaquer avec plus de rigueur aux grands fléaux sociaux qui grèvent si lourdement le budget et la santé (alcoolisme, tabagisme, vitesse sur les routes et autoroutes).

– Décentraliser la gestion des institutions médicales et sociales : la loi de transfert des compétences n'a concerné que les administrations publiques mais nullement l'institution hospitalière ou les grandes organisations mutualistes de protection sociale.

Il est urgent de les décentraliser afin de permettre une réelle coordination des différents systèmes d'action sanitaire et sociale au niveau local et une meilleure adaptation aux besoins. Le coût financier et social des cloisonnements et de la bureaucratie dans ces domaines est également considérable.

– Développer au maximum la politique de gestion des problèmes sociaux et médico-sociaux en milieu ouvert, hors des institutions spécialisées.

Qu'il s'agisse de sectorisation psychiatrique ou de maintien à domicile des personnes âgées, tous ces exemples montrent que la responsabilisation de la communauté de voisinage est infiniment préférable, chaque fois que cela est possible, au traitement en institution.

Dans tous ces domaines, on le voit, les pistes pour une action de transformation sociale digne d'un pouvoir socialiste ne font pas défaut. Il n'est que temps de les explorer avec plus d'audace que par le passé et d'ouvrir à leur sujet les grands débats publics aptes à mobiliser les forces vives de notre base sociale dont le soutien conditionne l'aboutissement de toute véritable réforme.

3) Un projet politique : l'extension des droits et des pratiques démocratiques.

Les grands changements structurels de 1981-83 ont très fortement intensifié le rôle des assemblées représentatives : collectivités locales, conseil des entreprises nationalisées et du Plan, organismes de protection sociale. Cette poussée démocratique bénéficie essentiellement à des structures préexistantes, partis politiques et organisations professionnelles, qui ont peu recruté et peu modifié leur pratique depuis 1981. Leurs forces limitées ne permettent pas d'entraîner la participation active du plus grand nombre. Notre effort doit donc être de compléter ces réformes par des actions plus diffuses, qui aident les citoyens à exercer concrètement leurs responsabilités.

a) Accroître les moyens de défendre ses **droits individuels** et de se confronter aux preneurs de décision. Généralisation des enquêtes « actives », pratique de l'ouverture des dossiers administratifs, création d'organismes de conciliation préalable avec représentation des usagers auprès de tous les grands services publics, accélération et simplification de la « justice quotidienne ».

b) Garantir le **pluralisme et la citoyenneté active**, en renforçant les règles obligatoires d'information et de participation dans les organismes représentatifs : publicité des réunions et ouverture des débats au public, garanties concrètes de travail aux minorités, droit d'initiative collective dans la vie locale, obligation d'un « service minimum » en matière d'information des habitants ou usagers.

c) Développer la **dynamique de la décentralisation** en ouvrant les institutions locales et surtout régionales aux représentants des forces actives de la société. Au-delà de la présence consultative traditionnelle, il s'agit de donner la parole à des représentants de groupes professionnels, sociaux, politiques qui s'appuient sur une action concrète. Dans l'élaboration du Plan régional, mais encore plus dans sa réalisation progressive, des assises régionales ouvertes doivent ainsi permettre une réelle communication avec les habitants et les travailleurs concernés. La prise en compte des originalités régionales dans la vie institutionnelle doit être acceptée sans réticence. Ainsi, pour nous, la mise en œuvre du statut particulier de la Corse a vocation de permettre d'autres développements en matière d'initiative économique et culturelle que la seule récupération par les clans d'une nouvelle institution de pouvoir.

d) Consacrer la **protection des minorités** et les droits à la différence : intensifier la contre-attaque antiraciste, favoriser l'organisation collective et l'expression des minorités culturelles (à cet égard, le droit de vote local, pour les élections municipales, des immigrés(ees) ayant plusieurs années de résidence, doit aboutir) ; lever toutes mesures discriminatoires en matière de titularisation des salariés de la fonction publique, assurer le droit à la réalisation d'expériences et de projets alternatifs aux grandes institutions de service public (en matière d'action sociale, d'éducation, d'énergie, etc.).

e) Organiser les moyens matériels de l'**égalité politique et civique** par la création d'un **statut des élus** privilégiant l'accès des actifs aux mandats plus que la professionnalisation politique, d'un **statut des responsables associatifs** garantissant leur indépendance réelle, par un renforcement des supports essentiels que sont l'éducation populaire et l'assistance technique associative.

f) Favoriser la **transparence de la vie politique** en reprenant l'offensive sur le **cumul des mandats**, en organisant le contrôle des dépenses et le **financement public des partis**, en créant une **publicité des ressources des élus**, en limitant le nombre de réélections au même mandat.

Ces divers objectifs d'intensification de la vie démocratique représentent, comparativement, des charges financières réduites et ne bouleversent pas à court terme de grands équilibres sociaux. Elles sont pourtant



essentielles pour surmonter un climat politique de désillusion et pour agir en profondeur sur les mentalités collectives. Ne nous y trompons pas d'ailleurs, beaucoup des mesures ou orientations que nous défendons éveillent une méfiance de type traditionaliste dans notre base et jusque dans nos rangs. Raison de plus pour s'y attaquer. Car le changement véritable, dans la pratique, de la relation gouvernants-gouvernés sera un des tests par lesquels la masse des Français jugera la « qualité du changement », et décidera de s'y impliquer ou non.

4) Projet économique

Notre capacité politique à impulser durablement, en France et dans le monde, les nouvelles orientations que nous proposons dépend du rétablissement d'une économie nationale puissante, capable de résister aux agressions extérieures.

Cela passe d'abord par la nécessité des mesures d'assainissement choisies par le gouvernement dont on sait bien que l'exigence de rigueur dont elles s'inspirent s'imposera à nous pour longtemps.

De même que la rigueur n'est pas en soi un « projet social » puisqu'elle doit impérativement s'accompagner d'un effort accru de réduction des inégalités, de même la « rigueur » n'est pas non plus en tant que telle un « projet » économique. Mais elle en est la condition de mise en œuvre.

Or on ne peut attendre cette expansion d'une simple reprise conjoncturelle de « l'économie mondiale », en admettant que la reprise américaine puisse la « tirer » (ce dont on peut douter).

Il n'y aura plus dans un avenir prévisible de croissance mondiale telle que celle qui a permis aux firmes françaises de supporter le choc de l'ouverture des frontières et de commencer à sortir de leur état « précapitaliste » au prix, il est vrai, d'un différentiel d'inflation dont ont témoigné les dévaluations – déguisées ou non – des précédents gouvernements.

Le seul développement économique futur sera donc nécessairement **différent** de celui que nous avons connu précédemment : autre contenu, autres méthodes, autres indicateurs.

Il sera nécessairement plus **autonome**, car mieux adapté à nos propres potentialités et les valorisant mieux. Mais l'autonomie n'est pas l'autarcie ; elle en est même à l'opposé, car la valorisation de nos propres potentialités ne peut se faire que sur des marchés plus larges que le seul marché national.

Nous sommes condamnés à regagner notre autonomie d'action par la maîtrise et le rééquilibrage de nos échanges extérieurs dans une économie ouverte.

L'édification d'une « ligne Maginot » économique (ou d'un « mur de l'Atlantique ») ne donnerait pas de meilleurs résultats que sur le plan militaire ; et une « croissance » nettement plus forte que celle des autres pays industriels, artificiellement provoquée (surdévaluation du franc, sortie du S.M.E., protections provisoires aux frontières), accroîtrait à terme la fragilité et la dépendance de notre économie face à une concurrence internationale à laquelle on ne peut longtemps échapper.

La stratégie économique que le Parti devrait selon nous proposer pourait s'articuler autour de trois objectifs à moyen terme, s'inscrivant dans huit actions prioritaires, la cohérence d'ensemble étant assurée par le Plan.

A) Les objectifs

1. Rétablir et restructurer notre balance commerciale. La condition de notre crédibilité dans le monde, d'une part, d'autre part d'une réduction des inégalités qui ne soit pas seulement la répartition égalitaire de la pénurie, c'est le rétablissement d'une balance équilibrée à long terme. La Droite n'a jamais su entreprendre cela sérieusement.

Pour atteindre ces résultats, il faut :

1) Réaliser un équilibre commercial avec les pays industrialisés de l'O.C.D.E. ce qui n'a rien d'impossible ;

2) Rééquilibrer au besoin en les réduisant les échanges avec le bloc de l'Est, bien des échanges avec les pays de l'Est se faisant pour des motifs politiques, dans des conditions artificiellement favorables à nos partenaires et gravement préjudiciables à nos propres industries.

Mais de plus, alors que la quasi-totalité de notre déficit porte sur nos échanges avec ces pays industrialisés, nous devons, pour être en accord avec notre politique de co-développement avec le tiers monde, réduire notre position créditrice avec ce dernier, et offrir un débouché plus large à tous les produits manufacturés.

Ainsi les pays du tiers monde pourront-ils financer leur développement autrement que par l'assistance, l'émigration d'une partie de leurs forces vives ou la seule exportation de leurs matières premières, renouvelables ou non. A terme c'est la seule réponse non autoritaire à l'aggravation des flux d'émigration des pays du tiers monde.

2. Faire adopter des politiques communes européennes dans l'ensemble des secteurs industriels, en vue de permettre l'avènement de l'E.C.U. comme monnaie de transfert pour faire face au monopole du dollar.

Les échanges internationaux ont toujours requis un instrument monétaire de compte et de transfert. Nous ne pouvons laisser le dollar jouer seul ce rôle aujourd'hui. L'objectif doit donc être un autre instrument monétaire. Cela ne peut être les droits de tirage spéciaux, car le Fonds monétaire international ne peut jouer, pour des raisons politiques, le rôle de banque d'émission supranationale.

Dans ces conditions, seule la monnaie d'un ensemble économique de puissance comparable à celle des U.S.A., pourrait concurrencer le dollar : la C.E.E. est la seule puissance économique qui puisse le faire.

Mais cela suppose qu'une politique industrielle commune, complétant la politique agricole et de pêche, permette un développement solidaire des pays membres évitant les « à-coups » dans le S.M.E.

3. Promouvoir un développement rationnel des pays en voie de développement. Ce ne sera possible que par un accroissement important de notre aide permettant le développement autocentré que voulait favoriser notre camarade J.P. Cot, tout en respectant l'indépendance des gouvernements locaux. On voit le « doigté » nécessaire à la mise en œuvre d'une telle politique. Raison de plus pour en réaffirmer clairement l'objectif.

B) Les actions prioritaires

Ces actions prioritaires ont pour but de se donner les conditions d'une politique de croissance autonome.

En effet, l'État n'est pas en mesure – l'expérience l'a maintes fois démontré – de suppléer la carence des acteurs de la vie socio-économique et d'agir à leur place.

Par contre, une politique industrielle doit définir des urgences, soutenir des projets, provoquer des regroupements, orienter des initiatives.

Et dans la situation présente de recul quasi général de nos entreprises, c'est dans tous les secteurs menacés que nous devons reprendre l'offensive sur le marché européen, voire mondial et non pas dans la perspective rétrograde, étriquée et bornée de la seule reconquête du marché intérieur : d'abord parce qu'il n'y a plus à proprement parler de marché intérieur et ensuite parce que la seule consommation française serait le plus souvent insuffisante pour « porter » une entreprise compétitive.

Mais l'exploitation des conditions favorables créées par ces actions prioritaires implique l'utilisation de cet instrument privilégié d'élaboration, de suivi et de correction éventuelle d'une stratégie économique que doit être une planification démocratique. Ces actions prioritaires impliquent l'utilisation de pressions et de rétorsions propres à contraindre les U.S.A. et surtout, le Japon, à l'ouverture réelle de leurs marchés intérieurs et à contre-carrer les détournements de trafic.



1) Changer la conception française de l'entreprise, ses modes de prélèvements et d'obtention de crédit.

2) Dévier l'épargne des biens « stériles » vers l'investissement productif et récupérer la rente foncière :

- en abolissant toutes les exemptions et régimes spéciaux en matière d'impôt sur les plus-values, y compris sa suppression pour les biens acquis depuis plus de trente ans ;

- en réintégrant dans l'impôt sur les grandes fortunes ce qui en a été sorti et en exonérant exclusivement les capitaux à risques, engagés dans l'investissement productif.

3) Restituer l'économie aux citoyens en développant les fonds salariaux, en supprimant toute réglementation qui n'apparaît pas fondamentale et en développant l'économie sociale et les organisations de consommateurs.

4) « Réintégrer » l'économie souterraine. La clandestinité d'une part croissante de notre économie grève lourdement le Trésor public et les organismes de protection sociale. Elle permet, en outre, le développement d'une sur-exploitation d'un sous-prolétariat qui échappe à toute protection juridique, sociale et syndicale.

Toutefois, le développement de l'économie souterraine est un symptôme de certaines lourdeurs, voire de certains blocages, des mécanismes juridiques, financiers et fiscaux de l'activité de production qui appellent des réformes urgentes.

5) Achever les modernisations – corrélatives entre elles – de l'agriculture et de la distribution, par le développement des formes coopératives et mutualistes d'activités économiques dans ces secteurs ; les offices et les fonds agricoles devant jouer à cet égard un rôle d'incitation à la création et à la démocratisation de ces organisations et non pas surajouter une nouvelle techno-structure.

6) Lutter contre le développement inégal des régions – générateur de coûts économiques et humains occultes – par l'aménagement du territoire et la politique des transports et de l'énergie.

7) Améliorer le cadre de vie.

La dégradation du cadre de vie, tant urbain que rural, outre ses effets dissolvants de la solidarité communautaire de nos villages et de nos quartiers urbains, entraîne des coûts économiques considérables : (ex : allongement du temps de transport domicile-travail, exode rural des jeunes parmi les plus dynamiques, etc.).

L'action pour rétablir un cadre de vie permettant une vie sociale de voisinage plus active et plus solidaire est donc une exigence économique de tout premier ordre, et pas seulement un devoir de solidarité nationale.

C) Planifier notre développement

Nous condamnons l'assassinat de la planification française par les gouvernements de droite. Mais il ne saurait être question de constituer une administration centralisée prétendant gérer elle-même les équilibres. Compte tenu des incertitudes de plus en plus grandes des évolutions économiques et humaines, il faut s'interdire le ridicule de prétendre fixer des valeurs plusieurs années à l'avance, à partir de modèles sophistiqués, incapables d'intégrer la mobilité du réel et toujours faux, sinon trompeurs.

Si le Plan doit assurer à moyen terme la cohérence des multiples décisions quotidiennes du gouvernement, il doit également assurer la cohérence des grandes politiques de réforme et notamment de la politique de l'énergie, de la politique industrielle, de la politique agricole, de la politique sociale et fiscale et de lutte contre les inégalités, de la politique scientifique et culturelle, de la politique d'aménagement du territoire.

Quelques indications rapides sur certains secteurs :

En matière de politique sociale.

Le partage du travail est à négocier branche par branche et le Plan doit l'encadrer dans des règles et garanties clairement fixées, notamment pour les salariés pratiquant le temps choisi. La compensation salariale de la réduction du temps ne sera pas intégrale. Mais la négociation doit en fixer

le rythme et la répercussion le long de l'échelle des salaires.

- La réforme de nos systèmes de protection sociale doit être planifiée et ses étapes négociées, faute de quoi les désordres et incohérences de sa mise en œuvre bloqueraient irrémédiablement le processus.

- De même doit être négociée et planifiée la réforme des prélèvements obligatoires et notamment la réforme fiscale visant à une réelle transparence des revenus – y compris leur publicité –, à une utilisation plus productive des résultats des entreprises et à un renforcement de l'égalité des chances par la progressivité de l'impôt sur les grandes fortunes et des droits de succession (distinguant l'outil de production et le patrimoine purement privé).

- Une modification en profondeur du système de calcul des cotisations sociales prenant pour base le revenu (intégral) des particuliers et les résultats des entreprises.

- La réforme de la fiscalité locale pour la rendre à la fois incitative au développement de l'emploi et de l'investissement et assise sur la réalité des revenus.

- La transparence des revenus notamment par la recherche d'une clarification des avantages non monétaires permettant à terme de les intégrer dans des négociations globales sur le revenu du travail.

En matière de politique industrielle.

La proposition qui détermine toutes les autres est celle d'une politique industrielle qui complète l'action actuelle d'assainissement financier. Nous entendons par là la définition d'objectifs à la fois technologiques, productifs et commerciaux qui animent nos principaux secteurs face aux défis de la mutation économique. Réussir notre industrialisation n'est pas impossible avec un marché ralenti par la politique de rigueur : les gains de compétitivité font gagner des parts de marché intérieur et extérieur. Mais cette réussite suppose la mise de l'ensemble de nos moyens financiers et politiques au service de stratégies de reconstitution sectorielle conduites dans la cohérence. Attendre longtemps leur mise en œuvre condamnerait notre économie à la spirale déflationniste.

Cette politique ne peut se cantonner à quelques secteurs dits « de pointe ». La revitalisation de branches traditionnelles, telle l'agro-alimentaire, est aussi essentielle pour l'emploi et l'équilibre extérieur.

Cette politique ne peut être menée au seul niveau national, elle doit être largement décentralisée sur les régions.

Elle ne peut être séparée :

- ni d'une politique de l'énergie (accélération des économies d'énergie, développement des énergies renouvelables, sortie progressive du « tout électrique », etc.) ;

- ni d'une politique d'aménagement du territoire dépassant les seuls mécanismes d'incitation financière automatique (zonage + primes différenciées) par la prise en compte des atouts et des vocations spécifiques de chaque région et par l'organisation de complémentarités et de solidarités interrégionales.

En matière de politique agricole.

Après des décennies sans « politique agricole », celle-ci commence à être élaborée. Il y a peu de domaines pourtant où la continuité d'actions à long terme est aussi nécessaire. Bien des retards et des difficultés de notre agriculture par rapport à nos partenaires européens s'expliquent par cette absence de continuité.

Citons simplement les axes essentiels d'une politique agricole socialiste :

- la réforme de la fiscalité agricole par la généralisation obligatoire d'un « réel simplifié » dans des conditions à négocier et à programmer dans le temps ;

- la levée des blocages structurels et financiers à l'installations des jeunes et à la succession des exploitations ;

- une politique foncière avec ses différents volets (réforme fiscale distinguant l'outil de travail de la rente du propriétaire non-exploitant, réforme des S.A.F.E.R., statut du fermage, réglementation plus stricte des cumuls, institutions des baux de carrière) ;

- la réorientation des consommations et des productions permettant de desserrer la contrainte extérieure et d'améliorer de façon significative notre



balance commerciale (production de protéines, valorisation de nos richesses forestières pour certaines pâtes à papier, etc.) ;

- développement de toutes les potentialités des offices par produit en se gardant en toute dérive technocratique ;
- développement accéléré des industries agro-alimentaires.

5) Projet international

Le discours de François Mitterrand à Cancun, les orientations fermes pour un nouvel ordre international, pour un co-développement avec le tiers monde, pour une remise en cause des accords de Yalta, le combat permanent pour la défense des droits de l'homme et la liberté des peuples sont autant d'acquis communs. La contribution signée par le Premier secrétaire est conforme à l'essentiel de nos analyses, mais certains problèmes sont aujourd'hui moins présents dans les réflexions de la Gauche :

- celui de la faim dans le monde qui à terme est aussi explosif que les tensions politiques actuelles ;
- celui de la prolifération de l'armement nucléaire (miniaturisation, diffusion accrue, etc.).

Ils constituent pourtant des menaces lourdes qui rendraient encore plus critiques et déstabilisateurs les conflits qui se multiplient aujourd'hui (Centre-Afrique, Moyen-Orient, Asie, Amérique centrale, et continent sud-américain). Faire face à ces menaces pour la paix et l'équilibre du monde n'est pas simple.

Nous voyons deux priorités à approfondir : la construction européenne et une politique offensive de co-développement.

A) L'enjeu européen

Il est essentiel pour rendre crédible notre volonté de remise en cause de Yalta. De plus un redressement économique et une relance solide dans nos pays n'est pas possible sans des démarches cohérentes et convergentes des pays européens et sans des progrès considérables des politiques communes.

- Le rapport du groupe « Stratégie-Europe » préparatoire au IX^e Plan constitue une évaluation sérieuse, et conforme à nos aspirations, de la politique européenne que la France doit promouvoir (développement des politiques communes industrielles et de recherche, politique énergétique, monétaire, etc.).
- Les socialistes, soucieux de progrès de la démocratie en Europe, et dans le monde, soucieux de bâtir un espace européen cohérent, doivent œuvrer à un élargissement effectif et rapide de la Communauté par l'entrée de l'Espagne et du Portugal. La rapidité ne signifie pas l'évacuation des pro-

blèmes réels qui se posent : elle n'exclut pas une démarche progressive, différenciée et programmée. Mais l'élargissement suppose une prise en compte spécifique de l'économie méditerranéenne ; la renégociation des accords conclus avec les autres pays du bassin méditerranéen est un facteur de consolidation indispensable.

B) Une politique offensive de co-développement avec le tiers monde

Le IX^e Plan rappelle les efforts croissants que la France déploie en faveur des pays en voie de développement. Il précise l'importance du principe et des actions de « co-développement », et les retombées positives que notre pays peut en attendre. Permettre aux pays du tiers monde de se libérer en partie des contraintes énergétique et alimentaires, - aussi coûteux cela soit-il dans un premier temps - est non seulement un devoir pour les socialistes mais aussi un objectif d'intérêt national.

Mais il convient de ne limiter notre action ni aux initiatives nationales, ni aux seules relations d'État à État :

- Des actions d'envergure doivent être menées sous la responsabilité de la Communauté européenne. Il appartient au Parti de le rappeler.
- L'action sur le terrain ne peut transiter seulement par les canaux officiels des gouvernements et des institutions internationales. Les « organismes non-gouvernementaux » de type associatif jouent également un rôle essentiel. Il est important pour le Parti d'entretenir des relations suivies avec eux.

Par ailleurs la politique française ne peut se limiter à aider les pays du tiers monde dans leur lutte pour échapper à l'emprise des deux superpuissances. Elle doit également être attentive à la montée de nouvelles hégémonies fondées sur le fanatisme religieux et porteuses de graves régressions pour les femmes et les hommes qui y sont soumis.

Ces deux objectifs sont à coup sûr mobilisateurs pour les jeunes de notre pays qui ne mesurent pas seulement notre réussite à l'échelle de la France mais du monde.

Il est indispensable de les mettre en valeur lorsque nous dialoguons avec les forces qui dans notre pays et en Europe se réclament du pacifisme.

Car la paix ne peut se construire si un peuple doit renoncer à sa liberté, son identité, ses valeurs...

C'est aussi dans cette perspective qu'il faut situer les questions de défense. Nous ne réconcilierons la jeunesse avec la nécessité d'une défense nationale que si d'une part les libertés démocratiques sont respectées dans l'armée (droit d'expression, d'organisation) et si d'autre part la période du service national est vécue comme utile et réduite à six mois.

Réengager le débat sur la défense populaire, nécessite préalablement la tenue de ces engagements.

Des militants au service des militants

Consultez votre bibliothèque de section
grâce au
Club socialiste du livre



Le réveil nécessaire du Parti

Le développement du Parti depuis Épinay jusqu'à Valence a permis de construire un outil capable de gagner les élections. Aujourd'hui, il nous reste encore à bâtir un parti de gouvernement.

Nos textes précisait que le Parti devait être un lieu d'articulation entre le gouvernement et les forces sociales, entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas. Depuis Valence, cette idée n'a pas reçu une application très large. Il est vrai que les institutions de la V^e République ne s'y prêtent guère. Mais n'est-ce pas notre tâche de proposer une autre pratique politique compatible avec ces institutions ?

Depuis deux ans, le Parti a eu des difficultés à soutenir le gouvernement, à mobiliser sa base sociale.

L'action autonome, en dehors des tâches de propagande, est restée timide. C'est notre relation avec les citoyens qui est en cause.

1) L'action autonome du Parti et le soutien au gouvernement

Pourtant les tâches que nous avons à accomplir sont importantes.

a) **Accompagner efficacement l'action du gouvernement**, notamment en contribuant à la concrétisation des changements engagés, et ne pas se contenter d'un soutien par la parole ; par exemple :

- donner leur pleine efficacité aux lois Auroux dans les entreprises, notamment en portant nos efforts en direction des P.M.E. et P.M.I. où l'expression des travailleurs est plus difficile ;
- jouer à fond la carte des lois Quilliot en sensibilisant les locataires à leurs droits ;
- au-delà des stages d'insertion, de qualification, des permanences d'accueil pour les 16-25 ans, et des missions locales, se battre pour l'application complète du rapport Schwartz qui prend en compte la globalité des problèmes des jeunes ;
- faire réellement exister les comités locaux pour l'emploi et avancer dans la perspective partage du travail – partage des revenus...

Ainsi, soutenir le gouvernement c'est agir.

b) **Le Parti doit aussi renforcer son action autonome**, au plan national comme dans les régions et départements.

Il doit :

- entreprendre au niveau local (que nous soyons majoritaires ou minoritaires) des actions d'information et de participation traduisant concrètement le gain de démocratie locale que doit provoquer la décentralisation ;
- intervenir sur le terrain économique par l'aide au développement de l'économie sociale (coopératives, mutuelles...);
- entreprendre au niveau national des campagnes d'explication et de soutien pour la défense des libertés et des droits de l'homme dans le monde ; les réalités du pouvoir ne doivent pas nous faire perdre cette dimension essentielle de notre combat et la « raison d'État » ne doit pas le brider ;
- orienter le travail de nos organismes d'étude et de direction politique vers la durée et les processus politiques intégrant le rôle « d'éclairage de l'avenir » qui revient au Parti est aussi un élément d'enrichissement essentiel du militantisme.
- retrouver son image de lieu ouvert, de dialogue, d'échanges, d'élaboration de synthèse avec les différents partenaires du mouvement social (syndicats, associations...). L'excellente idée des « Rencontres des acteurs du changement » a été en partie gâchée par l'excès de précipitation dans la réalisation qui n'a pas souvent permis des échanges à la base et s'est terminée par un grand « show » de vedettes nationales et internationales.

2) Le rayonnement du Parti vers l'extérieur

Nous sommes un parti au pouvoir, mais aussi un parti de changement démocratique. Nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas, porter seuls la lutte contre tant de résistances et tant d'inerties.

L'enjeu est bien d'amener l'ensemble des forces populaires à se mobiliser pour poursuivre et concrétiser les transformations sociales, car nous ne pouvons être seuls : le Parti socialiste doit contribuer à la mobilisation, à l'union des forces populaires, à l'animation de la société. Ses relations avec les autres organisations populaires ne peuvent se limiter à des contacts de direction et devraient se concrétiser au niveau local. Avons-nous réellement travaillé dans ce sens ?

Si un parti façonné par une longue histoire d'opposition a tendance à se constituer en forteresse assiégée, un parti de gouvernement doit avoir l'audace de s'ouvrir à la société.

Favoriser nos liens avec les forces populaires qui ont contribué à notre victoire, c'est aussi le moyen et l'occasion de lutter contre les féodalités publiques ou privées qui négligent ou refusent d'être les leviers et relais du changement. Cela pourrait être plus efficace que de réclamer « des têtes ». Cette volonté de rassembler l'union des forces populaires implique deux éléments :

a) que le Parti socialiste précise son engagement sur le terrain de l'entreprise à la fois en ce qui concerne sa propre action – centrer l'action des sections d'entreprise sur la lutte politique en renforçant leurs moyens d'actions – et par rapport aux différentes stratégies syndicales.

b) Que le Parti socialiste maintienne sa stratégie de l'Union de la Gauche ; cette union, au-delà de l'alliance entre les différents partis, est représentative de l'ensemble du monde du travail.

Elle ne doit pas être conçue comme un accord figé mais la bataille des idées pour le socialisme démocratique et l'autogestion doit y demeurer vivace afin d'associer sans cesse davantage les Français à notre engagement.

3) L'organisation et la vie démocratique du Parti

Pour retrouver son rôle et assurer son développement, le Parti doit s'en donner les moyens.

En tout premier lieu, prendre des dispositions d'organisation interne qui renforcent la démocratie et les possibilités d'initiative des militants.

Nous approuvons nos dirigeants d'appeler à la construction d'un parti de masse. En clair, cela suppose, dans la pratique quotidienne de nos sections, de ne pas rebuter les sympathisants de gauche. Ils s'attendent à trouver un parti ouvert à des débats et des actions, liés à leur vie concrète. Le développement d'un grand parti populaire est incompatible avec le renforcement d'appareils hiérarchisés et professionnalisés au détriment de l'affirmation de l'initiative des militants.

La possibilité d'intervention du Parti dans la vie collective est aussi déterminée par son organisation et son fonctionnement. Renforcer la démocratie interne est donc un objectif qui contribue au réveil du Parti. Nous énonçons quelques propositions simples, d'autres sont sûrement possibles :

- aujourd'hui, tous les débats de fond sont liés aux enjeux de pouvoir interne ; les conventions « à thèmes » sur des sujets précis ne sont pas vraiment des lieux d'élaboration collective ; nous suggérons donc que soit introduit un système de délégués mandatés ;
- la possibilité de consultations d'initiative militante peut aussi être à l'origine de débats bien reliés aux problèmes ressentis sur le terrain ; ainsi, un nombre suffisant de militants de différentes fédérations – des minima étant



à fixer – devraient pouvoir se regrouper pour saisir le Comité directeur d'une question et entraîner ainsi l'organisation d'un débat dans le Parti sur ce sujet ;

– le remodelage des sections à très gros effectifs doit fournir un moyen concret de démocratiser vraiment l'accès aux responsabilités, en réduisant l'avantage donné au pouvoir de la parole et au contrôle bureaucratique ;

– le rétablissement d'une vie propre d'organisation reconnue au Mouvement de la Jeunesse socialiste est un outil nécessaire pour étendre notre influence au sein de la jeunesse ;

– les questions d'information sont très liées à celles du pouvoir. Il est très étonnant, alors que nous sommes au gouvernement, que *Le Poing et la Rose militant*, théoriquement mensuel, soit si épisodique, qu'aucun dossier ne récapitule les mesures prises et les changements engagés par le pouvoir de gauche. Pourquoi ne pas envoyer à tous les militants *Le Poing et la Rose responsable*, même avec une pagination réduite ?

– les commissions du Parti doivent pouvoir alimenter le Comité directeur de leurs propositions, ce qui permettrait d'enrichir les débats de celui-ci. Les commissions doivent se voir reconnaître un droit de saisine du Comité directeur, à partir du moment où une majorité de la commission la demande, sur des questions en débat ;

– le rôle du Groupe parlementaire doit être mieux cerné dans la mesure où il est aux prises avec les enjeux de la politique des réformes et avec les mouvements profonds sur le terrain. Il doit être en mesure de participer à une réflexion programmée sur l'application du changement et ne doit pas être condamné à être une balle de ping-pong entre le Bureau exécutif et le gouvernement ;

– pourquoi ne parlons-nous plus de la limitation du cumul des mandats, en nombre et dans le temps ? Cela permettrait de répartir davantage les responsabilités et donc aussi de mieux asseoir l'implantation du Parti dans la société, sans insister sur la nécessité de donner aux élus plus de disponibilité et de moyens pour exercer des mandats considérablement élargis par la décentralisation ?

– enfin, méfions-nous d'une évolution du Parti qui, par crainte de perdre prise sur la réalité, l'entraînerait dans une dérive disciplinaire. Face aux litiges qui mettent en cause notre vie interne, c'est l'application scrupuleuse des statuts et du règlement qui doit prévaloir sur toutes les appréciations politiques.

Conclusion : étant le seul grand parti français à organisation démocratique, nous devons préserver absolument cet acquis.

Conclusion

Mai-juin 81 – Un formidable espoir est né.

La mise en œuvre de notre programme s'engage dans l'enthousiasme. Quelques mois après, les difficultés de l'entreprise s'accumulent : financières, économiques, sociales, politiques. La douche froide ? Peut-être. En tout cas la nécessité de faire face : cela s'appelle la rigueur.

Le « peuple de gauche » est parfois désemparé. Nos militants aussi.

Comment repartir de l'avant, regagner la confiance de l'opinion, faire renaître l'espérance ?

Faut-il faire le gros dos, se laisser acculer à la défensive, attendre que ça passe ? Nous ne le croyons pas.

Faut-il décréter, par une démarche volontariste et des mesures administratives, une croissance artificielle ? Peut-on ainsi faire fi des contraintes d'une crise économique mondiale ? Nous croyons ce remède pire que le mal.

Alors peut-on malgré la crise, dans la rigueur, reprendre l'offensive, pousser plus avant la mise en œuvre de nos objectifs socialistes ? Nous le croyons et avons cherché à le démontrer.

C'est la voie d'une rigueur politique aussi exigeante que la rigueur économique.

Les difficultés en sont considérables : vingt années de croissance exceptionnelle, l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire de notre propre parti n'ont préparé ni le peuple français, ni nos partenaires politiques et sociaux, ni nous-mêmes aux disciplines d'une telle démarche.

Il faudra aux uns et aux autres des vertus exceptionnelles de lucidité, de courage et d'imagination ; mais aussi de générosité, de tolérance et d'ouverture de dialogue.

Mais il n'y a pas d'autre démarche, d'autres vertus qui soient à la hauteur de défi que nous devons relever.

Nous croyons que le pays, dans sa conscience profonde, le sait et attend de nous que nous lui montrions le chemin d'une nouvelle offensive, d'une nouvelle espérance, plus réaliste mais aussi plus ramassée, plus déterminée.

Nous voulons croire que notre Parti n'y sera pas insensible.

Notre motion est un appel...

A la réflexion, au débat... à l'action.

Écologie et socialisme l'autre développement

Répéter indéfiniment qu'on ne peut rien faire sans « croissance » ou spéculer sur les chances d'une reprise durable avant la fin du septennat ne peuvent figurer en préalable à un programme socialiste.

Certes, sans « croissance » nous ne réduirons pas les inégalités de manière indolore ; mais peut-être est-il temps de dire – et de montrer – aux Français qu'on peut leur donner autre chose que des billets de banque.

Loin d'être un frein au changement, la crise doit donc être une occasion de rupture avec un système qui a dévoyé progrès techniques et gains de productivité vers un accroissement anarchique des marchandises, en multipliant gaspillages, inégalités et dégradations du mode de vie ; c'est une raison supplémentaire d'opérer une rupture douce mais radicale avec la « civilisation de la marchandise ».

Ainsi la crise de l'énergie, est l'occasion d'un développement plus économe, plus respectueux des hommes et de l'environnement. Pour les partisans de « l'option 3 » qui proposait hier au P.S. une limitation maximale des centrales nucléaires, c'est une maigre consolation de voir reconnaître aujourd'hui que ce type d'énergie est non seulement plus coûteux que prévu mais encore en passe de devenir excédentaire (!). Les socialistes ont certes à leur actif un effort important en faveur des économies d'énergie. Mais il nous faut à présent aller jusqu'au bout de la rigueur : vers une gestion plus rationnelle du territoire intégrant les coûts énergétiques et externes des aménagements, les avantages des énergies renouvelables, les demandes et les potentialités locales. Vouloir acheminer jusqu'au moindre recoin de l'hexagone une énergie électrique « centralisée », fût-elle française, n'est pas une réplique efficace à la crise quand des possibilités locales existent pour exploiter, par exemple, un petit cours d'eau.

La « raréfaction » du travail doit être reconnue comme un phénomène durable qui appelle d'autres réponses que l'indemnisation d'un sous-prolétariat d'exclus du travail. Il serait plus satisfaisant de définir un revenu



minimum garanti à chaque citoyen en contrepartie d'un travail minimum au service de la collectivité. Il faut bien sûr aussi aller vers un partage du travail (et sans nier qu'il implique la réduction de certains revenus) ; mais il nous faut d'abord reconnaître à quel point ce type de réduction est difficile à supporter dans une société où l'on juge de la réussite personnelle par la quantité et la valeur des biens que chacun achète, voire par sa capacité à renouveler ce qui n'a pas besoin de l'être.

C'est donc tout un modèle économique et culturel fondé sur des valeurs nouvelles qu'il faut élaborer :

- en favorisant un type de production et de consommation axé sur des produits durables, faciles à réparer, respectueux des ressources et des sites ;
- en valorisant le temps libre et les activités créatives qu'il permet (dans le cadre, par exemple « d'ateliers communautaires » plus nombreux) ;
- en organisant la gestion et le contrôle démocratique des ressources communes (eau, espace, ...) ;
- en agissant surtout pour faire évoluer les mentalités forgées par le capitalisme : gaspillage, productivisme, corporatisme, esprit mercantile.

Mais si nous voulons un nouveau type de développement – d'ailleurs mieux adapté à notre souci de coopération avec le tiers monde – nous devons être capables d'en évaluer les progrès. Et comment le pourrions-nous avec les instruments de mesure que le capitalisme a mis au point pour apprécier ses propres performances ? P.I.B., P.N.B. et leur corrolaire le taux de « croissance » sont les fidèles reflets d'un monde où l'argent, le capital, sont le début, la fin et la mesure de toute chose ; ils « oublient » les coûts sociaux et environnementaux, les richesses acquises sans échanges monétaires, des valeurs telles que le temps libre. Le culte de la « croissance » est révélateur de l'emprise qu'a encore sur trop d'entre nous le modèle capitaliste. Il nous faut nos propres indicateurs.

Au P.S. de dire tout cela : c'est sa tâche propre, pour préparer l'action du gouvernement, de faire prendre conscience, de faire évoluer les mentalités. Il y a là, aussi un infléchissement vers un socialisme plus « écologique ». Mais la critique écologiste de la société industrielle est une critique du capitalisme quotidien qui tend à notre survie par une meilleure gestion du territoire, un nouvel équilibre tenant compte des ressources naturelles et humaines et des progrès techniques. Nous ne devons pas craindre d'aller à la rencontre de cette écologie politique que René Dumont appelait « la gauche de la Gauche ».

Club socialiste du Livre
10, rue de Solférino, 75007 Paris

ALAIN GESGON

Préface de Claude Manceron

affiches

Club Socialiste du Livre

**HOMMAGE
À PIERRE MENDÈS FRANCE**

L'hommage solennel
rendu à l'homme d'État
par
**François MITTERRAND,
Louis MERMAZ,
Pierre MAUROY**

**Assemblée Nationale
20 et 27 octobre 1982**

Prix C.S.L. : 40 F

Club socialiste du Livre
10, rue de Solférino
75007 PARIS



Propositions de modification des statuts

Le numéro 101 du « *Poing et la Rose* » (contributions aux débats n° 1, pages 82 à 88) contient un certain nombre de propositions de modifications statutaires.

Toutefois, depuis leur publication, certaines de ces propositions ont été retirées par leurs auteurs, généralement parce qu'elles étaient proches d'autres, et donc superflues.

En revanche, quelques propositions supplémentaires, qui nous sont parvenues entre la publication du n° 101 et le délai statutaire limite pour le dépôt de telles propositions, se trouvent ci-après.

Au total, c'est donc sur quinze propositions de réformes statutaires qu'il est demandé aux camarades d'émettre un vote.

Afin de faciliter cette opération, nous avons élaboré un bulletin de vote nominal, permettant, si les sections le jugent utile, de recourir à une procédure écrite.

Comme on le verra, ce bulletin suppose un vote bloqué pour les propositions de la Commission nationale des conflits, unanime, conformément à la suggestion de cette commission elle-même. Mais, il va de soi que les sections pourront, si elles le désirent, procéder point par point.

Propositions supplémentaires

Article 15

Rédaction actuelle du § 1

Quand une section atteint le seuil de 250 membres, elle peut être divisée en plusieurs sections, selon les règles fixées à l'article 14, après accord des membres de la section intéressée et avis favorable de la fédération.

Nouvelle rédaction

Quand une section atteint le seuil de 100 membres, elle peut être divisée en plusieurs sections, selon les règles fixées à l'article 14, après accord des membres de la section intéressée et avis favorable de la fédération. Lorsqu'une section atteint le seuil de 250 membres, la division de la section est obligatoire.

Exposé des motifs

C'est un fait d'expérience qu'aucun militant ne conteste, que le plus grand nombre d'entre eux ne peuvent guère s'exprimer dans des assemblées très nombreuses. Les contraintes physiques, qui caractérisent les réunions de plusieurs centaines de militants, défavorisent particulièrement ceux d'entre eux que la société n'a pas privilégiés. Elles favorisent la passivité et l'absentéisme. Il est indispensable d'en limiter les inconvénients au niveau de cette organisation de base du Parti qu'est la section.

Didier MOTCHANE

Règlement intérieur

Une pétition signée par Paul Quilès et de fort nombreux premiers secrétaires fédéraux a circulé au cours de la Convention nationale du Pré-Saint-Gervais. Elle propose la nomination d'une commission pour réexaminer le règlement intérieur du Parti, et fera l'objet d'une proposition de résolution au congrès de Bourg.

Article 35

Rédaction actuelle

Le Comité directeur se réunit tous les deux mois et chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Nouvelle rédaction

Le Comité directeur se réunit tous les deux mois et chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Il est organisé en commissions permanentes dont il détermine lui-même la composition et le mode de fonctionnement.

Exposé des motifs

Depuis le congrès d'Épinay, l'effectif du Comité directeur a triplé. Il est nécessaire d'en organiser les travaux en conséquence, de manière à permettre à chacun de ses membres de participer effectivement à ses travaux.

Didier MOTCHANE

ERRATUM

On nous signale que dans « *Le Poing et la Rose* » n° 101, aux contributions de la Mayenne : page 54, « *Lutte contre l'inflation - Connaissance et contrôle du juste prix* », au lieu de « Contribution présentée par la section d'Évian », il fallait lire « Contribution présentée par la section d'Evron ». Que nos camarades d'Evron trouvent ici nos amicales excuses !



Article 39

Rédaction actuelle

Le Comité directeur élit, en son sein, un bureau de 27 membres, parmi lesquels le Premier secrétaire, porte-parole du Parti, chargé de l'animation et de la coordination, et les responsables des divers secteurs d'activité, qui constituent le secrétariat collégial du Parti.

Le secrétariat à l'organisation est une fonction collégiale.

Nouvelle rédaction

Le Comité directeur élit, en son sein, un bureau de 27 membres, dont 9 membres suppléants, parmi lesquels le Premier secrétaire, porte-parole du Parti, chargé de l'animation et de la coordination, et les responsables des divers secteurs d'activité, qui constituent le secrétariat collégial du Parti.

Le secrétariat à l'organisation est une fonction collégiale.

Exposé des motifs

Le Bureau exécutif a, dans l'intervalle des réunions du Comité directeur, la responsabilité de la direction du Parti. Il exerce cette responsabilité par délégation du Comité directeur. L'effectif du Bureau exécutif doit donc répondre aux conditions d'efficacité que l'on attend d'un organisme délégué.

Didier MOTCHANE

Article 49

Ajouter le paragraphe suivant :

« Les candidates et les candidats du Parti socialiste ne pourront postuler les suffrages des électrices et des électeurs au-delà de soixante-dix ans révolus. »

Section de CARBON BLANC (Gironde)

Article 49

Ajouter, après le paragraphe 4, un nouveau paragraphe ainsi libellé :

« Pour les élections municipales et cantonales, le vote des sections concernant la désignation des têtes de liste et des candidats doit être souverain. Seule la fédération concernée intervient pour régler les conflits éventuels. La décision de la Fédération est définitive. »

Section de BONNAC (Ariège)

Article 56

« Les dispositions du présent article et celles des articles 52, 53, 54 et 55 sont applicables également à l'Assemblée des Communautés européennes. »

Yvonne THÉOBALD PAOLI

Bulletin de vote sur les propositions de réforme des statuts

Nom du votant

Proposition n°	portant sur l'article	publiée dans le n° du <i>Le Poing et la Rose</i>	page	colonne	signée par	pour	contre	absent.
1	5	101	82	2	P. Joxe			
2	5	101	82	2	Sections Jura			
3	6, al. 1	101	82	1	M. Buron			
4	15	101	83	2	B. Ferrand et M.-J. Denys, etc.			
5	15	104	46	1	D. Motchane			
6	35	104	46	1	D. Motchane			
7	39	104	47	1	D. Motchane			
8	49	104	47	2	Section Bonnac (09)			
9	49, al. 5	101	82	1	M. Buron			
10	49, al. 5	101	82	1	M. Buron			
11	49	101	84	2	B. Ferrand et J. Ferrang, etc.			
12	49	104	47	2	Section Carbon-Blanc (33)			
13	56	104	47	2	Y. Théobald Paoli			
14	78	101	87	1	B. Ferrand et M.-J. Denys, etc.			
15	9, 52, 63, 69, 71, 73, 80	101	87-88		Commission nationale des Conflits			

